

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
LA CAPACITÉ ÉLECTORALE
EN FRANCE

ET DES
RESTRICTIONS NOUVELLES A Y APPORTER

AVEC UN APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue *le Vendredi 16 Juin 1911, à 1 heure 1/2*

PAR

ANDRÉ AMIABLE

Président : M. CHAVEGRIN, *Professeur.*
Suffragants { MM. ESMEIN, *Professeur.*
POLITIS, *Agrégé.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

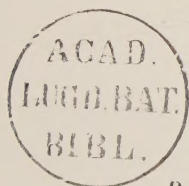
DE
LA CAPACITÉ ÉLECTORALE
EN FRANCE

ET DES
RESTRICTIONS NOUVELLES A Y APPORTER

AVEC UN APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Vendredi 16 Juin 1911*, à 1 heure 1/2



PAR

ANDRÉ AMIABLE

Président : M. CHAVEGRIN, *Professeur.*
Suffragants { MM. ESMEIN, *Professeur.*
POLITIS, *Agrégé.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE
LA CAPACITÉ ÉLECTORALE
EN FRANCE

ET DES
RESTRICTIONS NOUVELLES A Y APPORTER

INTRODUCTION

Il est hors de conteste que le régime parlementaire, en France, traverse en ce moment une crise très grave et très inquiétante.

Les consultations populaires, au lieu de s'effectuer sur le terrain des opinions et des principes, ne sont plus qu'une question d'intrigues et de promesses de toutes sortes. C'est ainsi que les arguments que les candidats tiennent aux électeurs pour obtenir leurs suffrages n'ont d'autre fin que de servir l'intérêt personnel de ces derniers, et l'on peut constater que, dans presque tous les cas, la majorité des suffrages se portent sur les candidats qui ont poussé la témérité jusqu'à

faire les promesses les plus audacieuses et en plus grand nombre.

Ces faits, joints aux intrigues innombrables, auxquelles les candidats sans valeur sont conduits à avoir recours pour masquer leur incompétence notoire, ont eu comme principal résultat d'évincer des luttes électorales les hommes compétents et intègres.

Il s'ensuit évidemment que les consultations populaires ne sont plus le reflet de l'opinion réelle du pays, mais celle de quelques agitateurs, et surtout que le niveau moral et intellectuel du Parlement s'abaisse d'une façon constante et indiscutable, encombré qu'il est de politiciens sans valeur et sans principes.

Une autre conséquence, non moins déplorable, est l'abaissement des mœurs parlementaires. — Que penser de députés ou de groupes de la Chambre qui, pour combattre les arguments trop judicieux d'un membre de la minorité, ne trouvent rien de mieux que de couvrir par des bruits et des clameurs de tous genres, les paroles de l'orateur ?

Tous ces faits sont incontestablement l'indice d'une déchéance du régime parlementaire en France : les conditions d'exercice du gouvernement deviennent de jour en jour plus difficiles et la gestion des affaires publiques ne tend à rien de moins qu'à tomber entièrement entre les mains des masses ignorantes et avides de la société. — On ne saurait, croyons-nous, contester la gravité de cet état de choses qui, si on le laissait empirer, pourrait bien nous conduire à la ruine de nos institutions politiques, pour la création et pour

l'affermissement desquelles nous avons dépensé tant de temps et d'efforts.

Quelle est donc la cause de ce mal?

Beaucoup de personnes l'attribuent au suffrage universel et ne voient d'autre remède que son abolition. Mais il est loin d'être établi qu'un autre mode de suffrage n'aurait pas, sinon les mêmes défauts, du moins d'autres aussi graves et que les résultats qu'il donnerait seraient en tous points meilleurs. Nous pensons, au contraire, avec M. Courcelle-Seneuil⁽¹⁾ que le suffrage censitaire ou restreint ne vaut pas mieux que le suffrage universel et qu'il n'est ni plus sage ni plus éclairé que ce dernier.

D'autres accusent l'inexpérience des électeurs. Ceux-ci, disent-ils, n'ont pas encore atteint complètement leur capacité politique; il faut, sur cette matière, achever leur enseignement et avec un peu de temps et d'habitude tout se mettra au point. Cette opinion, croyons-nous, n'est pas à retenir, car ce n'est pas d'hier que nous avons le suffrage universel, il y a au contraire plus d'un demi-siècle qu'il fonctionne et ce temps nous paraît assez long pour que, si le peuple ait eu besoin d'en faire son apprentissage, celui-ci soit terminé à présent et il exerce alors son droit de suffrage au mieux des intérêts du pays. Les résultats, malheureusement, sont loin d'être meilleurs aujourd'hui qu'auparavant.

D'autres enfin, pensent que ce mal est imputable à notre système électoral qui, par son principe majoritaire, prive le

(1) J.-G. Courcelle-Seneuil, *Préparation à l'étude de droit*.

Parlement de la représentation de la minorité des électeurs, c'est-à-dire des classes instruites de la société. Mais, quand bien même on modifierait notre système électoral dans ce sens, cette réforme n'aurait pas pour résultat d'affranchir le Parlement de la représentation des éléments incapables du corps électoral actuel et de faire que ceux-ci décident à l'avenir de leur vote non sur des promesses mais sur des principes. Nos mœurs électorales n'en seraient aucunement changées ; quant aux conditions mêmes d'exercice du gouvernement, elles n'en seraient guère améliorées.

Nous croyons que l'état de choses actuel a de toutes autres causes et que, quels que soient le mode de suffrage et le système électoral appliqué, on ne saurait, dans une démocratie, obtenir un gouvernement équitable et faire que les consultations populaires s'effectuent dans des conditions de sincérité et de moralité voulues, que si ceux qui doivent prendre part au suffrage ont la capacité et la moralité nécessaires pour exercer cette fonction.

La France souffre de ce fait que le corps électoral est composé, en partie, d'éléments incapables de discerner quelles sont les lois favorables à leurs propres intérêts et à l'intérêt de tous et que nombre d'autres de ses éléments sont personnellement indignes de participer à la gestion des affaires publiques. Ce sont ces infériorités et ces défauts du corps électoral qui sont la cause exclusive et certaine que les consultations populaires ont perdu leur véritable caractère de synthèse des idées et des opinions de la nation pour n'être plus qu'un moyen d'arriver à une fonction, et

que la représentation nationale est incapable ou manque des principes nécessaires pour gouverner dans l'intérêt général et dans l'intérêt tout à fait supérieur du pays.

Mais cependant, est-ce que nos lois qui ont organisé et réglementé le droit électoral, n'ont pas posé des conditions de capacité et de dignité pour l'acquisition et la conservation de ce droit ? Certes oui. Notre décret organique du 2 février 1852 toujours en vigueur, complété par les lois des 30 novembre 1875 et 5 avril 1884, a bien posé des conditions à l'électorat ; mais, outre que celles-ci étaient insuffisantes, des lois successives, intervenues postérieurement, sont venues modifier considérablement l'effet de cette législation en atténuant ou en supprimant même, dans certains cas, l'incapacité électorale dont celle-ci frappait les individus qui s'étaient rendus indignes d'exercer ce droit par suite de condamnations délictuelles pour des faits graves établissant leur manque absolu de moralité, ou par suite de décisions de tribunaux de commerce qui, en les déclarant en faillite, établissent indubitablement leur incapacité personnelle à la gestion des affaires privées.

Il s'ensuit que le corps électoral, qui ne devrait être composé que de citoyens capables, s'est accru de jour en jour d'éléments ignorants ou malhonnêtes et nous en sommes arrivés à ce point que, dans l'état actuel de nos mœurs électorales, les éléments instruits s'abstiennent de prendre part au suffrage et que le gouvernement du pays se trouve, à présent, à la merci des masses incapables et avides de la société, auxquelles le sens de l'intérêt général et public fait défaut.

Quel est le remède?

Nous ne reprendrons pas la discussion sur le point de savoir quelle est la nature du droit de suffrage, afin d'établir si celui-ci peut ou non être réglementé. Il est certain que le droit de suffrage n'est pas un droit naturel, dérivant des nécessités de l'existence ou du développement de l'individu, la preuve en est que tous les membres de la société ne votent pas. De plus, pourra-t-on jamais reconnaître ce droit à l'enfant? Et, d'autre part, pourra-t-on jamais songer à le conserver à des indignes tels que des criminels? Assurément non. Ce n'est donc pas un droit naturel, celui que confère et supprime la loi positive.

Le droit de suffrage n'est autre qu'un droit public dérivé de l'État, n'existant que dans l'État et ne pouvant exister contre lui. Le législateur a donc non seulement le droit mais le devoir de réglementer minutieusement les conditions dans lesquelles ce droit pourra être acquis, afin de ne le conférer qu'à des individus capables de discerner quelles sont les lois favorables à l'intérêt général et d'éviter de constituer un danger pour les institutions politiques en mettant entre les mains de personnes ignorantes ou malhonnêtes une arme aussi dangereuse que le suffrage dont ils feraient le plus sot usage ou le plus honteux trafic.

Mais, par cette restriction du droit électoral, n'allons-nous pas nous écarter du principe du suffrage universel? Celui-ci ne signifie-t-il pas, en effet, que le droit de vote doit appartenir au plus grand nombre? Certes, cette opinion, quoique étant un préjugé, n'en est pas moins répandue. Elle l'a été

surtout par des gens, qui, se disant démocrates, ont cru que c'était servir le régime démocratique que d'étendre le suffrage le plus possible. Nous croyons, au contraire, qu'on ne saurait mieux servir ce régime et que celui-ci ne pourrait que gagner en force si l'on n'admettait à la gestion des affaires publiques que ceux qui ont la dignité et la capacité nécessaires pour exercer cette fonction.

Le principe du suffrage universel ne signifie nullement que le vote doit appartenir à tous : le droit de suffrage, étant le plus important des droits politiques, nécessite indubitablement chez les personnes qui doivent l'exercer des qualités correspondantes. Il signifie simplement que le droit de suffrage doit être accessible à tous sous les mêmes conditions, et que celles-ci ne peuvent être que des conditions de capacité et de dignité, à l'exclusion de toutes conditions tirées ou de la naissance, ou de la fortune, ou d'un privilège social quelconque. Le législateur peut donc, sans porter aucune atteinte au principe du suffrage universel, poser à l'électorat toutes les conditions nécessaires, afin d'écarter du scrutin tous les hommes ignorants ou malhonnêtes et d'arriver à constituer un corps électoral composé exclusivement d'éléments capables d'exercer le suffrage en conformité de l'intérêt général et de l'avenir du pays.

C'est précisément en cela que consiste le remède à l'état de choses actuel et nous estimons que toutes les réformes qui pourront être adoptées sur ce point et qui n'auront pas comme but d'assurer une meilleure composition du corps électoral, ne contribueront ni à rendre aux consultations

populaires leur véritable caractère, ni à procurer à la nation une représentation capable.

Nous nous proposons, dans la première partie de notre ouvrage, d'examiner et d'établir les conditions actuelles de l'électorat, telles qu'elles résultent de l'ensemble de notre législation sur cette matière. La conclusion qui ressortira de cet exposé théorique c'est que le droit de suffrage, en France, est insuffisamment réglementé. Comment concevoir que ce droit si important, puisque de la manière dont il sera exercé et de ceux qui l'exerceront dépend l'avenir du pays, puisse appartenir à des illettrés, à des idiots, à des fous même⁽¹⁾. — Comment admettre également que notre législation puisse confier la garde de nos institutions politiques à des personnes dont la malhonnêteté a été nettement établie par des condamnations judiciaires? — Et pourtant cela est. — Voilà d'où vient l'abaissement de nos mœurs électorales, voilà d'où vient le désintéressement des éléments capables à la gestion des affaires publiques, voilà, en résumé, d'où vient le mal qui se fait ressentir en France depuis quelque vingt ans et qui ne fait qu'augmenter de jour en jour.

Le législateur, soucieux de la vie même de la nation, ne saurait se refuser à s'émouvoir de cet état de choses, et à

(1) Notre législation électorale ne suspend, en effet, le droit de vote chez les individus atteints d'aliénation mentale, même lorsqu'ils sont internés dans un établissement public d'aliénés conformément à la loi du 30 juin 1838, qu'autant qu'ils sont interdits judiciairement.

apporter à notre législation électorale les modifications qui s'imposent dans l'intérêt général et public. L'examen de ces modifications fera l'objet de la seconde partie de notre étude : non seulement il nous sera facile d'en justifier l'opportunité par la logique et les résultats qu'ont donnés nos dispositions législatives sur cette matière, mais nous avons pensé qu'il n'était pas sans intérêt, pour bien marquer l'insuffisance de nos lois électorales, de donner un aperçu des législations étrangères qui, presque toutes, offrent une réglementation de l'électorat plus complète et plus judicieuse que la nôtre.

Nous ne pouvons exprimer qu'un désir, c'est que l'utilité de cette réforme soit comprise. Le parlement semble s'intéresser, en ce moment, à la modification de notre système électoral, croyant par là améliorer nos mœurs politiques en même temps que la composition même de ses membres. Nous avons déjà dit ce que nous pensions des résultats de cette réforme. Nous restons vivement convaincus que la dignité des consultations populaires et la capacité de la représentation nationale tiennent plus aux qualités des électeurs qu'au système électoral appliqué. L'avenir dira là-dessus de quel côté était la vérité.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CAPACITÉ ÉLECTORALE DANS LE DROIT ACTUEL

Du décret organique du 2 février 1852, combiné avec la loi du 30 novembre 1875 et celle du 5 avril 1884, il résulte que les conditions nécessaires pour être électeur sont :

- 1° Être Français ;
- 2° Être âgé de vingt et un ans accomplis ;
- 3° Jouir de ses droits civils et politiques ;
- 4° N'être dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi ;
- 5° Être inscrit sur les listes électorales, condition qui suppose la résidence de six mois ou certains équivalents.

Nous étudierons chacun de ces éléments de l'électorat dans un chapitre différent.

1^{er} Chap. — *Nationalité française.*

2^e Chap. — *Majorité.*

3^e Chap. — *Jouissance des droits civils et politiques.*

4^e Chap. — *Des incapacités électorales.*

5^e Chap. — *Inscription sur une liste électorale.*

CHAPITRE PREMIER

DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

§ I.

La qualité de Français est la première des conditions que doit remplir l'individu pour être électeur. Cette condition se comprend d'elle-même et n'a besoin d'aucune justification. Il est évident que pour avoir le droit de participer à l'administration des intérêts d'une nation, il faille au moins appartenir à celle-ci.

On peut être Français par la naissance ou le devenir postérieurement par suite d'un droit ou d'une faveur.

Les dispositions des lois françaises relatives à la nationalité sont aujourd'hui, pour la plupart, incorporées dans le Code civil.

Pour déterminer la nationalité d'origine, il existe deux systèmes opposés :

1° Attribuer à l'enfant la nationalité de ses parents : c'est le *jus sanguinis*.

2° Lui attribuer celle du pays où il est né : c'est le *jus soli*. Ces deux systèmes au surplus, peuvent être combinés entre

eux et tempérés l'un par l'autre, de façons très diverses.

Dans l'antiquité, le *jus sanguinis* était exclusivement appliqué. Cette prédominance de l'hérédité comme base de la nationalité tenait à plusieurs raisons. La première c'est que l'État, dans les lois primitives, était conçu d'une façon toute particulière ; ce n'était qu'une agrégation de familles participant au même culte, et il fallait nécessairement, pour en faire partie, compter parmi les membres des familles qui le composaient. La seconde raison tient à l'omnipotence paternelle qui voulait que les fils tiennent de leur père la vie physique, civile et politique.

A l'époque féodale, le *jus soli* était au contraire seul en vigueur. Sous ce régime, c'est la terre qui détermine la condition des personnes ; c'est la conséquence logique du rôle important alors attribué au sol. La loi territoriale reconnaissait en effet, au seigneur, un empire absolu sur tout ce qui se trouvait dans les limites de sa seigneurie : personnes et biens ; il s'ensuit que l'enfant était l'homme du seigneur sur la terre duquel il était né.

Les triomphes de la royauté sur les prétentions féodales ne modifièrent en rien ces principes ; le *jus soli* conserva tous ses effets : l'individu né dans une portion quelconque du royaume fut désormais le sujet du roi au lieu d'être celui d'un seigneur.

De là résultait une première conséquence, c'est que tous les individus nés en France étaient Français, quelle que fût la nationalité de leurs parents et que tout individu né hors de France, même de parents français était étranger :

« Les vrais et naturels Français sont ceux qui sont nés dans le royaume, pais, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du Roy ⁽¹⁾ ». Pothier nous dit également que « la seule naissance dans le royaume donne les droits de naturalité, indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure ⁽²⁾ ».

Ce principe est resté en vigueur pendant toute la durée de notre ancien droit. Toutefois, au XVIII^e siècle la jurisprudence finit par admettre que l'individu né hors de France de parents français était Français ; et à la veille de la Révolution, la doctrine qui l'emportait c'est qu'on était Français par cela seul qu'on naissait en France ou de parents Français.

La législation intermédiaire ne changea rien à cette doctrine et admit parallèlement le *jus sanguinis* et le *jus soli*. Mais au moment de la rédaction du Code civil, la détermination de la nationalité d'origine donna lieu à de vives discussions. Le projet du Code civil reproduisait les règles du droit intermédiaire : l'art. 2, chap. I du titre relatif à la jouissance des droits civils disait : « Tout individu *né en France* est Français ». Et l'art. 3 : « Tout enfant *né d'un Français* en pays étranger est Français ». Cette dernière disposition fut admise sans difficulté et devint l'art. 10 du Code ; mais il n'en fut pas de même de la première qui souleva une vive opposition de la part du Tribunat sous le prétexte « qu'aucun lien n'attache à la France l'enfant que

(1) *Droit d'aubaine*, titre I, chap. 1, n^o 2.

(2) *Traité des personnes*, I^{re} partie, titre II, sect. I, n^o 45.

le hasard a pu faire naître sur le sol français de parents étrangers ».

Ces considérations l'emportèrent et l'art. 2 du projet fut abandonné. Le Code civil consacra exclusivement le principe du *jus sanguinis* en déclarant seuls Français de naissance les enfants de parents français : la nationalité d'origine ne pouvait donc se déterminer que par la filiation. Toutefois, le Code reconnaissait un privilège à l'enfant né en France de parents étrangers, celui de pouvoir réclamer la qualité de Français dans l'année de sa majorité en se conformant aux prescriptions de la loi (art. 9).

Les critiques soulevées par le Tribunat contre la nationalité du lieu de naissance n'étaient pas entièrement justes. Ce n'est pas toujours le hasard qui a fait naître un enfant dans un autre pays que celui de ses parents ; ceux-ci y étaient peut-être établis depuis un certain temps et avec l'idée d'y rester ; l'enfant lui-même y a été élevé et continuera peut-être à y résider. Dans de pareilles conditions, il semble qu'il y ait intérêt pour ces personnes à leur reconnaître la nationalité française.

Ce n'est cependant qu'en 1851 que le législateur intervint pour étendre un peu le système restrictif du Code civil quant à la nationalité du lieu de naissance⁽¹⁾. Et il faut attendre jusqu'à la loi du 26 juin 1889 pour voir consacré à nouveau

(1) La loi du 7 février 1851 déclarait Français de plein droit tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y était né, mais en lui réservant la faculté de réclamer à sa majorité la nationalité de ses parents.

et remis en application le principe du *jus soli*. Cette loi déclare définitivement Français tout individu né en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés (art. 8, § 3). Elle déclare également Français tous les individus nés en France d'étrangers, domiciliés en France à l'époque de leur majorité ; mais en leur permettant de réclamer la nationalité de leurs parents dans l'année qui suit leur majorité telle qu'elle est réglée par la loi française (art. 8, § 4). Ceux qui, à leur majorité, se trouveraient domiciliés à l'étranger, pourront malgré cela réclamer la nationalité française (art. 9).

L'œuvre de la loi du 26 juin 1889 n'est pas longtemps demeurée intacte. A peine promulguée, cette loi reçut les critiques les plus vives. On lui reprocha notamment d'avoir exagéré sans contrôle les applications du *jus soli*. Des restrictions étaient jugées nécessaires. Elles furent résolues par la loi du 22 juillet 1893. Cette loi modifie la législation antérieure en ce qu'elle déclare que l'individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né, pourra, si c'est la mère qui est née en France, décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, conformément aux prescriptions de la loi ⁽¹⁾. Quant aux individus nés en France d'étrangers, mais domiciliés à l'étranger à l'époque de leur majorité, la loi de 1893 est venue préciser la procédure et le délai pendant lequel ces individus pourront réclamer la qua-

(1) L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devait, aux termes du § 1^{er}, 2^e alinéa, suivre la nationalité (Art. 8, § 3, 2^e alinéa).

lité de Français : c'est jusque l'âge de 22 ans accomplis et à la condition de fixer son domicile en France dans l'année à dater de sa déclaration enregistrée au ministère de la Justice, que ces individus pourront, à défaut de refus, acquérir la nationalité française.

En résumé, on est aujourd'hui Français non seulement en raison de sa filiation, parce qu'on est issu de parents français (*jus sanguinis*), mais encore, dans certains cas, à raison du lieu où l'on est né, parce qu'on a vu le jour sur le sol français (*jus soli*). Il y a ainsi trois catégories d'individus qui, de plein droit, sont Français d'origine, ce sont :

1° Ceux qui sont issus de parents français ;

2° Ceux qui sont nés en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

3° Ceux qui sont nés en France d'étrangers dont l'un y est lui-même né ; sauf la faculté pour eux si c'est leur mère qui est née en France de décliner, dans l'année qui suivra leur majorité, la qualité de Français, en se conformant aux prescriptions de la loi.

La nationalité française peut en outre s'acquérir postérieurement à la naissance, en vertu d'un droit ou d'une faveur. Le Code civil règle les formalités et les conditions à remplir pour l'obtention de la qualité de Français dans ces deux cas.

Ceux qui peuvent réclamer la nationalité française en vertu d'un droit sont :

1° Les individus nés en France d'un étranger et qui n'y sont pas domiciliés à l'époque de leur majorité, pourvu qu'ils

remplissent les formalités et les conditions prescrites par la loi (art. 9, C. civ.);

2° Les individus nés d'un ex-Français et aux mêmes conditions (art. 10, C. civ.).

La faveur accordée aux étrangers de pouvoir acquérir la nationalité française, c'est-à-dire la naturalisation est prévue et déterminée par le paragraphe 5 de l'art. 8 du C. civ., lequel spécifie les conditions dans lesquelles cette faveur pourra être accordée.

§ II. — Preuve de la nationalité.

L'individu qui réclame son inscription sur la liste électorale doit établir qu'il est Français.

Si sa nationalité résulte de sa naissance en France, la preuve sera facile à faire; elle résultera de l'acte de naissance qui mentionne le lieu où celle-ci est survenue. La production de cette pièce sera suffisante si les parents de l'individu qui réclame son inscription sont inconnus ou de nationalité inconnue.

Dans le cas où l'individu est né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né, il devra produire, outre son acte de naissance, celui de l'un de ses auteurs duquel il tient la nationalité française.

Enfin l'individu né en France d'un étranger et qui à sa majorité y était domicilié (conformément à l'art. 8, 4° du C. civ.), devra, outre la production de son acte de naissance, justifier par les modes du droit commun qu'il avait son domicile en France à l'époque de sa majorité.

Quant à l'individu qui se prétend Français par la filiation, il lui suffira d'établir que son père était lui-même Français au moment de sa naissance; mais cette démonstration se complique si cet individu et son auteur sont tous deux nés à l'étranger. Cette preuve n'offrira toutefois pas de difficulté si le père ou l'un de ses ascendants dont l'individu tient sa nationalité est devenu Français par la naturalisation ou par un autre acte équivalent : elle résultera en effet de la production de ces pièces. Dans le cas contraire, il sera obligé de dresser sa généalogie pour établir que la qualité de Français lui a été transmise héréditairement, ce qui dans la pratique pourra présenter de très grandes difficultés ou même être à peu près impossible. La jurisprudence, heureusement, est venue atténuer ces difficultés en admettant que la preuve de la nationalité pourra se faire par la possession d'état; il suffira à l'intéressé d'établir que lui-même, son père et ses ascendants paternels encore vivants ont toujours joui de la qualité de Français et qu'ils ont exercé les droits et les obligations qui y sont attachés ⁽¹⁾. Il sera, de la sorte, présumé Français jusqu'à preuve du contraire.

Quant aux étrangers qui ont acquis la nationalité française postérieurement à la naissance : par naturalisation, déclaration devant l'autorité compétente ou mariage, ils devront produire leur décret de naturalisation, leur déclaration enregistrée ou leur acte de mariage.

Toutes les contestations relatives au droit d'inscription

(1) Cass. 30 mai 1834.

sur la liste électorale sont déferées en premier ressort à la commission municipale⁽¹⁾. L'appel des décisions de ces commissions municipales est porté devant le juge de paix du canton où est située la commune sur la liste de laquelle l'inscription a été réclamée⁽²⁾.

Mais les contestations relatives à la nationalité soulèvent une question préjudicielle d'état que seuls les tribunaux civils sont compétents pour connaître. L'art. 22, § 2 du Décret organique du 2 février 1852 fait, en effet, au juge de paix un devoir de surseoir à statuer « si la demande portée devant lui implique la solution préjudicielle d'une question d'état » et de renvoyer « les parties à se pourvoir devant les juges compétents ».

Seulement, la jurisprudence est venue, sur ce point, modifier considérablement les effets du décret de 1852. Le juge de paix saisi d'une demande impliquant l'existence d'une question préjudicielle d'état comme en matière de nationalité par exemple, ne devra surseoir à statuer que si les documents produits ou les textes invoqués font naître un doute sérieux⁽³⁾; il ne sera pas obligé, au contraire, de surseoir à statuer lorsqu'il sera mis à même de statuer immédiatement par l'évidence du fait ou du droit⁽⁴⁾.

(1) Cette commission est composée : 1^o du maire ou de l'adjoint ou à leur défaut d'un conseiller municipal dans l'ordre du tableau; 2^o d'un délégué de l'administration; 3^o de trois délégués du conseil municipal (Loi du 7 juillet 1874, art. 2).

(2) A Paris, l'appel est porté devant le juge de paix de l'arrondissement.

(3) Cass. 23 avril 1896, *Canicio* (S. et P. 98. 1. 443).

(4) Trib. paix Saint-Richemond, 27 février 1902, *Rev. just. paix*, 1904, p. 69.

Le juge de paix pourra donc toutes les fois que la question préjudicielle en la matière posée devant lui ne peut être tranchée par les tribunaux de la cause, suspendre une solution immédiate, statuer sur le fond sans renvoi préalable devant l'autorité compétente. Cette règle écrite dans l'art. 182, C. forest., a été appliquée en matière électorale comme en toute autre, afin que le cours de la justice ne soit pas toujours suspendu par des exceptions soulevées de mauvaise foi.

La question de la perte de la qualité de Français doit être tranchée par les tribunaux civils préalablement à la radiation des listes électorales. Toutefois la nationalité française est perdue *ipso facto* par l'acceptation de fonctions publiques ou la prise de service militaire à l'étranger, non autorisée par le gouvernement⁽¹⁾. (C. civ., art. 17, 3^e et 4^e). La radiation pourra donc dans ce cas, mais dans celui-là seul, être faite d'office ou ordonnée sans renvoi préalable devant les tribunaux compétents.

(1) Weiss, t. I, p. 491 et 492.

CHAPITRE II

MAJORITÉ

§ I.

L'âge nécessaire pour être électeur est celui de vingt et un ans (Décret org. du 2 févr. 1852, art. 12. — LL. du 7 juill. 1874, art. 5, du 30 nov. 1875, art. 1^{er} et du 5 avr. 1884, art. 14). Lors de l'établissement du suffrage universel, le législateur n'a fait, en effet, aucune différence entre la majorité civile et la majorité politique⁽¹⁾, il a jugé que l'individu capable d'administrer ses propres affaires devait l'être également pour prendre part à la gestion des affaires publiques. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point afin de voir si cette conclusion est complètement acceptable ou si, au contraire, le droit de participer à l'administration des intérêts de tous ne nécessite pas une certaine initiation préalable à l'administration de ses propres intérêts.

(1) Avant cette époque et depuis 1789, la majorité politique était généralement fixée à vingt-cinq ans (Voir deuxième partie, chap. I).

Mais à quel moment doit-on avoir atteint l'âge de vingt et un ans ? Avant 1852 certains auteurs soutenaient que ce devait être avant la clôture du tableau de rectification ; d'autres prétendaient qu'il devait suffire que l'électeur eût atteint cet âge au jour de l'élection, encore bien qu'il ne fût pas accompli au jour de la clôture de la liste. Cette contestation ne peut plus exister à présent.

Il résulte, en effet, des termes de l'art. 13 du décret de 1852 et de l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1874 que c'est avant la clôture définitive de la liste électorale qui, d'après l'art. 5 du décret a lieu le 31 mars de chaque année, que l'individu doit avoir vingt et un ans pour être porté comme électeur et pouvoir exercer son droit de suffrage pendant l'année qui suit. Seront donc inscrits sur la liste tous ceux qui, avant le 1^{er} avril devront atteindre l'âge de vingt et un ans. La loi du 5 avril 1884 reproduit, à cet égard, dans son art. 14 les dispositions formelles du décret organique et de la loi du 7 juillet 1874 en disant que «... Seront également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées, lors de la formation des listes ⁽¹⁾, les rempliront avant la clôture définitive ».

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, la revision de la liste électorale se prolongeait au delà du 31 mars ou venait à être fixée à une autre époque, il y aurait lieu de reculer aussi le moment où il doit être satisfait à la condition d'âge. Cela résulte des termes mêmes de l'art. 14 de la loi

(1) Du 1^{er} au 10 janvier de chaque année.

de 1884 qui ne précisent pas une date irrévocable comme terme avant lequel l'âge doit être atteint, mais seulement la date de clôture de la liste⁽¹⁾.

Certains auteurs prétendent qu'il devrait suffire que l'individu ait atteint sa majorité au jour de l'élection pour pouvoir exercer son droit de vote. Mais si, théoriquement, ce système est juste; dans la pratique, il est impossible à cause des dangers de fraude ou d'erreur qui pourraient se produire⁽²⁾.

L'âge politique se calcule comme l'âge civil : *de momento ad momentum*; si l'heure est inconnue, le jour anniversaire de la naissance est compté en entier. Ainsi donc un individu, né le 31 mars 1891 pourra réclamer son inscription sur la liste électorale de 1912 puisqu'il aura vingt et un ans révolus avant le 1^{er} avril.

§ II. — Preuve de l'âge.

Chaque année, les commissions administratives⁽³⁾ inscrivent d'office sur la liste électorale les citoyens qui auront atteint vingt et un ans avant le 1^{er} avril. Mais les individus,

(1) Cass. 22 janvier 1895, Raynaud (S. et P. 95. 4. 190). Certaines législations fixent, au contraire, une date irrévocable avant laquelle l'âge fixé par la loi devra être atteint pour exercer le droit de vote ultérieurement.

(2) Circulaire ministérielle du 25 janvier 1876.

(3) Ces commissions administratives sont composées : 1° du maire ou de l'adjoint ou à leur défaut d'un conseiller municipal dans l'ordre du tableau; 2° d'un délégué de l'Administration et 3° d'un délégué choisi par le conseil municipal.

nés hors de la commune et qui demandent⁽¹⁾ à être inscrits comme électeurs doivent établir qu'ils remplissent les conditions d'âge fixées par la loi.

Les principes qui ont été posés au point de vue du mode de preuve et de l'appréciation de toute question préjudicielle qui pourrait se présenter en ce qui touche la nationalité, sont également applicables en ce qui touche l'âge; mais la preuve, ici, sera le plus souvent facile à faire et pour ainsi dire matérielle. Elle résultera de la présentation de l'acte de naissance des réclamants et, pour la faciliter, l'art. 24 du décret organique de 1852 décide que les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs seront délivrés gratuitement sur papier libre à tout réclamant.

A défaut d'acte de naissance, la preuve pourra être faite par tout autre pièce probante, contenant l'indication de l'âge du requérant : telles qu'un livret d'ouvrier portant la signature du maire et le timbre de la mairie; un acte de mariage, un contrat de mariage; ou encore une pièce émanée de l'autorité militaire, un diplôme ou un brevet universitaire ou enfin un passeport⁽²⁾. Toutefois ces pièces ne font pas preuve absolue; le juge de paix a un pouvoir souverain pour apprécier la force probante de celles-ci et il doit statuer lui-même sans renvoi à une autre juridiction⁽³⁾.

(1) Ces demandes doivent être faites du 1^{er} janvier au 4 février inclus.

(2) Cass. 30 mars 1863, D. P. 63. 1. 137.

(3) Cass. 25 avril 1904, *Pand. franç. périod.*, 1905. 1. 13.

Pour les enfants trouvés, l'acte de naissance est remplacé par un procès-verbal de remise (C. civ., art. 58).

Il peut, en outre, être suppléé à l'acte de naissance par un jugement de notoriété rendu contradictoirement avec le ministère public et transcrit sur les registres de l'état civil ; ce jugement tient lieu d'acte de l'état civil ⁽¹⁾.

Aucune force probante n'est accordée au serment, ni au témoignage, ni à l'acte de baptême ⁽²⁾.

Enfin le citoyen qui demande son inscription sur la liste électorale d'une commune après s'être fait rayer de la liste d'une autre, doit être présumé avoir vingt et un ans et il y a lieu de l'inscrire ⁽³⁾.

(1) Cass. 29 mai 1895, *Pand. franç. périod.*, 1896. 1. 86.

(2) Cass. 23 novembre 1874, S. 75. 1. 38, D. P. 75. 1. 75.

(3) Cass. 28 mai 1889, S. 91. 1. 413, P. 91. 1. 1004.

CHAPITRE III

JOUISSANCE DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Le droit de suffrage étant le plus important des droits attachés à la qualité de citoyen, il est naturel que la loi ne le confère que sous certaines garanties et en prive au moins ceux qui s'en sont rendus indignes, afin d'assurer la moralité et la dignité du suffrage universel. Nos lois ont donc consacré le principe admis dans toutes les lois électorales : qu'il faut avoir la jouissance des droits civils et politiques pour avoir la qualité d'électeur.

§ I. — Jouissance des droits civils.

Si l'on s'en réfère à l'étymologie des termes, les mots « droits civils » désignent les droits qui appartiennent aux seuls membres de la cité. A Rome, en effet, le « *Jus civile* » comprenait non seulement les facultés d'ordre privé (*Jus connubii, jus commercii*), mais encore les droits politiques (*Jus suffragi, jus honorum*). Ces droits, à raison de leur importance, ne pouvaient donc appartenir qu'aux seuls

citoyens et étaient inapplicables aux autres hommes.

Mais les droits que vise la rubrique du titre premier du Code civil « De la jouissance et de la privation des droits civils », sont les droits privés par opposition aux droits politiques. — Ils se divisent en deux classes : 1° Les droits de famille ; 2° Les droits relatifs au patrimoine, c'est-à-dire ceux que l'homme possède en raison de ses rapports avec les biens (droit de propriété, droit de passer des contrats, droit d'ester en justice, etc.).

Dans notre ancienne législation, il n'existait aucune distinction entre les droits civils et les droits civiques et politiques. Cela tient à ce que la notion même de citoyen et les droits qui pouvaient en résulter n'existaient pas. Sous l'ancienne monarchie, en effet, tout Français était sujet du roi et les droits dont pouvaient jouir les individus ne pouvaient provenir que d'un octroi fait par le monarque librement et à son gré. La nation était répartie, à cet effet, en trois classes : le clergé, la noblesse et le tiers-État et les droits des personnes appartenant à ces différentes classes variaient de l'une à l'autre et suivant les époques.

Cette distinction n'est apparue qu'après la suppression des classes de la société par la Révolution de 1789 qui créa, à côté de la qualité de Français qui confère les droits civils, la qualité de citoyen qui confère les droits politiques.

A qui appartient la jouissance des droits civils ?

La législation intermédiaire avait confondu les moyens d'acquérir la qualité de Français avec ceux d'obtenir la qualité de citoyen.

L'art. 7, C. civ. a mis fin à cette confusion. Aux termes de cet article « l'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la loi constitutionnelle ». La loi du 26 juin 1889 a modifié cette disposition pour la rendre plus précise ; le nouvel art. 7, C. civ. dispose que « l'exercice des droits civils est indépendant des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales » (L. du 26 juin 1889, art. 1^{er}).

Le législateur parle de l'exercice des droits civils, il a très certainement voulu désigner la jouissance de ces droits, car il y a une différence entre la jouissance et l'exercice d'un droit : la jouissance a trait à son investiture et l'exercice à sa mise en œuvre, et un individu peut très bien avoir la jouissance d'un droit et ne pouvoir l'exercer par suite d'une incapacité de fait.

L'art. 8, 1^{er} alinéa du C. civ. dit que « tout Français jouira des droits civils ». Il faut donc et il suffit d'être Français pour jouir de ces droits, à l'exception toutefois de ceux qui se trouvent dans un des cas d'incapacité prévus par la loi. Ainsi la capacité est la règle et l'incapacité l'exception.

La jouissance des droits civils étant attachée à la qualité de Français, il en résulte que la perte de cette qualité entraînera la privation de ces droits.

§ II. — **Jouissance des droits politiques.**

Le législateur n'a énuméré nulle part les droits que l'on doit considérer comme politiques. Ils consistent dans l'ensemble des droits en vertu desquels on participe d'une manière plus ou moins directe à l'exercice de la puissance publique. Ils ne consistent pas seulement dans l'aptitude légale à l'effet d'élire ou d'être élu aux fonctions de l'ordre législatif; mais aussi dans celle d'être juré, fonctionnaire, témoin dans les actes notariés. Ils n'appartiennent pas à tous les Français : on conçoit en effet que la jouissance des droits politiques ne doit pas être subordonnée aux mêmes règles que celle des droits civils. Pour exercer les droits politiques, il ne suffit pas seulement d'être investi de la qualité de Français, il faut de plus être citoyen.

En quoi consiste donc la qualité de citoyen?

L'art. 2 de la Constitution de l'an VIII définissait ainsi le citoyen : « Tout homme né et résidant en France qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal et qui a demeuré, depuis, pendant un an sur le territoire de la République ».

Les lois constitutionnelles qui ont remplacé celles de l'an VIII n'ont ni défini à nouveau le citoyen, ni déterminé les conditions auxquelles cette qualité peut s'acquérir. Certains auteurs prétendaient en déduire qu'il n'existait plus de qualité générale de citoyen et qu'il suffisait, dès lors à tout Français, pour pouvoir exercer les droits politiques, de répondre aux conditions spéciales fixées par nos lois. Cette

opinion est inexacte. Il est de règle, en effet, que les lois — qu'elles soient d'ordre public ou autre — ne peuvent être abrogées que par des dispositions expresses ou inconciliables des lois postérieures. Or, aucune abrogation ni formelle ni tacite ne vise les dispositions de la Constitution de l'an VIII définissant et déterminant les conditions auxquelles on peut acquérir la qualité de citoyen. On peut donc logiquement conclure qu'elles sont toujours en vigueur. Toutefois, les deux dernières conditions : l'inscription sur le registre civique et la résidence d'un an doivent être considérées comme virtuellement abrogées. Il est certain, en effet, que l'inscription sur les registres civiques ne peut plus être exigée puisque ces registres, irrégulièrement ou même non tenus dès avant 1814, ont complètement cessé d'exister, et qu'en conséquence la condition d'une année de résidence qui avait son point de départ dans l'inscription sur les registres ne peut plus être remplie puisque l'inscription même est devenue impossible (1). Il en résulte qu'aujourd'hui : Est citoyen, tout

(1) Cass. 22 juin 1887, Jouve (S. 87. 1. 342, D. 87. 1. 281).

Certains auteurs prétendaient, malgré tout, que bien que l'inscription sur les registres civiques soit devenue impossible, puisque ceux-ci n'existent plus, on ne pouvait accorder la qualité de citoyen à un Français qu'après l'expiration d'une année à dater du moment où il aurait pu se faire inscrire sur les registres civiques s'ils existaient encore, c'est-à-dire de sa majorité. Nul Français ne pourrait donc être citoyen qu'à l'âge de vingt-deux ans. Mais la majorité des auteurs et la jurisprudence ont admis l'opinion contraire : l'inscription sur les registres civiques étant devenue impossible, il ne peut plus être question de retarder d'un an, pour le Français majeur, l'acquisition de la qualité de citoyen.

Français du sexe masculin âgé de vingt et un ans accomplis. Ce sont ces conditions que l'individu doit remplir, à présent, pour jouir des droits politiques.

Sous le régime censitaire, il y avait une distinction entre le citoyen et l'électeur; on pouvait être, en effet, citoyen sans être électeur : pouvaient seuls voter ceux qui payaient le cens. Aujourd'hui tout électeur est citoyen, tout citoyen est électeur et jouit de ses droits civils et politiques, à moins qu'il ne soit frappé d'une déchéance. C'est à ces incapacités spéciales que le décret organique du 2 février 1852 fait allusion en imposant comme condition de l'électorat : la jouissance des droits politiques⁽¹⁾.

En principe donc, tous les Français, âgés de vingt et un ans accomplis, sont présumés jouir de leurs droits politiques, à moins qu'ils n'en soient privés par une disposition spéciale des lois en vigueur. Comme en matière de droits civils : la capacité est donc la règle et l'incapacité l'exception.

En conséquence, un juge de paix qui exigerait d'un individu qui réclame son inscription sur la liste électorale, la présentation de son casier judiciaire, commettrait une violation de la loi et sa sentence serait susceptible de cassation ⁽²⁾.

(1) Circ. minist. int. 30 novembre 1884, *Bull. minist. int.* 1884, p. 469.

(2) Cass. 8 avril 1884, D. P. 85. 5. 176.

CHAPITRE IV

DES INCAPACITÉS ÉLECTORALES

Les incapacités électorales résultent ou du sexe, ou d'une condamnation, ou d'un état juridique particulier.

§ I. — Incapacités des femmes.

L'incapacité électorale des femmes résulte des dispositions, encore en vigueur, de l'art. 2 de la Constitution de l'an VIII qui, en définissant le citoyen n'accordent qu'aux hommes la jouissance des droits politiques.

Sous l'ancien régime, et en particulier sous le régime féodal, les femmes propriétaires et non en puissance de mari prenaient part aux élections des assemblées du pays. Jusqu'en 1789, en effet, les femmes, filles et veuves, possédant des fiefs avaient le droit de se faire représenter à l'assemblée électorale par des procureurs. Mais ces droits de puissance publique étaient attachés plus à la terre qu'à la personne et lorsque la Révolution, en détruisant le régime féodal, vint donner à ces droits un caractère exclusivement person-

nel, elle en restreignit la jouissance aux hommes seulement.

Depuis cette époque, la question du droit de suffrage des femmes a été assez fréquemment débattue. Elle fit tout d'abord l'objet d'une *Requête adressée par les dames à l'Assemblée nationale*, mais celle-ci ne suscita même pas la discussion. La Constituante se borna à déclarer qu'elle remettait le dépôt de la Constitution à la vigilance des épouses et des mères. Plus tard l'école Fourieriste et l'école Saint-Simonienne attirèrent de nouveau l'attention sur la question des droits politiques de la femme ; mais ces écoles durèrent peu et avec elles disparurent leurs idées. En 1848, Victor Considérant présenta au Comité de Constitution une proposition tendant à accorder aux femmes, par une disposition constitutionnelle, l'égalité des droits politiques. Cette proposition ne fut pas prise en considération ainsi qu'une autre analogue, formulée par Pierre Leroux, en 1851. Enfin, en 1882, un groupe de femmes adressa à la Chambre une pétition réclamant en faveur de leur sexe le droit de suffrage, mais celle-ci n'eut aucun succès.

La question qui, jusqu'alors, avait été discutée d'une façon dogmatique, est sortie de ce cadre pour être portée devant les tribunaux et soutenue en droit. En 1885, en effet une institutrice de Paris, M^{lle} Barberousse, requit son inscription sur la liste électorale du I^{er} arrondissement. Sa demande fut rejetée par la commission municipale et le juge de paix devant lequel appel de cette décision avait été porté, confirma cette dernière. La Cour de cassation, appelée à son

tour à se prononcer, rejeta le pourvoi formé par M^{lle} Barberousse (1).

La demanderesse basait son droit d'inscription sur la liste électorale sur l'universalité du suffrage et la généralité des termes du décret organique du 2 février 1852 lequel reconnaît la capacité électorale à *tous les Français* âgés de vingt et un ans et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi. Ces termes, aux dires de la demanderesse, devaient s'appliquer aux femmes aussi bien qu'aux hommes d'après le vieil adage : *Pronunciatio sermonis in sexu masculino ad utrumque sexum plerumque porigitur*.

Les magistrats opposèrent aux prétentions de M^{lle} Barberousse une argumentation des plus intéressantes et des plus solides. Ils établirent positivement que les constitutions et les lois qui, depuis 1789, ont organisé et réglementé l'électorat et notamment les constitutions de 1793, de l'an III et de l'an VIII et qui font du sexe masculin un élément nécessaire à la qualité de citoyen, sont toujours en vigueur sur ce point. Ils exposèrent également que la constitution du 4 novembre 1848, en substituant le régime du suffrage universel au régime du suffrage censitaire ou restreint dont les femmes étaient exclues, n'a point étendu à d'autres qu'aux citoyens du sexe masculin, qui jusqu'alors en étaient seuls investis, le droit d'élire les représentants du pays ; que cela résultait non seulement des dispositions législatives qui organisent et réglementent l'électorat mais plus encore de

(1) Cass. 16 mars 1885, S. 85. 4. 47.

leur esprit général et aussi de l'application ininterrompue et jamais contestée qui en a été faite jusqu'alors. L'arrêt se terminait par un reproche indirect à l'adresse de ces femmes qui « répudiant les privilèges de leur sexe et s'inspirant de « certaines théories modernes, croient l'heure arrivée pour « elles de briser les liens tutélaires dont les ont entourées « les traditions, les mœurs et la loi ».

La conclusion est que, dans l'état actuel de nos lois constitutionnelles, la femme est incapable quant au droit de suffrage politique. Seule une loi nouvelle pourrait accorder ce droit au sexe féminin.

La question ainsi tranchée juridiquement a été reprise en théorie, et elle a même été portée, dans ces derniers temps devant l'opinion et devant la Chambre. Une proposition de loi, en effet, tendant à accorder le droit de vote aux femmes célibataires, veuves ou divorcées a été déposée le 2 octobre 1901 à la Chambre des députés par M. Gautret. Ce projet ne fut jamais discuté. Le 10 juillet 1906, une nouvelle proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux femmes le droit de prendre part aux élections des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement et des conseils généraux fut déposée par M. Dussaunoy, mais n'eut pas plus de succès que la précédente. D'autre part, un groupement désigné sous le nom de Conseil national des Femmes françaises, lança en mai 1907 une pétition en faveur de l'extension aux femmes du droit de suffrage. Cette pétition, jusqu'alors, n'a pas reçu grand nombre d'adhésions.

Quelles sont donc les raisons invoquées pour réclamer, en

faveur du sexe féminin, l'électorat politique ? Ces raisons ont été longuement exposées par Stuart Mill dans son livre intitulé « L'assujettissement des femmes », et depuis lors il n'y en a guère été ajouté d'autres. Nous pouvons les résumer ainsi :

La femme, en droit naturel, est l'égale de l'homme ; il est donc certain que l'un des sexes, parce qu'il a la force d'imposer sa volonté, n'a pas le droit de s'arroger des prérogatives qu'il refuse à l'autre. La femme, d'autre part, a le même intérêt que l'homme à prendre part au gouvernement : travaillant autant que lui et étant considérée comme capable de posséder et de gérer sa fortune, il n'est pas juste que ce soit l'homme seul qui règle les conditions du travail et du patrimoine. La femme également a un rôle prépondérant dans la famille, elle connaît mieux que l'homme les nécessités de celle-ci, ne devrait-elle pas alors contribuer à l'établissement des lois qui règlent son organisation et l'éducation physique et morale des enfants ? Enfin la femme est capable aussi bien que l'homme de discerner quelles sont les lois favorables à ses propres intérêts et à l'intérêt général : son intelligence n'est pas inférieure à celle de l'homme et, dans certaines branches de l'activité sociale même, elle se montre plus instruite que lui. On ne saurait nier surtout sa supériorité sur l'homme au point de vue moral.

La question ainsi posée est insoluble et oiseuse. — Il ne s'agit pas, en effet, de savoir si la femme est égale, inférieure ou supérieure à l'homme et si elle a la capacité nécessaire pour exercer le droit de suffrage politique. Cette question

est d'ordre social au premier chef, et c'est ainsi que nous allons essayer de la résoudre.

Depuis les origines mêmes des sociétés, une répartition naturelle du travail et des fonctions s'est établie et perpétuée entre les deux sexes ; cela tient aux facultés et aux aptitudes physiques différentes qui existent chez l'homme et la femme. — Le rôle social de la femme est le gouvernement du foyer domestique, la création de la famille et l'éducation première des enfants ; celui de l'homme, au contraire, est de travailler, de produire et de s'occuper de la défense des intérêts de la famille. Ces rôles respectifs des époux résultent de leurs constitutions physiques et de leurs aptitudes naturelles et on ne saurait, par quelque moyen que ce soit, les changer.

Le rôle de la femme réclame de celle-ci la majeure partie de ses instants et toute sa préoccupation au foyer domestique, et nous ne pensons pas que cette importante fonction soit compatible avec l'exercice des droits politiques.

La participation au suffrage ne consiste pas uniquement, en effet, à aller porter le jour du scrutin son bulletin de vote dans l'urne. Il faut pour voter y être préparé, suivre des comités, des réunions, en un mot s'occuper d'une façon continue des affaires publiques et être en contact journalier avec les hommes et les choses du dehors.

Nous ne voyons pas bien que le rôle de la femme se prête à tout cela ; non seulement, cette préparation politique lui ferait oublier ses devoirs d'épouse et de mère, mais la pudeur et la noblesse de sa personne lui interdisent de se mêler à toutes ces agitations du dehors. — Les femmes, dans l'état

actuel, inspirent le respect et nous plaisent par leurs charmes ; nous devons les protéger contre elles-mêmes, et ne pas leur permettre de perdre ces avantages si précieux en se mêlant à la vie publique que l'on sait si pleine de sans-gêne et de mauvais goûts.

Reconnaître à la femme le droit de suffrage politique serait, en outre, introduire sans aucune utilité, des causes de dissensions, de dissentiments et de querelles dans la famille. — Est-il vrai, ainsi que le prétendent les partisans de ce droit, que, dans l'état actuel de nos lois constitutionnelles, la femme ne participe pour aucune part à la gestion des affaires publiques? — La communauté d'idées et de sentiments, qui s'établit entre les époux, ne contribue-t-elle pas à guider les actes de l'un et de l'autre vers le même but, savoir, l'intérêt de la famille? — Et, dans le cas tout spécial du suffrage, croit-on que les impressions de la femme n'influent en rien sur le sens dans lequel celui-ci sera exercé? — Assurément non. Et ceci est tellement vrai, que les hommes politiques sont unanimes à reconnaître que les personnes qui influent le plus sur les élections ce sont les femmes.

Ne risquons donc pas de compromettre la stabilité et la bonne entente qui doit régner au foyer domestique, en reconnaissant à la femme l'exercice du suffrage politique, et laissons à celle-ci son rôle intime et respectable qui, loin de la rabaisser aux yeux de l'autre sexe, la grandit et en fait ce quelque chose que nous aimons et que nous vénérons.

§ II. — Incapacités résultant d'une condamnation.

Le décret organique du 2 février 1852 règle, encore aujourd'hui, ces incapacités électorales. — Il a toutefois été, sur ce point, modifié par des lois postérieures qui ont eu surtout pour but d'en atténuer les effets.

Ces incapacités résultent, soit de plein droit, soit à la suite de dispositions spéciales, de condamnations judiciaires. Les unes, celles qui résultent des crimes, s'expliquent par l'importance du fait et des peines prononcées ; les autres, celles qui résultent des délits, ont pour cause, tantôt la nature même du délit, tantôt la nature de la peine, tantôt enfin la durée de la peine prononcée.

Toutes les dispositions de lois qui prohibent, dans les cas déterminés, l'inscription d'un citoyen sur la liste électorale, sont de *droit étroit* et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre par voie d'assimilation ou d'analogie ⁽¹⁾.

Les condamnations qui, d'après le décret de 1852, entraînent l'incapacité électorale, doivent s'entendre seulement des condamnations prononcées par les tribunaux français et non de celles prononcées par les tribunaux étrangers ⁽²⁾. Dans l'état actuel de notre législation, on ne peut admettre, en effet, qu'une autorité étrangère puisse apporter une modification quelconque au corps électoral français, c'est la conséquence nécessaire du principe de la souveraineté

(1) Cass. rej. 29 janvier 1879, D. 79. 1. 168.

(2) Cass. 30 avril 1885, Thomas, S. 86. 1. 132, D. 85. 1. 134.

de chaque État sur son territoire. Mais il est profondément regrettable qu'il en soit ainsi et qu'on ne puisse rayer de la liste des électeurs les individus qui ont été condamnés pour crime à l'étranger, ou pour des délits dont l'importance du fait dénote chez eux une indignité des plus indiscutables, laquelle s'attache à la personne et devrait produire tous ses effets, quel que soit le tribunal qui ait prononcé la condamnation. Toutefois, la déclaration de faillite *prononcée par un tribunal étranger* entraîne l'incapacité électorale quand le jugement a été rendu exécutoire en France⁽¹⁾ (Art. 15, § 17, décret 1852).

A l'inverse, un étranger frappé en France d'une condamnation qui entraînerait pour un Français la perte du droit de vote, et qui, postérieurement à cette condamnation et même à l'exécution de sa peine se fait naturaliser Français, devra être soumis à toutes les conséquences légales de la condamnation qu'il a encourue et notamment être privé du droit électoral. La naturalisation crée, en effet, l'assimilation entre l'étranger et le citoyen français et permet dès lors au jugement de produire tous ses effets⁽²⁾.

Quant aux condamnations prononcées à l'étranger contre des étrangers, elles n'ont aucun effet quant à la capacité électorale de ceux-ci lorsqu'ils deviennent Français. Cependant, on a jugé que les habitants d'un pays annexé à la France devaient être assimilés aux Français d'origine pour

(1) Cass. 14 avril 1868, D. 68. 1. 262.

(2) Cass. 1^{er} décembre 1874, Viviani, D. 75. 1. 301.

les effets des condamnations par eux encourues avant l'annexion et qu'en conséquence la qualité d'électeur devait leur être refusée s'il y avait identité entre les infractions qui les ont motivées et celles prévues par la loi française comme emportant cette incapacité ⁽¹⁾.

Enfin, l'incapacité peut être encourue alors même que l'individu contre lequel la condamnation a été prononcée était mineur à l'époque du jugement ⁽²⁾.

L'incapacité étant une peine, on ne peut l'appliquer que lorsque la condamnation est devenue définitive, soit qu'elle ait été contradictoire, soit qu'elle ait été prononcée par défaut ⁽³⁾.

Il n'est pas nécessaire qu'elle soit prononcée par le jugement de condamnation lorsqu'elle est attachée par la loi elle-même au fait puni ou à la peine prononcée : dans ce cas, elle frappe de plein droit le condamné ⁽⁴⁾. Mais lorsqu'elle constitue une déchéance facultative que les tribunaux peuvent prononcer à leur gré dans des cas prévus et déterminés par la loi, il est indispensable, pour qu'elle soit encourue, que le jugement de condamnation la mentionne par une disposition spéciale.

Il peut arriver qu'un même individu soit poursuivi pour plusieurs délits dont quelques-uns seulement entraînent la perte du droit de vote. Nous savons que dans le cas où un

(1) Cass. 30 avril 1885, D. 85. 1. 175.

(2) Cass. 10 mai 1881, Ibos, D. P. 81. 1. 481.

(3) Cass. 22 mars 1864, Bernard, D. 64. 1. 240.

(4) Cass. 30 avril 1870, Mattéi, S. 70. 1. 311.

accusé est reconnu coupable de plusieurs infractions, la peine la plus forte doit seule être prononcée. Cet individu ne sera donc privé de ses droits électoraux qu'autant que la peine appliquée entraînera cette privation. Toutefois si l'une des infractions les moins graves est frappée en dehors de la peine principale, de la déchéance facultative des droits électoraux, rien ne s'oppose à ce que les tribunaux prononcent cette incapacité en même temps que la peine de l'infraction la plus grave.

Le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas en ce qui touche les dispositions relatives à la capacité électorale. Le décret de 1852 est général et absolu et tout individu condamné pour une infraction prévue par le décret comme entraînant l'incapacité, quelle que soit l'époque de sa condamnation, même si elle est intervenue avant 1852, se trouve privé du droit de vote. Cela tient au caractère spécial de l'incapacité électorale dont le fondement principal est l'indignité. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'art. 15, § 9 du décret, qui frappe d'incapacité électorale les personnes condamnées pour mendicité, atteint également les individus condamnés pour ce délit antérieurement à cette date⁽¹⁾.

Les incapacités résultant d'une condamnation se divisent en deux classes bien distinctes : les incapacités perpétuelles et les incapacités temporaires.

(1) Cass. 23 mars 1876, Maigne, D. 76. 1. 204.

A. — Incapacités perpétuelles.

I. — CONDAMNATIONS PAR SUITE D'UN CRIME

Le paragraphe 1 de l'art. 15 du décret de 1852 est ainsi conçu : « Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale : 1° les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite d'une condamnation soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ».

Les peines afflictives et infamantes sont, aux termes de l'art. 7 du Code pénal : les travaux forcés, la déportation, la détention et la réclusion. Celles simplement infamantes sont, d'après l'art. 8 du même code : le bannissement et la dégradation civique.

Tout individu frappé de l'une de ces condamnations est privé de son droit électoral car la dégradation civique résulte de toute peine criminelle, perpétuelle ou temporaire.

La même déchéance s'applique aux « condamnés pour crime à l'emprisonnement par application de l'art. 463, C. pén. » (Art. 15, § 3, décret 1852). Si la peine prononcée, en effet, n'est plus une peine criminelle, par suite de l'admission des circonstances atténuantes, le fait puni n'en reste pas moins un crime entraînant l'incapacité électorale perpétuelle.

L'incapacité n'atteindra pas, au contraire, les individus condamnés pour crime à l'emprisonnement dans le cas d'excuse légale (art. 326, C. pén.). Car ici, non seulement

la peine n'est plus une peine criminelle mais les caractères constitutifs de l'acte puni se trouvent amoindris.

II. — CONDAMNATIONS PAR SUITE D'UN DÉLIT.

Les délits entraînant l'incapacité perpétuelle peuvent être classés dans deux catégories : 1° Ceux qui emportent privation du droit de vote quelle que soit la condamnation prononcée ; 2° Ceux qui n'emportent cette privation que si la peine prononcée est la prison.

1° Délits entraînant, de plein droit, la privation du droit de vote, quelle que soit la peine prononcée.

1. — Le § 6 de l'art. 15 du décret de 1852 déclarait indignes de figurer sur les listes électorales : « les individus qui, par application de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'art. 3 du décret du 11 août 1848, auront été condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse, ou aux bonnes mœurs et pour attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ». Ces dispositions ont été modifiées par suite de l'abrogation par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, de la loi du 17 mai 1819 et du décret du 11 août 1848. Le délit d'outrage à la morale publique et religieuse et le délit d'attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ont disparu, quant au délit d'outrage aux bonnes mœurs, il a été reproduit dans l'art. 28 de la loi de 1881 et prévu par la loi du 2 août 1882 modifiée par celle du 16 mars 1898.

Une question s'était posée de savoir si ce délit entraînait encore l'incapacité électorale perpétuelle. Ni l'une, ni l'autre des deux lois qui avaient reproduit ce délit, en effet, n'y faisaient allusion. Mais la Cour de cassation résolut cette question par l'affirmative en disant : que la disposition de l'art. 15, § 6 du décret de 1852, interdisant l'inscription sur les listes électorales des individus condamnés pour outrage aux bonnes mœurs, n'avait jamais été abrogée et que, comme le délit avait été maintenu, elle était toujours en vigueur.

Cette question, du reste, n'a plus de raison d'être à présent. La loi du 7 avril 1908, modifiant la loi du 2 août 1882, a, dans son article 2, considérablement atténué les effets de l'art. 15, § 6 du décret de 1852. L'incapacité électorale résultant du délit d'outrage aux bonnes mœurs, n'est plus encourue qu'autant que la peine prononcée est supérieure à six jours d'emprisonnement et la durée de l'incapacité elle-même se trouve réduite à une période de cinq ans à compter du jour où la condamnation est devenue définitive. Le délit d'outrage aux bonnes mœurs est donc à classer dès lors dans la catégorie de ceux qui n'entraînent qu'une incapacité temporaire de cinq ans.

Cette modification est une de celles dont nous avons parlé ⁽¹⁾, et qui, en réduisant les effets de l'indignité quant au droit de suffrage, ont eu comme résultat déplorable de faire rentrer dans le corps électoral des individus qui, non seulement en avaient été exclus, mais aussi qui manquent

(1) Voir page 9, premier alinéa.

des principes de moralité et d'honnêteté indispensables pour s'occuper de la gestion des intérêts publics. Nous aurons l'occasion, dans la seconde partie de notre étude, de revenir sur cette réforme qui, à notre avis, est malvenue.

2. — Les condamnés pour vagabondage et mendicité (art. 15, § 9 du décret de 1852) (art. 269 à 282 du C. pén.).

L'exclusion de ces individus du corps électoral est nécessaire plus par leur état d'indignité que par la gravité des délits par eux commis, surtout si on les compare aux délits de vol, d'escroquerie, etc., et par le danger qu'il y aurait à donner un droit de suffrage à des gens sans aveu et sans ressources dont ils s'empresseraient de se servir dans leur intérêt personnel, en le vendant par exemple.

Il faut y adjoindre les individus que l'alinéa 6 de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, modifié par celle du 3 avril 1903, assimile aux vagabonds, c'est-à-dire ceux qui « soit qu'ils aient ou non un domicile certain ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites », et ceux « qui ont fait métier de souteneurs c'est-à-dire qui ont aidé, assisté ou protégé la prostitution d'autrui sur la voie publique et en ont partagé sciemment les profits » (1).

(1) Cette dernière disposition constitue la modification apportée par la loi du 3 avril 1903 à la loi du 27 mai 1885. L'art. 4, *in fine*, de cette dernière loi n'assimilait aux gens sans aveu et ne frappait comme tels des peines édictées contre le vagabondage, que ceux qui ne tiraient habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique la pros-

3. — Ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les art. 410 et 411, C. pén. (Art. 15, § 11, décret 1852).

L'art. 410, C. pén., vise la tenue de maisons de jeux de hasard, et l'art. 411, la tenue de maisons de prêts sur gages sans autorisation, ou le défaut de tenue régulière du registre réglementaire.

Le même paragraphe atteignait également ceux condamnés pour contravention à la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries. Mais cette disposition a été abrogée expressément par l'art. 22, § 4 de la loi du 30 novembre 1875. Les contrevenants à la législation des loteries ne tombent plus que sous l'application de l'art. 42, C. pén., ils ne perdent plus de plein droit la capacité électorale, mais ils peuvent la perdre pour cinq ans au moins et dix ans au plus en vertu d'une décision spéciale laissée à la faculté des tribunaux.

Une question se pose de savoir si la déchéance du droit électoral est également applicable à l'exploitation non autorisée du pari sur les courses de chevaux réprimée par la loi du 2 juin 1891, modifiée par celles du 1^{er} avril 1900 et 4 juin 1909 et qui prévoit pour ce délit les peines portées

titution d'autrui. Cette rédaction était mauvaise car il suffisait à l'inculpé pour ce délit de produire un certificat de travail, même intermittent ou accidentel, pour échapper à la répression. La loi de 1903 a comblé cette insuffisance de la loi de 1885 en donnant la définition légale du souteneur et en faisant encourir à celui-ci, par le fait seul de l'exercice de sa honteuse profession, les pénalités édictées contre le vagabondage.

à l'art. 410, C. pén. — Nous ne pensons pas que l'incapacité électorale perpétuelle puisse résulter de ce délit car les dispositions de lois qui déterminent les cas dans lesquels celle-ci sera encourue sont de *droit étroit* et ne peuvent être étendues à d'autres par voie d'assimilation ou d'analogie. Une loi spéciale édictant, pour ce délit, cette déchéance nous paraît nécessaire. Mais comme dans les peines portées à l'art. 410, C. pén., et que la loi de 1891 déclare applicables à ce délit, figure l'application de l'art. 42, C. pén., les contrevenants à cette loi pourront être privés de leur droit de vote pour une durée variant de cinq à dix ans.

4. — Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure (Art. 15, § 16, décret 1852).

Ce délit est prévu par la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent et par la loi du 19 décembre 1850 relative au délit d'usure. — Ces deux lois, dans leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel ont été abrogées *en matière de commerce* par la loi du 12 janvier 1886; elles ne sont donc plus en vigueur qu'en matière civile⁽¹⁾.

2° *Délit n'emportant la privation du droit de suffrage que si la peine est la prison.*

Il y a une distinction à faire suivant la durée de la peine. Certains délits emportent privation du droit électoral quelle

(1) L'intérêt conventionnel ne peut excéder, en matière civile, 5 0/0.

que soit la durée de l'emprisonnement. D'autres, que si l'emprisonnement est de plus de trois mois ; d'autres, enfin, que si l'emprisonnement est de trois mois au moins.

*Condamnations à l'emprisonnement,
quelle que soit la durée.*

Elles sont prévues par les §§ 5, 13 et 14 de l'art. 15 du décret de 1852.

Ces délits, qu'ils aient été consommés ou seulement tentés⁽¹⁾, entraînent de plein droit l'incapacité électorale pour les auteurs et leurs complices toutes les fois que la condamnation prononcée est l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée. La condamnation à une amende pour les mêmes délits ne fait aucunement encourir l'incapacité⁽²⁾.

Il a été jugé que le mineur de (16 ans)⁽³⁾, coupable d'avoir commis avec discernement l'un de ces délits et condamnés à être enfermé dans une maison de correction pendant un temps indéterminé, est considéré comme condamné à l'emprisonnement et sera par suite privé de son droit de vote à l'époque de sa majorité⁽⁴⁾.

Les délits compris dans cette catégorie sont :

1° *Délit de vol* (Déc. de 1852, art. 15, § 5). — Le vol est

(1) Cass. 25 juin 1884, Colonne, D. P. 82. 1. 483.

(2) Cass. 8 mai 1876, D. P. 76. 1. 231.

(3) La majorité pénale a été retardée jusque l'âge de 18 ans par la loi du 12 avril 1906.

(4) Cass. 10 mai 1884, S. 81. 1. 326, D. P. 81. 1. 481.

défini par l'art. 379, C. pén. Le maraudage ou vol de récoltes et autres produits de la terre, puni par l'art. 388, C. pén., rentre dans cette définition⁽¹⁾. Il faut y ajouter aussi les larcins et filouteries prévus par l'art. 401, C. pén. Toutefois, il a été jugé que la filouterie d'aliments ou de boissons, commise au préjudice des restaurateurs ou débiteurs, que la loi du 26 juillet 1873 a érigée en délit et fait rentrer dans l'art. 401, C. pén., ne peut être assimilée au vol prévu par l'art. 15, § 5 du décret de 1852. — Les deux délits de l'art. 401, C. pén., et de la loi du 26 juillet 1873 sont bien distincts⁽²⁾.

L'expression de vol ne s'applique pas à l'individu condamné à l'emprisonnement en vertu des art. 192 et suiv., C. for., pour avoir coupé et enlevé des arbres dans une forêt de l'État.

On ne peut également assimiler au vol le détournement d'objets saisis⁽³⁾.

2° *Délit d'escroquerie* (Déc. 1852, art. 15, § 5). — Ce délit est défini par l'art. 405, C. pén., modifié par la loi du 13 mai 1863.

3° *Délit d'abus de confiance* (Déc. 1852, art. 15, § 5). — Art. 406 à 409, C. pén., dans lesquels rentre par analogie le délit d'abus de blanc-seing qui n'est qu'une variété de l'abus de confiance.

(1) Cass. 22 avril 1888.

(2) Cass. 27 avril 1896, S. 97. 1. 288.

(3) Cass. 29 janvier 1879, D. 79. 1. 168.

Le détournement d'objets saisis ne peut être assimilé à l'abus de confiance ⁽¹⁾.

4° *Délit de soustraction, commis par un dépositaire de deniers publics* (Déc. 1852, art. 15, § 5). — Art. 255, C. pén.

5° *Délit d'outrage public à la pudeur* (Déc. 1852, art. 15, § 5). — Art. 330, C. pén.

6° *Délit de corruption ou d'excitation de mineurs à la débauche* (Déc. 1852, art. 15, § 5). — Art. 334, C. pén., modifié par la loi du 3 avril 1903.

7° *Fraudes à la loi de recrutement par application des art. 38, 41, 43 et 45 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement de l'armée* (Déc. 1852, art. 15, § 13). — Cette loi a été remplacée successivement par les lois du 27 juillet 1872, 15 juillet 1889 et enfin par la loi du 21 mars 1905, actuellement en vigueur. Les art. 38, 41, 43 et 45 de la loi de 1832 visés par le décret de 1852 sont devenus les art. 79, 80 et 81 de la loi du 21 mars 1905. Les dispositions contenues dans ces articles ont été maintenues, sauf celles de l'art. 43 qui étaient relatives au remplacement militaire.

Les délits visés par l'art. 15, § 13 du décret de 1852 sont aujourd'hui :

a) L'omission sur les tableaux de recensement par suite de fraudes ou de manœuvres ;

b) L'abstention de comparution devant le conseil de revision par suite d'un concert frauduleux ;

(1) Cass. 29 janvier 1879, D. 79. 1. 168.

c) L'exemption par un conseil de revision, à l'aide de fraudes ou de manœuvres ;

d) S'être rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la loi ;

e) Dons reçus ou promesses agréées par les médecins militaires ou civils, appelés au conseil de revision à l'effet de donner leur avis, pour être favorables à la réforme. Cette disposition s'applique même au cas où la réforme a été justement prononcée.

La complicité de ces délits est une cause d'incapacité ; mais la tentative, quoique punissable et ayant occasionné une condamnation à la prison, n'entraîne pas l'incapacité électorale⁽¹⁾.

8° *Vente ou mise en vente de substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues* (art. 15, § 14, déc. 1852). — Ce délit était prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, lequel visait, en outre, la tromperie sur la quantité des choses vendues.

Le § 14 de l'art. 15 a été modifié par la loi du 24 janvier 1889 de la manière suivante : (Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales)... « Les individus condamnés à l'emprisonnement par application de l'art. 2 de la loi du 27 mars 1851 », lequel visait les falsifications de produits alimentaires ou médicamenteux nuisibles à la santé.

D'autre part, la loi du 1^{er} août 1905 sur la vente des

(1) Cass. 17 mai 1881, D. P. 81. 1. 481.

substances falsifiées a abrogé la loi du 27 mars 1851, et le délit visé par le § 14 de l'art. 15 est à présent prévu par le § 6 de l'art. 3 de la loi de 1905. L'incapacité électorale est encourue dès lors, quelle que soit la durée de l'emprisonnement : « Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ».

Condamnations à plus de trois mois.

L'art. 15, § 7 du décret de 1852 dispose que (ne pourront être inscrits sur la liste électorale)... « Les individus condamnés à plus de 3 mois d'emprisonnement en vertu des art. 31, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45 et 46 de la présente loi ».

Ce sont tous des délits électoraux. — Ils consistent dans le fait de :

ART. 31. — S'être fait inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités; ou, en se faisant inscrire, avoir dissimulé une incapacité prévue par la loi; ou avoir réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes.

ART. 33. — Avoir voté, dans une assemblée électorale, soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'art. 31, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit.

ART. 34. — Avoir profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois (dans la même élection).

ART. 35. — Avoir soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, ou lu un nom autre que celui inscrit, — étant chargé dans un scrutin de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens.

ART. 36. — Avoir inscrit sur un bulletin, qu'on est chargé par un électeur d'écrire, un nom autre que celui qui a été désigné.

ART. 38. — Avoir donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la condition, soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter. — Avoir, sous les mêmes conditions, fait ou accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés.

ART. 39. — Avoir déterminé un électeur, soit par voies de fait, violences ou menaces, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, à s'abstenir de voter ou avoir influencé son vote.

ART. 40. — Avoir, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter.

ART. 41. — Avoir par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, troublé les opérations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote.

ART. 42. — Toute irruption dans un collège électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'empêcher l'élection.

ART. 45. — S'être rendu coupable d'outrages ou de violences, soit envers le bureau de l'assemblée électorale, soit envers l'un de ses membres ; ou avoir par voies de fait ou menaces, retardé ou empêché les opérations électorales.

ART. 46. — Avoir enlevé l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés ⁽¹⁾.

Condamnations de trois mois au moins.

L'art. 15, § 10 du décret de 1852 frappe de l'incapacité électorale perpétuelle : « Ceux qui auront été condamnés à 3 mois de prison au moins par application des art. 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452, C. pén. ».

Ces articles visent les délits suivants :

ART. 439. — Destruction, d'une manière quelconque, de registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique ; des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

ART. 443. — Détérioration volontaire, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication.

ART. 444. — Dévastation des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme.

(1) Toutes les condamnations pour délits électoraux antérieurs au 28 janvier 1895 ont été effacées par la loi d'amnistie du 1^{er} février suivant.

ART. 445. — Abatage d'un ou plusieurs arbres qu'on sait appartenir à autrui.

ART. 446. — Mutilation, coupe ou écorçage d'arbres appartenant à autrui, de manière à les faire périr.

ART. 447. — Destruction d'une ou plusieurs greffes.

ART. 452. — Empoisonnement des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à corne, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs.

L'incapacité électorale atteint également (art. 15, § 4) : « Ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison au moins, par application des art. 318 et 423, C. pén. ».

Mais la loi du 5 mai 1855, dans son art. 2, a abrogé l'art. 318, C. pén., qui visait le délit de vente ou débit de boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé. D'autre part, la loi du 24 janvier 1889 a modifié l'art. 15, § 4 du décret de 1852 de la manière suivante : « Ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison par application de l'art. 423, C. pén. et de l'art. 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 ». Ces dernières dispositions ont elles-mêmes été remplacées par les art. 1 et 3 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la vente des substances falsifiées. — Les délits visés par l'art. 15, § 4 du décret de 1852 sont donc à présent, d'une part : *la tromperie sur la nature, les qualités essentielles, l'espèce ou l'origine des marchandises vendues* (art. 1^{er}) ; d'autre part : *les falsifications des denrées alimentaires, boissons ou substances médicamenteuses qui ne sont pas nuisibles à la santé* (art. 3, § 1 à 4).

III. — CONDAMNATIONS MILITAIRES.

D'après l'art. 15, § 12 du décret de 1852 : « Les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics sont exclus des listes électorales ».

La peine du boulet n'existe plus ; quant à la peine des travaux publics, elle s'applique aux crimes prévus au Code de justice militaire.

La disposition du § 12 est donc un corollaire du § 1 de l'art. 15. Le législateur a voulu spécifier que l'incapacité électorale résulte des condamnations militaires aussi bien que des condamnations prononcées par les tribunaux civils.

Mais ce n'est pas seulement de ces sortes de condamnations que la déchéance peut résulter. Toute peine prononcée par un tribunal militaire et rentrant dans celles prévues par les art. 15 et 16 du décret de 1852 empêche l'inscription sur les listes électorales ⁽¹⁾. Ainsi, il a été jugé qu'une condamnation à l'emprisonnement pour vol, prononcée par le conseil de guerre, entraînait l'incapacité électorale. Il en est de même d'une condamnation prononcée pour tentative d'escroquerie sans qu'il y ait besoin que l'incapacité ait été prononcée par le tribunal de répression ⁽²⁾.

(1) Cass. 5 mai 1885, D. P. 85. 5. 174.

(2) Trib. paix Manosque, 19 mars 1904, *Bullet. just. paix*, 1904, p. 260.

IV. — ACTES ASSIMILÉS PAR LA LOI A DES CONDAMNATIONS.

L'art. 15, § 8 du décret de 1852 excluait des listes électorales : « Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de jugements ou de décisions judiciaires.

Cette disposition était des plus rigoureuses : l'incapacité électorale était encourue toutes les fois qu'une peine disciplinaire quelconque, si faible qu'elle soit, avait été prononcée et avait pu servir de support à un décret de destitution. Or, il pouvait arriver qu'une destitution ait été prononcée pour des faits qui n'entachent nullement l'honorabilité, qui ne mettent en doute ni la moralité, ni la probité du destitué et qui consistent simplement dans une faute professionnelle : ainsi un notaire peut être destitué pour avoir délivré une seconde grosse d'un acte notarié sans ordonnance du président du tribunal. La destitution pouvait également (et le fait n'est pas sans exemple) ne tenir qu'à des causes politiques.

Il n'en résultait pas moins, pour les individus ainsi destitués, une incapacité électorale absolue assimilée aux pires indignités et qui ne pouvait disparaître que par la réhabilitation rendue seulement possible par la loi du 19 mars 1864.

C'est pour atténuer la rigueur de cette disposition que le législateur a fait intervenir la loi du 10 mars 1898 qui n'exclut des listes électorales : « les notaires et officiers ministériels destitués (que) lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus du droit d'élection et d'éligibilité ; les greffiers destitués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée, en même

temps que la destitution, par une décision judiciaire.

L'incapacité électorale n'est plus entraînée de plein droit par le fait même de la destitution ; elle ne peut résulter à présent, pour les notaires et officiers ministériels ⁽¹⁾, que d'une disposition formelle (s'il y a lieu), du jugement ou arrêt de destitution. Les cas dans lesquels la déchéance devra être prononcée ne sont pas encore entièrement établis —, c'est l'affaire de la jurisprudence — ; mais il est certain que lorsque la destitution aura été prononcée non seulement pour des délits caractérisés, mais aussi pour des faits contraires à la délicatesse et à l'honneur, l'incapacité électorale devra être ajoutée à la destitution. Quand, au contraire, il ne s'agira que de faits purement professionnels, ou de faits qui, relatifs à la vie privée, ne porteront pas atteinte à l'honneur, la destitution devra être pure et simple, sans déchéance électorale.

Quant aux greffiers, qui sont fonctionnaires en même temps qu'officiers ministériels, ils peuvent être atteints tantôt par la destitution qui est une véritable peine et qui ne peut résulter que d'une décision judiciaire ; tantôt, au contraire, par la révocation qui est une pure mesure administrative relevant du pouvoir discrétionnaire du Gouvernement. D'après l'art. 3 de la loi du 10 mars 1898, l'incapacité électorale ne pourra être attachée qu'à la destitution résultant d'une décision judiciaire et toujours avec la condition que

(1) Les officiers ministériels sont : les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs, les agents de change, les avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, les courtiers maritimes et d'assurances maritimes.

cette décision judiciaire porte, par une disposition formelle, la déchéance des droits électoraux.

L'incapacité ne peut prendre fin que par la réhabilitation, laquelle est toujours réglée par la loi du 19 mars 1864.

B. — Incapacités temporaires.

Les incapacités temporaires résultant d'une condamnation sont de deux catégories : les unes sont *facultatives* et doivent être alors prononcées par le tribunal; elles ont une durée variable, fixée par le jugement. Les autres résultent de plein droit de la condamnation elle-même et ont une durée fixe de cinq ans.

I. — INCAPACITÉ TEMPORAIRE DEVANT ÊTRE PRONONCÉE PAR LE JUGEMENT.

Le paragraphe 2 de l'art. 15 du décret de 1852 défend d'inscrire sur la liste électorale : « Ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote et d'élection, par application des lois qui autorisent cette interdiction ». C'est l'application des art. 42 et 43 du Code pénal.

L'incapacité électorale ainsi prononcée par les tribunaux présente deux particularités : d'une part, elle doit être l'objet d'une déclaration formelle; d'autre part, elle est toujours temporaire et ne dure que le temps fixé par le jugement qui l'a prononcée, dans les limites établies par le Code pénal.

Les cas où la loi autorise les tribunaux à prononcer cette

peine accessoire sont assez nombreux. On peut les diviser en deux catégories :

a) Délits contre la chose publique.

b) Délits contre les particuliers.

a) *Délits contre la chose publique.*

1° Offense commise publiquement envers la personne du chef de l'État (art. 86, C. pén.). L'incapacité électorale pourra être prononcée pour un temps égal à celui de l'emprisonnement infligé ;

2° Proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés dans les art. 86 et 87. Il n'y a pas de maximum fixé pour la durée de l'incapacité électorale ;

3° Complot ayant pour but l'un des crimes prévus à l'art. 91 et proposition de former ce complot. Pas de maximum fixé ;

4° Obstacle à l'exercice des droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens par attroupement, voies de fait ou menaces (art. 109, C. pén.). Incapacité de cinq à dix ans ;

5° Concert de mesures contraires aux lois (art. 123, C. pén.). Incapacité de dix ans au plus ;

6° Contrefaçon de marques du Gouvernement, usage de ces marques ; contrefaçon de sceaux, timbres ou marques d'une autorité quelconque ou usage de ceux-ci ; contrefaçon ou usage de timbres-poste contrefaits (art. 142, C. pén.) ;

7° Appropriation induue de vrais sceaux, timbres ou marques ; usage ou tentative d'usage de ceux-ci au préju-

dice de l'État ou d'une autorité quelconque (art. 143, C. pén.);

8° Délivrance de passeport à une personne non assistée de témoins ou sous un nom supposé. L'incapacité atteint les officiers publics qui auront commis ce délit (art. 155, C. pén.);

9° Fabrication ou falsification et usage de feuilles de route ainsi fabriquées ou falsifiées (art. 156, C. pén.);

10° Demande d'une feuille de route sous un autre nom que le sien et usage de cette feuille de route (art. 157, C. pén.);

11° Délivrance d'une feuille de route par un officier public instruit de la supposition de nom (art. 158, C. pén.);

12° Faux certificat de maladies ou d'infirmités établi par un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, propre à dispenser d'un service public (art. 160, C. pén.);

13° Faits de concussion, dans le cas où ils ne sont punis que de la peine de l'emprisonnement (art. 174, C. pén.);

14° Violences ou voies de fait envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, sans qu'il en soit résulté de blessures et sans armes (art. 228, C. pén.);

15° Faciliter l'évasion d'un détenu, condamné à la peine de mort ou à une peine perpétuelle (art. 241, C. pén.);

16° Bris ou tentative de bris de scellés (art. 251, C. pén.);

Dans tous ces cas, l'incapacité électorale peut être prononcée pour une durée de 5 à 10 ans ;

17° Infractions à la loi sur l'ivresse publique avec récidive correctionnelle, commises par des consommateurs (L. du 23 janv. 1873, art. 3). L'incapacité doit être prononcée par le jugement, mais elle est obligatoire pour le juge, sa durée est de deux ans. La loi indique que ces deux ans courent, non, comme dans les autres cas, du jour de l'expiration de la peine, mais du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Infractions à la loi sur l'ivresse publique avec récidive correctionnelle, commise par des débitants (L. du 23 janv. 1873, art. 6). L'incapacité est facultative et n'a ni minimum, ni maximum prévus.

18° Espionnage ou tentative d'espionnage (L. du 18 avr. 1886, art. 12). Incapacité de 5 à 10 ans.

b) Délits contre les particuliers.

1° Menaces d'un attentat contre les personnes, sous condition, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de la déportation (art. 305, C. pén.);

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail pendant plus de vingt jours (art. 309, C. pén.);

3° Faux témoignage en matière correctionnelle (art. 362, C. pén.);

4° Faux témoignage en matière civile (art. 363, C. pén.);

5° Faux témoignage en matière de police, commis avec don d'argent, récompense quelconque ou promesses (art. 364, C. pén.).

6° Subornation de témoins (art. 365, C. pén.);

7° Faux serment (art. 366, C. pén.);

8° Altération de substances que l'on était chargé de transporter, par le mélange de substances malfaisantes (art. 387, C. pén.);

9° Enlèvement des bornes servant de séparation aux propriétés dans le but de commettre un vol (art. 389, C. pén.);

10° Contrefaçon ou altération de clefs (art. 399, C. pén.);

11° Abus des besoins, faiblesses ou passions d'un mineur pour lui faire souscrire à son préjudice des obligations pour prêt d'argent ou de choses mobilières ou de tous effets obligatoires sous quelque forme que ce soit (art. 406, C. pén.).

12° Violation de secrets de fabrique (art. 418, C. pén.).

Dans tous ces cas, l'incapacité électorale peut avoir une durée de cinq à dix ans.

13° Inscriptions ou radiations indues sur les listes électorales, de soi-même ou d'un autre citoyen, à l'aide de déclarations frauduleuses ou de faux certificats, et complicité (L. du 7 juill. 1874, art. 6). Incapacité d'une durée maximum de deux ans. Cet article complète l'art. 31 du décret organique de 1852 dont les pénalités ne s'appliquent qu'aux individus qui se sont fait inscrire eux-mêmes, sous un faux nom ou sous une fausse qualité;

14° Infraction à la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries (art. 3). Incapacité de cinq à dix ans (L. du 30 nov. 1875, art. 22, § 4, modifiant l'art. 15, § 11 du décret de 1852).

15° Infraction à la loi sur l'exploitation du pari sur les courses de chevaux (Loi du 2 juin 1891, art. 4, modifié par les lois du 1^{er} avr. 1900 et 4 juin 1909). Incapacité de cinq à dix ans.

La loi du 14 mars 1872 comportait, dans les peines qu'elle édictait pour le délit d'affiliation à la Société internationale de Travailleurs, la déchéance facultative des droits électoraux pendant une durée de cinq à dix ans. Cette loi a été abrogée par la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

En outre, nous avons vu que pour certains délits, tels que ceux de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, d'outrage public à la pudeur, etc., une condamnation à l'emprisonnement était nécessaire pour entraîner de plein droit l'incapacité électorale. Lorsque la condamnation infligée ne comportera comme peine principale que l'amende, les tribunaux pourront encore prononcer la déchéance des droits électoraux pour une durée que le jugement devra déterminer, en vertu du § 2 de l'art. 15 du décret de 1852.

II. — INCAPACITÉ DE CINQ ANS RÉSULTANT DE PLEIN DROIT DE LA CONDAMNATION.

L'art. 16 du décret organique de 1852, modifié par la loi du 24 janvier 1889 et celle du 1^{er} juillet 1901 frappe d'une incapacité temporaire de *cinq ans*, à dater de l'expiration de leur peine, les individus condamnés à un *emprisonnement de plus d'un mois* pour l'un des délits suivants⁽¹⁾.

(1) L'individu qui, à raison de l'un de ces délits, a été *successivement*

1° Rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique (art. 209 et suiv., C. pén.). Cette énonciation est limitative et ne peut s'étendre à des faits tels que l'injure publique, la diffamation ou même la dénonciation calomnieuse qui ne sont pas visés par le décret de 1852⁽¹⁾;

2° Outrages publics envers un juré, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin à raison de sa déposition. Ces termes doivent être considérés comme généraux et prévoient tous les délits de cette nature, qu'ils soient même non publics⁽²⁾;

3° Délits prévus par la loi sur les attroupements du 7 juin 1848;

4° Délits prévus par la loi sur le colportage. Ces délits, transformés en simples contraventions de police par la loi du 29 juillet 1881, art. 21, échappaient à la déchéance électorale; mais la loi du 24 janvier 1889 les a fait retomber sous l'application du décret de 1852.

L'art. 16 du décret organique attachait encore autrefois l'incapacité électorale aux délits prévus par la loi sur les clubs du 30 juin 1881. Cette loi a été abrogée par la loi du 1^{er} juillet 1901 et l'incapacité prévue par l'art. 16 a disparu;

5° La loi du 24 janvier 1889 a ajouté à cette énumération

condamné à plusieurs peines dont aucune ne s'élève à plus d'un mois d'emprisonnement, n'est pas exclu de la liste électorale, quoique ces condamnations réunies excèdent cette durée.

(1) Cass. 29 mai 1878, S. 78. 1. 426.

(2) Cass. 15 avril 1868, S. 68. 1. 184.

les condamnations à plus d'un mois de prison pour contravention à l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 sur les fraudes et les falsifications dans la vente des marchandises. Cette loi de 1851 est aujourd'hui remplacée par celle du 1^{er} août 1905, mais l'incapacité électorale de cinq années édictée par la loi du 24 janvier 1889 continue à être appliquée comme conséquence des peines prononcées en vertu de la loi de 1905 lorsque la durée de l'emprisonnement est supérieure à un mois mais non à trois mois ;

6° Il convient d'ajouter également aux délits expressément prévus par l'art. 16 du décret de 1852, le délit *d'outrage aux bonnes mœurs* qui depuis la loi du 7 avril 1908, ainsi que nous l'avons vu, n'entraîne plus l'incapacité électorale perpétuelle, mais seulement une incapacité temporaire de cinq ans. Ce délit est constitué par l'infraction à la loi du 2 août 1882, modifiée par les lois des 16 mars 1898 et 7 avril 1908, qui vise :

1° La vente, la mise en vente ou l'offre, même non publiques, l'exposition, l'affichage ou la distribution dans les lieux publics ou à domicile, d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes ou contraires aux bonnes mœurs (art. 1) ;

2° La vente, la mise en vente ou l'annonce de livres condamnés (art. 2).

L'incapacité est encourue même si la peine prononcée est inférieure à un mois d'emprisonnement, mais supérieure à six jours.

Des faits qui peuvent modifier les conséquences d'une condamnation et de leur influence sur l'incapacité électorale.

Les incapacités électorales résultant de condamnations commencent à courir du jour de l'expiration de la peine principale. Si la peine se trouve atteinte par la prescription, ou par la grâce, l'incapacité court du jour où la prescription est définitive ou du jour où la grâce est acquise. Toutefois nous avons vu que l'incapacité partait du jour où la condamnation est devenue irrévocable, dans le cas où celle-ci résultait d'une contravention à l'art. 3 de la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique.

Les faits qui peuvent modifier les conséquences d'une condamnation devenue définitive sont : la grâce, l'amnistie, la prescription et la réhabilitation.

La grâce ou la commutation de peine dispense le condamné de l'exécution *matérielle* de tout ou partie de la peine, mais elle laisse intacte la condamnation qui subsiste avec l'incapacité électorale qui en est la conséquence.

L'amnistie, au contraire, efface non seulement la condamnation mais aussi les faits qui l'ont motivée ; toutes les conséquences du jugement disparaissent avec cette mesure, et entre autres l'incapacité électorale. De plus, lorsque amnistie pleine et entière a été accordée aux infractions entraînant la perte du droit électoral, les individus condamnés pour ces infractions doivent être réputés n'avoir jamais perdu le droit

de vote⁽¹⁾. L'amnistie efface ainsi les effets de la condamnation qui se sont déjà produits. Un amnistié, par exemple, revenant s'établir dans la commune où il était avant sa condamnation devra être inscrit sur la liste électorale sans avoir besoin de remplir la condition de résidence de six mois puisqu'il est réputé n'avoir jamais cessé de figurer sur celle-ci⁽²⁾.

Pour les individus qui se sont soustraits à l'exécution de leur peine et qui l'ont prescrite, la condamnation subsiste ainsi que l'incapacité électorale qui en est une des conséquences⁽³⁾.

Quant à la réhabilitation, elle efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient, notamment l'incapacité électorale (Art. 634, C. instr. crim. modifié par la loi du 10 mars 1898). Elle est accordée par des lettres du chef de l'État suivant une procédure organisée par les art. 619 à 634, C. instr. crim.

La réhabilitation est en outre acquise de *plein droit*, depuis la loi du 5 août 1899 modifiée par celle du 11 juillet 1900, dans les cas prévus par les art. 8 et 10 de cette loi. De la combinaison de ces deux articles, il résulte, en

(1) Conseil d'État, 6 mars 1907.

(2) De nombreuses lois d'amnistie ont été promulguées au cours de ces dernières années : LL. du 1^{er} février 1895; 27 avril 1898; 27 décembre 1900; 30 décembre 1903; 1^{er} avril 1904; 2 novembre 1905; 23 décembre 1905; 12 juillet 1906; 10 avril 1908; 18 juin 1909.

(3) La réhabilitation a seulement été rendue possible, pour les condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine, par la loi du 10 mars 1898, modifiant l'art. 619, du C. instr. crim.; antérieurement à cette date, les effets de ces condamnations n'étaient pas susceptibles de disparaître par la réhabilitation.

effet, que sont réhabilités de plein droit, par le seul effet du temps écoulé :

1° Après dix ans : ceux qui ont encouru une condamnation unique à six mois ou moins de six mois d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende, ou simplement à une amende ;

2° Après quinze ans : ceux qui ont encouru une condamnation unique à deux ans ou moins de deux ans d'emprisonnement (mais supérieure à six mois) ; ou des condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, ou à ces peines jointes à des amendes ;

3° Après vingt ans : Ceux qui ont encouru une condamnation unique *supérieure à deux années d'emprisonnement*, ou à cette peine jointe à une amende ⁽¹⁾.

Ces délais courent, dans le cas où la peine d'emprisonnement a reçu son application, du jour de l'expiration ; dans le cas contraire, si la peine a été prescrite, du jour où la prescription est devenue définitive.

La loi du 5 août 1899 sur la réhabilitation de droit a un effet rétroactif ; dès lors, l'individu condamné antérieurement à cette date à des peines rentrant dans l'énumération précédente et se trouvant encore sous le coup de l'incapacité électorale, bénéficiera des dispositions de cette loi tout comme s'il avait été condamné postérieurement à celle-ci.

Les contestations qui pourraient s'élever sur la réhabili-

(1) Cette loi s'applique à la peine militaire des travaux publics dont le minimum est de deux ans (circ. minist. du 15 décembre 1899, §§ 42 et 43).

tation de droit sont tranchées par le tribunal correctionnel du domicile ou du lieu de naissance de l'intéressé. Le jugement est susceptible d'appel et de recours en cassation.

Cette disposition de la loi du 5 août 1899, assurant dans les cas qu'elle détermine, la réhabilitation de plein droit, constitue incontestablement la plus forte atteinte portée à l'incapacité électorale telle qu'elle était réglée par le décret du 2 février 1852. Elle fait, en effet, tomber toutes les incapacités perpétuelles résultant de condamnations à l'emprisonnement, en les réduisant à une durée maximum de vingt ans. Quant aux incapacités temporaires, elles peuvent également dans certains cas se trouver réduites par l'effet de cette loi. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette disposition pour en exposer les mauvaises conséquences au point de vue électoral, et la nécessité de laisser aux condamnations, emportant exclusion du droit de vote, tous leurs effets afin d'assurer la dignité et la moralité du corps électoral.

En résumé donc, les faits qui, en modifiant les conséquences d'une condamnation, font disparaître l'incapacité sont l'amnistie et la réhabilitation.

Le sursis à l'exécution de la peine, prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891 modifiée par celle du 28 juin 1904, ne fait point disparaître l'incapacité électorale, même pendant le temps où le sursis produit effet et alors que l'incapacité est provisoire. Celle-ci, en effet, est le résultat de la condamnation est non de la peine ; elle doit donc subsister, même en cas de sursis à l'exécution de cette dernière. Toutefois l'incapacité cessera si le condamné n'a pas subi dans le

délai de cinq ans, une condamnation nouvelle à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun ⁽¹⁾ (L. 26 mars 1891, art. 2).

**§ III. — Incapacités résultant d'un état
juridique particulier.**

1° Interdits.

Aux termes de l'art. 15, § 16 du décret de 1852, les interdits ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales. Cette disposition ne s'applique qu'aux personnes qui, conformément aux art. 489 à 512, C. civ., ont été pourvues d'un tuteur et déclarées interdites par jugement d'un tribunal civil. Elle n'atteint donc pas les individus qu'un état habituel d'imbécillité rend incapables de comprendre la portée de leurs actes, ni même l'individu atteint d'aliénation mentale, si un jugement n'a pas prononcé leur interdiction. Toutefois pour ces derniers, s'ils continuent à figurer sur les listes électorales, l'exercice de leur droit de vote se trouve suspendu tant qu'ils sont retenus, en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un établissement public d'aliénés.

L'incapacité électorale qui atteint l'interdit judiciairement, ne s'applique pas non plus à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire; celui-ci peut même réclamer son inscription sans l'assistance de son conseil.

(1) Conseil d'État, 31 octobre 1896, Élection d'Albi.

L'incapacité de l'interdit ne cesse que lorsque l'interdiction a été levée par un jugement dit jugement de mainlevée (art. 512, C. civ.).

Nous nous trouvons ici en présence de deux lacunes très graves, au point de vue pratique, de notre législation électorale. Non seulement le droit de suffrage devrait être retiré aux individus qu'une affection quelconque des facultés intellectuelles prive d'une partie ou de la totalité de la raison, sans qu'il soit nécessaire qu'une interdiction soit prononcée par jugement ; mais il est d'autre part certain que celui qui a donné judiciairement la preuve qu'il est incapable d'administrer ses propres affaires, ne devrait participer dans aucune mesure à l'administration des affaires publiques.

Nous reviendrons sur cette question.

2° *Faillis.*

L'art. 15, § 17 du décret de 1852, reproduisant textuellement l'art. 8, § 2 de la loi du 31 mai 1850, disposait que ne pouvaient être inscrits sur les listes électorales : « Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugements rendus à l'étranger mais exécutoires en France ».

Cette disposition frappait tous les faillis sans distinction aucune : à partir du jugement déclaratif, le failli, en tant que citoyen, tombait sous le coup d'une destitution absolue. Cette règle s'appliquait même au cas où le failli aurait été déclaré excusable par l'application des art. 537 et suiv., C.

comm., et à celui où il aurait obtenu un concordat⁽¹⁾.

L'incapacité électorale résultant de l'état de faillite était perpétuelle ; seule, la réhabilitation organisée par le titre III du Code de commerce, et dont la condition essentielle est l'acquittement intégral de toutes les dettes, tant en principal qu'en intérêts et frais, pouvait relever le failli de cette déchéance complète. Mais à la différence de la réhabilitation pénale qui n'était qu'une faveur, la réhabilitation commerciale est un droit pour le failli dès qu'il s'est intégralement libéré. Toutefois, aux termes de l'art. 612 du C. comm., le banqueroutier frauduleux n'est point admis au bénéfice de la réhabilitation commerciale ; quant au banqueroutier simple, il devra avoir subi la peine à laquelle il aura été condamné pour être admis à la réhabilitation.

L'incapacité a pour point de départ la déclaration de faillite. Cette déclaration doit résulter le plus souvent d'un jugement d'un tribunal de commerce ; mais elle peut aussi résulter de jugements de tribunaux correctionnels qui ont le droit, en matière de banqueroute simple ou frauduleuse, non seulement en l'absence d'un jugement déclaratif de faillite mais aussi dans le cas où le tribunal de commerce a refusé de déclarer la faillite du commerçant, de reconnaître et de proclamer l'état de faillite nécessaire pour l'existence du délit ou du crime⁽²⁾.

(1) L'incapacité atteint aussi les membres d'une société en nom collectif déclarée en faillite.

(2) Paris, 12 décembre 1905, *Journ. trib. comm.*, 1906, p. 513.

Telle était la législation électorale des faillis sous l'empire du décret organique du 2 février 1852. Cette législation a paru trop dure parce qu'elle ne faisait pas la distinction entre le commerçant malheureux et celui qui a été imprudent ou coupable.

Dès 1880, de nombreuses propositions de lois, tendant à la refonte générale de la législation sur les faillites, furent déposées à la Chambre des députés mais ne furent pas discutées. Cependant une nouvelle proposition de loi présentée le 17 mai 1888 et tendant à organiser une procédure spéciale à laquelle elle donnait le nom de *liquidation judiciaire* et qui devait être appliquée au débiteur présumé de bonne foi, fut adoptée le 2 mars 1889 et devint la loi modificative de la législation des faillites du 4 mars suivant.

La procédure nouvelle organisée par cette loi peut être définie « un mode de règlement entre les créanciers et le débiteur présumé de bonne foi » ⁽¹⁾; elle a pour but, à la différence de la procédure de faillite, de maintenir le débiteur à la tête de ses affaires. De plus, d'après l'art. 21 de cette loi, le commerçant en état de cessation de paiement qui, sur sa requête, a été admis par le tribunal de commerce au bénéfice de la liquidation judiciaire, n'encourt plus, de ce fait, que de très légères incapacités. A partir du jugement d'ouverture de la liquidation, il ne peut plus être nommé à aucune fonction élective, mais il conserve ses droits électoraux.

(1) Rapport de M. Alfred Laroze le 26 janvier 1889 (*Journ. off.*, annexe n° 3502).

Une disposition transitoire, contenue dans l'art. 25 de cette loi, permet d'une part au commerçant en état de cessation de paiement dont la faillite n'a pas été déclarée ou dont le jugement déclaratif de faillite n'est pas devenu définitif à la date de la promulgation de la loi, d'obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire en se conformant aux prescriptions édictées dans cette disposition, elle permet d'autre part au commerçant déclaré en faillite antérieurement à la loi et qui a obtenu son concordat ou a été déclaré excusable, d'être admis par le tribunal de commerce à bénéficier des dispositions de l'art. 21, c'est-à-dire à n'être soumis qu'à l'incapacité relative aux fonctions électives. Cet article règle, en même temps, la procédure à suivre dans ce cas ⁽¹⁾.

La législation électorale des faillis ainsi améliorée devait paraître ne nécessiter dans l'avenir aucune modification. Mais le législateur, obéissant aux tendances de l'humanitarisme moderne, s'est efforcé, par une série de mesures de restreindre l'incapacité résultant de la faillite. C'est entraîné déjà par ses tendances individualistes que le Parlement institua en 1899, par la loi du 5 août, la réhabilitation de droit pour les condamnés de droit commun, qui devait avoir pour conséquence regrettable de rendre automatiquement le droit de suffrage aux individus qui en avaient été privés, par suite de condamnations à l'emprisonnement, après un temps variant suivant l'importance de la peine.

(1) L'inscription sur les listes électorales, en vertu de ces dispositions transitoires, a été retardée jusqu'au 31 mars, date de la clôture des listes.

Or, après ces modifications importantes apportées à l'incapacité électorale des condamnés de droit commun, il devait s'ensuivre nécessairement une révision des déchéances frappant les faillis. Ainsi, par la force même de la comparaison et entraîné par des sentiments de commisération excessive, le législateur, par la loi du 30 décembre 1903 modifiant les art. 604 à 612, C. comm., rendit l'électorat au failli non condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse *dix ans après le jugement déclaratif* (art. 1^{er}) et institua deux sortes de réhabilitation : la réhabilitation de droit, obligatoirement accordée au failli qui a payé ses dettes mais avec cinq années d'intérêts seulement ; la réhabilitation facultative qui peut être accordée cinq ans après le jugement de faillite : 1° au failli qui aura obtenu son concordat et qui aura payé les dividendes promis lors de la demande de réhabilitation⁽¹⁾ ; 2° au failli qui aura obtenu soit la remise entière de ses dettes par ses créanciers, soit leur consentement unanime à sa réhabilitation.

Nous avons vu qu'antérieurement à cette loi, la réhabilitation, tout en étant un droit, n'était accordée au failli que s'il s'était intégralement libéré tant en principal qu'en intérêts et frais ; il lui suffira, dès lors, ayant obtenu son concordat, d'avoir tout simplement payé les dividendes promis pour, après cinq années à dater du jugement déclaratif, pouvoir obtenir sa réhabilitation.

(1) Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier.

L'indulgence malencontreuse du législateur ne s'en est pas arrêtée là. Par la loi du 23 mars 1908, modifiant les art. 1 et 2 de la loi du 30 décembre 1903, il a abaissé à *trois ans*, à partir de la déclaration de faillite, la durée pendant laquelle le failli, non condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse ne devait pas être inscrit sur les listes électorales (art. 1^{er}); de plus, par l'effet de cette loi, le failli ou le liquidé judiciaire, qu'il ait ou non acquitté ses dettes ou payé les dividendes promis et sans avoir même obtenu de ses créanciers la remise de ses dettes ou leur consentement sera réhabilité de plein droit dix ans après la déclaration de faillite ou la liquidation judiciaire.

Une disposition transitoire, non incorporée dans le Code de commerce, accordait aux citoyens ayant droit au bénéfice de cette loi, le droit d'être inscrits sur les listes électorales à partir du jour de la promulgation jusqu'à la clôture de ces listes, c'est-à-dire au 31 mars 1908.

C'est là, croyons-nous, la plus forte atteinte portée à la capacité électorale en France; car si, lors de sa première inscription sur les listes électorales, l'individu a été présumé capable et digne de participer au suffrage (à moins de preuves contraires), le législateur ne peut, sans commettre une grave erreur, supposer que celui qui a donné judiciairement la preuve de son incapacité, ait reconquis celle-ci par le simple effet d'un court laps de temps écoulé. La capacité de cet individu ne devrait pouvoir s'établir à l'avenir, selon nous, que d'après des indices certains, tels que le paiement intégral des dettes ou des dividendes promis.

Nous reviendrons sur la réforme à effectuer sur ce point.

L'art. 15, § 17 du décret de 1852 disposait *in fine* que doivent être également exclus du vote les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée par des jugements prononcés à l'étranger mais rendus exécutoires en France. L'effet de ces jugements étrangers ne se produira en France qu'à dater du jugement d'exequatur⁽¹⁾. D'autre part, le tribunal compétent pour prononcer la réhabilitation d'un Français déclaré en faillite à l'étranger devra être le tribunal français qui a prononcé l'exequatur, puisque c'est cette décision qui a entraîné pour le failli l'application des déchéances prévues par la loi française.

PREUVE DES INCAPACITÉS

Nous avons vu qu'en principe tout citoyen est supposé en possession de ses droits civils et politiques jusqu'à preuve du contraire. La loi ne permettant pas d'exiger des individus, qui demandent leur inscription sur les listes électorales, la production de leur casier judiciaire, c'est l'Administration elle-même qui doit procéder aux vérifications qu'elle juge utiles.

(1) Trib. civ. Seine, 10 mars 1900, *Le Droit*, 10 juin 1900; Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1258.

Pour assurer l'exécution du décret de 1852 et des dispositions législatives postérieures édictant des incapacités électorales, il a été institué par la loi du 5 août 1899 (art. 5, § 2) modifiée par la loi du 11 juillet 1900, un casier administratif électoral ⁽¹⁾. Ce casier est formé à l'aide de duplicata du bulletin du casier judiciaire n° 1, indiquant exclusivement les condamnations entraînant une déchéance politique. A ce casier administratif sont joints les jugements d'interdiction rendus par les tribunaux civils et les jugements de faillite et de liquidation judiciaire prononcés par les tribunaux de commerce. Les tribunaux militaires sont tenus de leur côté d'établir des bulletins spéciaux constatant les condamnations prononcées entraînant l'incapacité électorale.

Ce casier administratif est adressé à l'autorité administrative du domicile de l'intéressé et permet de prendre les mesures nécessaires en vue de la rectification de la liste électorale. Il sert également de preuve dans les contestations relatives aux incapacités.

Le tiers qui, pour faire rayer un autre électeur, invoque le motif que celui-ci aurait été frappé d'une condamnation entraînant l'incapacité doit préalablement l'établir. La preuve se fera, en matière électorale comme en toute autre matière, par un extrait du jugement. L'extrait du casier judiciaire ne constitue une preuve suffisante des condamnations encourues que lorsque l'intéressé ne conteste pas les énonciations qui

(1) V. Circ. minist., 15 décembre 1899.

y sont portées⁽¹⁾. Il en est de même des renseignements administratifs⁽²⁾. Quant à la notoriété publique, elle ne constitue jamais une preuve suffisante par elle-même⁽³⁾.

Les contestations que peut soulever l'existence ou la validité des condamnations entraînant l'incapacité, constituent des questions préjudicielles au jugement de la demande d'inscription ou de radiation sur la liste électorale. Le juge de paix devant lequel ces contestations auront été portées devra surseoir à statuer et renvoyer les parties devant l'autorité judiciaire. Toutefois, lorsque l'incapacité résultera d'une condamnation devenue définitive, le juge devant lequel la demande d'inscription ou de radiation aura été portée pourra se prononcer sans renvoi devant l'autorité judiciaire⁽⁴⁾.

§ IV. — Suspension de l'exercice du droit de vote.

Certains citoyens, remplissant toutes les conditions de l'électorat et régulièrement inscrits sur la liste électorale, se trouvent cependant dans l'impossibilité légale d'exercer leur droit de vote.

Ce sont :

1° *Les détenus*. — Les prévenus de crimes ou de délits et les condamnés à des peines d'emprisonnement qui n'entraî-

(1) Cons. d'Etat, 12 mai 1882, D. P. 83. 3. 68.

(2) Cass., 29 mars 1864, Soustre, D. P. 64. 1. 240.

(3) Cass., 2 mai 1883, Mattéi, D. P. 83. 5. 188.

(4) Cons. d'Etat, 18 mai 1889, Lebon, p. 638.

nent pas l'incapacité électorale, ne peuvent exercer leur droit de vote par suite de l'incarcération.

La détention, pour suspendre légitimement le suffrage, doit toutefois être légale. — Une arrestation arbitraire, dans le but d'empêcher un ou plusieurs citoyens d'exercer leur droit de vote entraînerait la nullité d'une élection.

2° *Les accusés contumaces.* — L'état de contumace suspend l'exercice des droits politiques. Mais si le contumace se représente dans les cinq ans à dater de l'arrêt de condamnation, pour purger sa contumace, il pourra recouvrer l'exercice de ses droits et par conséquent réclamer son rétablissement sur la liste électorale.

Dans le cas contraire, l'arrêt de contumace et en conséquence les incapacités encourues par suite de la condamnation, ne pourront jamais être anéanties par la prescription de la peine.

3° Les personnes non interdites, mais retenues, en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un établissement public d'aliénés.

Les causes de l'internement, pour légitimer la suspension du suffrage, doivent être légales et certaines. — Un internement arbitraire, au moment du vote, serait comme l'arrestation illégale, une cause de nullité pour l'élection.

4° *Les militaires.* — L'art. 2 de la loi du 30 novembre 1875 disposait : « Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, des armées de terre et de mer, ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. — Ceux

qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non-activité ou en possession d'un congé régulier, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette disposition s'applique aux officiers ou assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve ». Cet article a été reproduit textuellement par l'art. 9 de la loi militaire du 21 mars 1905.

Il suit de là que les militaires n'étant pas privés de la jouissance de leurs droits électoraux, doivent être inscrits sur les listes électorales comme les autres citoyens ⁽¹⁾. Mais l'exercice de leur droit de vote *est suspendu* tant qu'ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. — Le législateur a voulu par là que l'armée restât étrangère aux luttes politiques, tout d'abord pour des raisons de discipline et de plus, afin d'éviter d'introduire dans l'armée, la division et l'esprit de parti, conséquences indubitables de la politique.

L'exercice du droit de vote n'est permis aux militaires et assimilés des armées de terre et de mer que si, au moment de l'élection, ils se trouvent dans l'une des situations suivantes :

1° En résidence libre;

2° En congé régulier de plus de 30 jours ⁽²⁾.

(1) C'est seulement depuis le décret du 5 mars 1848 que les militaires ont la jouissance du droit électoral.

(2) Les congés diffèrent des simples permissions qui atteignent trente jours au maximum, en ce qu'ils sont accordés par le ministre de la Guerre. Cons. d'État, 16 février 1901, D. P. 1902. 3. 75.

3° En non-activité.

4° En disponibilité ou dans le cadre de réserve ou de territoriale.

Les militaires qui se trouvent dans l'un de ces cas peuvent exercer leur droit de vote dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits.

CHAPITRE V

INSCRIPTION SUR UNE LISTE ÉLECTORALE

La réunion des conditions que nous venons d'exposer ne fait que conférer à l'individu la jouissance du droit de vote. Pour pouvoir exercer ce droit, autrement dit, pour pouvoir prendre part au suffrage, il faut en outre qu'il soit *inscrit* sur une liste électorale. Cette obligation ne doit pas être comprise comme une des conditions de l'électorat ; elle n'a été imposée par le législateur que comme garantie au point de vue de la constatation de l'identité de l'électeur.

Il n'existe plus aujourd'hui, en vertu de la loi du 5 avril 1884, qu'une seule liste électorale servant à la fois aux élections politiques, aux élections départementales et aux élections communales.

La liste électorale est une énumération par ordre alphabétique de tous les électeurs de la commune. D'après l'art. 14 de la loi du 5 avril 1884, pour pouvoir être inscrit sur cette liste, il faut remplir l'une des conditions suivantes :

1° Avoir son domicile réel dans la commune ou y habiter depuis six mois au moins;

2° Être inscrit au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature, et si l'on ne réside pas dans la commune, avoir déclaré vouloir y exercer ses droits électoraux, ou bien être membre de la famille d'un de ces électeurs compris dans la cote de la prestation en nature alors même qu'on n'y serait pas personnellement porté; ou encore être un habitant dispensé de cet impôt en raison de l'âge ou de la santé;

3° Être Alsacien-Lorrain et avoir opté pour la nationalité française et déclaré fixer sa résidence dans la commune, en vertu de l'art. 2 du traité du 10 mai 1871 (traité de Francfort) et conformément à la loi du 19 juin 1871;

4° Avoir une résidence obligatoire dans la commune en qualité de fonctionnaire public.

Le citoyen qui ne remplirait pas l'une de ces conditions lors de la formation des listes⁽¹⁾, mais la remplira avant la clôture définitive, c'est-à-dire avant le 1^{er} avril, devra également être inscrit (art. 14, § 4, L. 5 avr. 1884).

1° Domicile ou résidence de six mois.

La liste électorale comprend, en premier lieu, tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins. Le droit d'être inscrit sur la liste électorale d'une commune se base donc actuel-

(1) Du 1^{er} au 10 janvier de chaque année.

lement, soit sur le domicile réel dans cette commune, alors même qu'on n'y résiderait pas, soit sur une résidence de six mois, sans qu'on puisse exiger de l'électeur la réunion de ces deux conditions⁽¹⁾.

Le domicile réel, opposé à la résidence et donnant droit à l'inscription, est le domicile légal, défini par les art. 102 et suiv., C. civ. C'est donc, tout d'abord, le domicile d'origine, puis le lieu où un citoyen aura son principal établissement; celui, pour le fonctionnaire nommé à vie, où il exercera ses fonctions (Art. 107. C. civ.); ce sera encore, pour le serviteur, le même domicile que la personne chez laquelle il sert⁽²⁾.

Le domicile d'origine n'est pas toujours au lieu de la naissance. Ainsi, pour l'enfant naturel, qui n'a pas été reconnu et qui n'a pas de tuteur, le domicile d'origine sera, soit celui de l'établissement ou de l'hospice où il a été recueilli, soit celui de la personne qui s'est chargée de l'élever⁽³⁾. Pour l'étranger naturalisé, ce sera au lieu où il résidait lors du décret de naturalisation⁽⁴⁾.

Le domicile d'origine se conserve tant que l'intention d'adopter un autre domicile n'est pas établie d'une manière positive. En conséquence, les citoyens inscrits sur la liste

(1) Cass. 28 mars 1888, Billas, S. 89. 1. 85, P. 89. 174.

(2) Les domestiques et les personnes qui travaillent habituellement chez autrui, n'ont le même domicile que leur maître qu'autant qu'ils habitent avec lui dans la même maison.— Cass., 7 août 1895, Latuleigne, S. et P. 97. 1. 46.

(3) Cass. rej., 9 mai 1889, D. 89. 1. 424.

(4) Cass., 23 mai 1889, D. 89. 1. 296.

électorale de la commune de leur domicile d'origine ont le droit d'y demeurer inscrits tant qu'ils n'ont pas manifesté l'intention de changer de domicile.

Tout Français peut transférer son domicile où il lui convient quand il ne lui est pas imposé par la loi. L'art. 103, C. civ., dispose, en effet, que : le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu *joint* à l'intention d'y fixer son principal établissement. La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse faite tant à la municipalité du lieu qu'on quittera qu'à celle du lieu où l'on aura transféré son domicile (art. 104); à défaut de déclaration expresse, elle résultera des circonstances (art. 105, C. civ.).

La question de savoir si un citoyen a l'intention d'acquérir un nouveau domicile est laissée à l'appréciation du juge du fait. Toutefois, la Cour de cassation ne lui a pas laissé une latitude absolue et d'après la jurisprudence de ce tribunal, très fournie sur cette matière, il ressort nettement qu'il faut, pour que la preuve s'établisse, qu'il y ait entre les faits relevés et l'intention de transférer le principal établissement, une relation suffisante⁽¹⁾. Ainsi, le fait qu'un citoyen a quitté son domicile pendant de longues années ne lui fait pas perdre ce domicile s'il a manifesté l'intention de le conserver ou que rien ne prouve qu'il en ait adopté un autre⁽²⁾.

Le domicile, étant un des éléments de l'état des personnes,

(1) Cass., 15 mars 1904, *Pand. fr. périod.*, 1905. 1. 343.

(2) Cass. 23 décembre 1895, *Elect. de Murato*, S. et P. 96. 1. 294.

constituera une question préjudicielle que le juge de paix devra faire trancher par le tribunal civil avant de statuer sur la contestation qui aura été portée devant lui (demande d'inscription ou radiation) et comportant la solution de cette question, conformément à l'art. 22 du décret de 1852. Cependant, ainsi que nous l'avons déjà vu⁽¹⁾, si l'évidence du fait ou du droit rendent possible une solution immédiate, le juge de paix pourra statuer sans renvoi préalable devant l'autorité compétente.

Résidence de six mois.

Le droit de se faire inscrire sur la liste électorale appartient encore aux électeurs qui, sans avoir leur domicile dans la commune, y *résident* depuis au moins six mois. Il n'est pas nécessaire que la durée de cette résidence soit accomplie au moment de la revision annuelle de la liste électorale, il suffit que cette condition doive être remplie avant la clôture définitive, c'est-à-dire au plus tard le 31 mars.

La résidence de six mois, pour donner droit à l'inscription, doit être *réelle et continue* ; réelle en ce sens que le citoyen doit avoir habité personnellement dans la commune; continue, c'est-à-dire que les six mois doivent être consécutifs; on ne pourrait, par exemple, totaliser des séjours intermittents faits dans la commune à différentes époques de l'année. Elle doit, de plus, être *actuelle*, autrement dit un

(1) V. page 24.

citoyen ne saurait se prévaloir d'une résidence de six mois qu'il aurait eue à une époque antérieure. Une seule exception est admise pour le cas où un électeur, ayant résidé dans une commune, ne l'a quittée qu'après le 1^{er} octobre, trop tard pour qu'il lui soit possible d'acquérir avant le 31 mars le temps de résidence nécessaire pour être inscrit dans une autre commune⁽¹⁾.

Toutefois, ces caractères de la résidence ne nécessitent pas la présence constante de l'électeur dans la commune et ils ne sauraient être atteints par le fait d'absences momentanées nécessitées par des travaux se rattachant à l'exercice d'une profession ou résultant de voyages.

L'habitation semestrielle nécessaire pour l'inscription sur la liste électorale d'une commune n'est soumise à aucune déclaration servant de point de départ au délai. La preuve pourra donc en être faite par tous les moyens possibles : par témoins ou au moyen de certificats. Mais l'appréciation de la force probante attachée aux pièces ou certificats produits comme preuve de la résidence est abandonnée au pouvoir souverain du juge de paix, à moins que ces pièces ou certificats constituent des preuves légales⁽²⁾.

Dans tous les cas, la preuve ne pourra jamais résulter ni de la déclaration de celui qui demande son inscription, ni du serment par lui prêté.

(1) Cass., 11 décembre 1906, *Gaz. Pal.* du 15 décembre 1906.

(2) Cass., 12 mars 1906, *Gaz. Trib.* du 15 mars 1906.

2° *Inscription au rôle des contributions directes
ou des prestations en nature.*

Aux termes de l'art. 14, n° 2 de la loi du 5 avril 1884, la liste électorale comprend encore, sans condition de domicile ou de résidence dans la commune, ceux qui y sont inscrits au rôle d'une des quatre contributions directes ou des prestations en nature et qui, s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux⁽¹⁾.

Cette disposition est limitative et ne peut être étendue aux citoyens inscrits au rôle des taxes assimilées aux contributions directes telles que l'impôt sur les chevaux et voitures ou la taxe des chiens.

La loi exige qu'il y ait inscription au rôle, quelle que soit la cote, la simple qualité de propriétaire ne suffit pas par elle-même⁽²⁾. Elle exige, en second lieu, que l'inscription soit personnelle; la loi, en effet, attache l'exercice de l'électorat non au paiement de l'impôt, ni à l'existence d'une propriété foncière, mais à l'inscription personnelle du contribuable sur les rôles de la commune⁽³⁾. En conséquence, l'héritier d'un contribuable, s'il ne requérait pas une mutation de cote à son nom, ne pourrait pas demander son inscription.

(1) Cass., 20 mai 1901, *Pand. fr. périod.*, 1902. 1. 141.

(2) Cass., 26 avril 1904, *Pand. fr. périod.*, 1905. 1. 107.

(3) Cass., 29 mars 1905, *Pand. fr. périod.*, 1905. 1. 306.

L'inscription au rôle des prestations en nature équivaut à l'inscription au rôle des contributions directes. La loi admet en outre sur la liste les membres de la famille des mêmes électeurs compris dans la cote de la prestation en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui, à raison de leur âge ou de leur santé, ont cessé d'être soumis à cet impôt (L. 5 avr. 1884, art. 14, n° 2).

L'expression de la loi « membres de la famille », ne s'applique ni aux domestiques, ni aux serviteurs, ni aux métayers ⁽¹⁾.

La preuve de l'inscription au rôle ne peut résulter que d'un extrait régulier du rôle des contributions ou d'un certificat du percepteur ou d'un jugement du conseil de préfecture ordonnant une mutation de cote. Ces pièces font pleine foi des mentions qu'elles contiennent. Elle ne peut jamais résulter de simples extraits de la matrice cadastrale ⁽²⁾.

3° *Déclaration de résidence des Alsaciens-Lorrains.*

La loi du 19 juin 1871 disposait : « Sont électeurs, sans condition de temps de résidence : les citoyens Alsaciens-Lorrains qui, conformément à l'art. 2 du traité du 10 mai 1871 (traité de Francfort), ont opté ou opteront pour la nationalité française, à la charge par eux de faire à la mairie de leur nouvelle résidence, leur déclaration constatant leur

(1) Cass., 17 avril 1883, Bonnet et Lacoste, D. P. 84. 5. 204, 205.

(2) Cass., 6 mai 1896, Rocheblave, S. 97. 1. 415.

volonté d'y fixer leur domicile et d'y réclamer leur inscription sur les listes électorales ».

Cette disposition a été maintenue dans la loi du 7 juillet 1874 et dans celle du 5 avril 1884 (art. 14, n° 3); mais elle a maintenant perdu presque tout son intérêt.

Cette faculté n'existe qu'une seule fois, et l'Alsacien-Lorrain qui a déjà usé du bénéfice de cette disposition devient un électeur ordinaire soumis aux mêmes conditions que les autres citoyens français⁽¹⁾.

4° Résidence obligatoire dans la commune.

La liste électorale comprend enfin tous ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de fonctionnaires publics (L. 7 juill. 1874, art. 5, § 6; L. 5 avr. 1884, art. 14, 4°). Ces électeurs ne sont pas soumis à la condition d'une résidence de six mois. Ce privilège se justifie par l'obligation dans laquelle se trouvent ces personnes de changer de résidence pour remplir leurs devoirs professionnels, ce qui peut les empêcher de satisfaire à la condition de temps d'habitation nécessaire pour exercer leur droit de vote dans la commune où ils sont en fonction. Ils pourraient bien se conserver leur domicile politique dans une commune déterminée, mais il n'est pas certain que le jour d'une élection, ils pourraient s'absenter de leur lieu de résidence pour aller voter là où ils ont gardé leur domicile, exemple un préfet.

(1) Cass., 23 mars 1896, Hubler, D. P. 97. 1. 292.

L'application de cette dispense soulève quelques explications : elle ne profite qu'aux fonctionnaires publics assujettis à une résidence obligatoire⁽¹⁾. En outre, ceux-ci ne peuvent demander leur inscription sur la liste électorale à toute époque de l'année. S'ils n'arrivent dans la commune qu'après la clôture définitive de la liste, ils ne pourront être inscrits que l'année suivante. S'ils y arrivent avant le 31 mars, il y a lieu de faire une distinction : si leur arrivée précède la publication du tableau rectificatif (15 janvier), ils pourront être inscrits d'office; sinon, ils pourront réclamer leur inscription dans le délai de vingt jours à dater de la publication du tableau rectificatif, c'est-à-dire jusqu'au 4 février inclus. Passé ce délai, ils ne pourront plus être inscrits⁽²⁾.

Le fonctionnaire public assujetti à une résidence obligatoire garde néanmoins le droit, s'il remplit les conditions légales, de se faire inscrire sur la liste électorale d'une commune autre que celle de sa résidence. C'est donc une faculté que la loi lui procure et c'est à lui de voir s'il entend ou non en bénéficier.

La loi de 1884 comprenait en outre comme assujettis à

(1) La qualification de fonctionnaire public comprend non seulement tous les citoyens investis d'un caractère public et chargés d'un service permanent d'utilité publique, qu'ils soient rétribués sur les fonds de l'Etat, du département ou de la commune; mais encore ceux qui, relevant d'une compagnie particulière, reçoivent de l'Etat pour l'accomplissement de leurs fonctions, en tant qu'elles intéressent un service public, une investiture et une délégation permanente comme les employés assermentés des chemins de fer, et aussi les officiers ministériels.

(2) Cass., 13 mai 1883, Gauthier, S. 86. 1. 278.

une résidence obligatoire : les ministres des cultes reconnus par l'État; mais depuis la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, les ministres des cultes sont, au point de vue du domicile, soumis au droit commun.

De la liste électorale.

Formation. Revision. Réclamations.

Il y a une liste électorale dans chaque commune. Cette liste est *permanente*. Ce principe, posé par l'art. 18 du décret organique du 2 février 1852 consiste en ce que, une fois qu'un citoyen y est inscrit, il doit y rester jusqu'à ce que sa radiation en ait été opérée dans les conditions prescrites par la loi⁽¹⁾. Chaque année, la liste électorale est soumise à une *revision* qui a pour but d'ajouter les noms des citoyens qui sont devenus électeurs dans la commune et d'en retrancher ceux qui ont cessé de l'être.

Ce travail de revision de la liste électorale est l'œuvre d'une commission dite administrative composée : du maire de la commune, d'un délégué de l'administration désigné par le préfet et d'un délégué choisi par le conseil municipal (art. 1, L. 7 juill. 1874).

En cas d'empêchement du maire, celui-ci est remplacé par un adjoint dans l'ordre des nominations et à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil, sinon pris dans l'ordre du tableau (art. 84, L. 5 avr. 1884).

(1) Cass., 13 mars 1904, *Pand. fr. périod.*, 1905. 1. 343.

Le délégué de l'administration peut être choisi soit parmi les habitants de la commune, soit même en dehors de la commune, et le délégué du conseil municipal ne doit pas être nécessairement choisi dans le sein du conseil, mais il peut l'être parmi les électeurs de la commune (Circ. min. int., 30 nov. 1884) ⁽¹⁾.

La commission administrative fonctionne du 1^{er} au 10 janvier. Ses pouvoirs sont déterminés par l'art. 1^{er} du décret de 1852.

Elle inscrit d'office sur la liste :

1° Les citoyens qui ont acquis les conditions exigées par la loi ou qui les acquerront avant la clôture de la liste fixée au 31 mars;

2° Ceux qui auraient été précédemment omis.

Elle en retranche :

1° Les électeurs décédés;

2° Ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente;

3° Ceux qui ne remplissent plus les conditions requises;

4° Ceux qui avaient été inscrits à tort, alors même que l'inscription n'a pas été attaquée.

Elle inscrit en outre les citoyens qui ont demandé dans les formes légales à être portés sur la liste électorale et qui remplissent les conditions exigées par la loi. Ces demandes peuvent également être formées par des tiers.

Les additions et les retranchements apportés à la liste par

(1) *Bull. of. min. int.*, 1884, p. 462.

la commission administrative constituent le *tableau rectificatif*, lequel doit être déposé au plus tard le 15 janvier au secrétariat de la mairie. Le jour même de ce dépôt, avis en est donné par affiches et tous les citoyens peuvent en avoir communication et même en prendre copie. Le maire dresse un procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites, y joint une copie du tableau rectificatif et adresse le tout au sous-préfet qui le transmet au préfet dans un délai de deux jours à dater de sa réception (art. 3, Décr. 2 févr. 1852).

Le préfet peut, dans les deux jours de la réception du tableau rectificatif, déférer au conseil de préfecture les opérations de la commission administrative, lesquelles en cas d'inobservation des prescriptions légales pourront être annulées. Le conseil de préfecture a un délai de trois jours pour statuer (art. 4, Décr. 2 févr. 1852). Sa décision est susceptible de recours au Conseil d'État.

La loi accorde un délai de 20 jours, du 16 janvier au 4 février inclus, pendant lequel peuvent être formulées toutes les réclamations contre le tableau rectificatif. Ces réclamations sont reçues au secrétariat de la mairie et soumises au jugement d'une commission désignée sous le nom de *commission municipale*. Cette commission est composée des trois membres de la commission administrative auxquels sont adjoints deux autres délégués du conseil municipal.

La commission municipale constitue le premier degré de juridiction en matière électorale. Ses décisions doivent être

motivées comme un jugement⁽¹⁾, écrites et conservées en minute. Elles sont consignées par ordre de date sur un registre et sont susceptibles d'appel.

Le maire doit, dans les trois jours à dater de celui où elle a été rendue, notifier la décision de la commission municipale aux parties intéressées (art. 4, § 2, L. 7 juill. 1874). Cette notification fait courir le délai d'appel de cinq jours.

L'appel est interjeté devant le juge de paix du canton où est située la commune dont dépend la commission municipale. Le droit d'appel appartient non seulement à ceux qui ont figuré dans la première instance mais à tout électeur figurant sur la liste de la commune⁽²⁾.

Les pouvoirs du juge de paix sont très étendus. Pourtant l'art. 22 du décret de 1852 dispose que lorsque la contestation portée devant lui implique la solution préjudicielle d'une question d'état, il doit renvoyer préalablement les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente. Mais la jurisprudence, ainsi que nous l'avons déjà vu, a considérablement modifié cette disposition en permettant au juge de paix de statuer sur ces questions toutes les fois que l'évidence du fait ou du droit rendra possible une solution immédiate.

La décision du juge de paix doit remplir les conditions essentielles d'un jugement et donne ouverture à deux voies de recours possibles : l'opposition et le pourvoi en cassation.

(1) Cass., 24 mars 1902, *Pand. fr. périod.*, 1902. 1. 288.

(2) Cass., 9 mai 1898, *Pand. fr. périod.*, 99. 1. 455.

L'opposition n'est admise que dans les trois jours qui suivent la signification régulière du jugement par défaut, faite par huissier. Le pourvoi en cassation doit être formé dans les dix jours à dater de la notification de la décision définitive. Il n'a pas d'effet suspensif.

Les rectifications qui ont été régulièrement ordonnées sont apportées au tableau rectificatif par la commission administrative et la liste électorale ainsi revisée est définitivement arrêtée le 31 mars (art. 7, décret de 1852). Elle est valable pour toute l'année qui suit.

DEUXIÈME PARTIE

DES RESTRICTIONS NOUVELLES A APPORTER A LA CAPACITÉ ÉLECTORALE EN FRANCE

La conclusion qui ressort de l'exposé théorique de notre législation électorale est que celle-ci est évidemment insuffisante. Non seulement nous avons eu l'occasion, dans le cours de notre première partie, d'en signaler à maintes reprises les imperfections, mais il va nous être donné d'en signaler de graves lacunes qui, au point de vue pratique, ne doivent pas contribuer pour une minime part aux résultats déplorables que donnent actuellement les consultations populaires.

C'est ainsi que nos lois électorales n'ont pas fait du défaut absolu de culture intellectuelle une cause d'incapacité politique, alors qu'il est d'une nécessité incontestable que l'électeur sache lire afin d'être éclairé sur l'intérêt public et qu'il sache d'autre part écrire afin de pouvoir libeller lui-même son opinion, puisque le vote doit être exprimé par écrit.

C'est ainsi également que notre législation électorale n'a pas fait de la possession des facultés intellectuelles une condition nécessaire pour l'exercice du suffrage, alors qu'il est de toute évidence que celui dont la raison est oblitérée par certaine affection mentale ne saurait exprimer un jugement sain et être en conséquence capable d'une participation utile à la gestion des affaires publiques.

Enfin, une condition essentielle (qui existait dans notre législation mais qui a été détruite par une série de mesures regrettables) afin de maintenir et d'assurer la parfaite composition du corps électoral, est de ne reconcéder le droit de suffrage aux citoyens qui ont donné judiciairement la preuve de leur incapacité ou de leur manque de moralité, qu'après que ceux-ci se seront relevés de ces déchéances par suite d'efforts personnels et qu'ils auront été jugés dignes de rentrer en possession de leurs droits politiques par les tribunaux mêmes qui les en avaient déchus, c'est-à-dire après qu'ils auront été réhabilités.

L'examen de toutes ces restrictions à apporter à la capacité électorale va faire l'objet de notre seconde partie. Nous examinerons tout d'abord s'il ne serait pas logique de retarder la majorité politique de quelques années sur la majorité civile afin de permettre aux individus de faire leur éducation politique et d'apprendre à gérer leurs affaires privées avant de s'occuper de la gestion des affaires publiques. — L'expérience et la responsabilité de l'administration du patrimoine ne pourrait qu'être, à notre avis, une excellente préparation à l'exercice du suffrage.

Cette seconde partie se divisera ainsi :

1^{er} Chap. — *Majorité politique.*

2^e Chap. — *Incapacités résultant de l'état intellectuel des personnes.*

3^e Chap. — *Incapacités résultant de condamnations judiciaires.*

4^e Chap. — *Incapacité résultant de la faillite.*

5^e Chap. — *Incapacité résultant de l'état social des personnes.*

De plus, à l'occasion de chacun de ces chapitres, nous donnerons un court aperçu des législations étrangères dont un bon nombre offrent une réglementation de l'électorat plus complète et plus judicieuse que la nôtre. — Cet exposé ne pourra que rendre plus évidente la nécessité des réformes que nous proposons.

CHAPITRE PREMIER

MAJORITÉ POLITIQUE

Le décret du 5 mars 1848, en établissant le suffrage universel, a fixé la majorité politique à 21 ans. — Depuis lors, cet âge a été maintenu dans toutes les dispositions législatives qui sont intervenues pour régler les conditions de l'électorat.

Mais avant cette époque, l'âge politique des citoyens était généralement fixé à 25 ans; c'est ainsi que les constitutions révolutionnaires maintinrent la majorité de 25 ans édictée dans l'ordonnance de convocation des États généraux. La charte du 4 juin 1814 la recula à 30 ans, mais la charte de 1830 la rétablit à 25 ans.

Il y eut bien, durant cette période et à diverses reprises, des dispositions législatives qui n'exigèrent seulement que 21 ans; mais cette majorité ne comprenait que les électeurs du premier degré et les véritables électeurs, ceux qui désignaient les représentants, devaient avoir atteint 25 ans. — Ainsi, le décret du 11 août 1792, art. 2 exigeait seule-

ment 21 ans des électeurs du premier degré, tandis que les électeurs du second degré devaient toujours, conformément à la constitution de 1791, être âgés de 25 ans; cette disposition fut reproduite dans les constitutions de 1793 et de l'an III. Ainsi encore, les lois du 21 mars 1831 et du 22 juin 1833 autorisèrent tous les citoyens âgés de 21 ans à prendre part aux élections des conseils municipaux, généraux et d'arrondissement, mais elles réclamèrent 25 ans pour les élections législatives.

Les électeurs du premier degré étaient ainsi soumis à un stage politique durant lequel ils pouvaient s'initier graduellement aux affaires publiques. — Ce système pouvait peut-être présenter certains avantages, mais il avait le grave défaut de nécessiter la rédaction de listes multiples et de donner lieu à des complications administratives. L'initiation des individus aux affaires publiques se fait aussi bien et naturellement par le simple contact journalier avec les hommes et les choses du dehors, et par l'expérimentation personnelle dans la gestion des affaires privées.

Le législateur de 1848 a cru que la capacité civile impliquait la capacité politique et il a jugé que l'on pouvait voter en parfaite connaissance de cause dès que l'on a atteint l'âge fixé par la loi pour gérer soi-même son patrimoine. Cette conclusion nous paraît absolument contestable : il faut, au contraire, une plus grande maturité d'esprit pour voter avec discernement que pour administrer sa fortune. Si, à 21 ans, l'homme commet des fautes d'inexpérience dans la gestion de son patrimoine, celles-ci ne pourront

avoir que des conséquences restreintes et généralement personnelles, elles lui apprendront à apporter dans la gestion de ses affaires plus de diligence et plus de soin, et elles contribueront ainsi à l'initier à l'administration de ses intérêts à ses propres dépens, ce qui ne pourra que constituer une préparation des plus appréciables à l'administration des intérêts généraux.

En matière politique, c'est autre chose. L'intelligence des affaires publiques est autrement complexe que celle des affaires privées, l'intérêt personnel n'est pas directement en jeu, et si l'électeur n'a ni la gravité ni l'expérience nécessaires pour bien voter, les fautes qu'il pourra commettre auront une portée plus grande et plus générale que celles commises dans l'administration de ses propres intérêts. Sans prendre une part directe à la gestion des affaires nationales, en effet, l'électeur, par son vote, exerce sur celle-ci une influence indirecte d'une importance incontestable. En d'autres termes, c'est du choix qu'il fera des personnes qui devront diriger les affaires que dépend la manière dont celles-ci seront gérées. Par suite, n'est-il pas imprudent d'admettre comme électeurs les hommes dès 21 ans, avant qu'ils aient fait le moindre acte d'administration sur leurs propres biens ?

Rationnellement, la majorité civile doit précéder de plusieurs années la majorité politique afin, tout d'abord, de permettre aux individus de faire leur éducation politique. Il est indispensable que l'homme apprenne à agir par lui-même et pour lui-même, à gérer ses affaires privées avant de

s'occuper de la gestion des affaires publiques. Il vaut mieux attendre également que l'expérience soit venue calmer les premiers enthousiasmes de la jeunesse qui se laisse trop facilement séduire par des utopies ou entraîner par des illusions, et que les responsabilités résultant de la gestion du patrimoine aient appris à réfléchir. Il est enfin certain que la chose publique n'en irait que mieux si ceux qui doivent prendre part à la vie politique du pays avaient la gravité et l'expérience voulues.

A toutes ces considérations nous devons encore en ajouter une autre, plutôt pratique, mais qui ne manque pas d'intérêt. Le recul de la majorité politique s'impose par le principe d'égalité : notre législation électorale prive, en effet, de l'exercice du droit de vote les militaires en activité de service. Or le service militaire s'accomplit ordinairement dans l'année de la proclamation de la majorité civile; mais certains individus peuvent en avoir été exemptés ou en être déjà libérés pour cet âge (puisque la loi autorise les jeunes gens à s'engager dès l'âge de 18 ans), il s'ensuit que les premiers ne pourront voter pendant les deux années qui suivront leur majorité tandis que les seconds le pourront. Afin de rétablir l'égalité dans l'exercice du droit de suffrage, il convient donc de reculer l'âge de la majorité politique à une époque où tous les individus pourront user de ce droit.

On pourra bien nous objecter que la nouvelle loi militaire du 21 mars 1905 rend possible, dans certains cas, l'accomplissement du service militaire jusque l'âge de 25 ans et qu'alors, pour être juste, il faudrait reculer la majorité poli-

tique jusque l'âge de 27 ans. Mais nous pouvons affirmer d'avance que ces situations exceptionnelles seront des plus rares et qu'en tout cas, les individus ont tous les moyens à leur disposition pour se libérer du service militaire bien avant cet âge.

A quel âge convient-il donc de fixer la majorité politique ?

Cet âge nous est en quelque sorte indiqué par la loi elle-même. Celle-ci interdit, en effet, l'acquisition d'un office ministériel ou l'entrée dans la magistrature avant l'âge de 25 ans. De plus l'individu, en général, n'est complètement capable qu'à cet âge : jusque-là, il reste soumis à la tutelle de ses parents en ce qui concerne le mariage. Le législateur a estimé, non sans raison, que pour accomplir seul les actes importants que comporte l'exercice de ces professions et celui également important du mariage, il fallait avoir la gravité et l'expérience nécessaires.

L'exigence de cet âge nous paraît, aussi, tout à fait rationnel pour l'exercice du droit de vote qui, de tous les droits politiques, est le plus important. Nous pensons que l'adoption de cet âge pour la fixation de la majorité politique aurait comme principal résultat de former un corps électoral présentant des garanties d'indépendance et un caractère fort à toute épreuve. Et, ainsi que nous l'avons déjà dit, comme entre le corps électoral et le Parlement il y a une relation de réciprocité très étroite, les qualités de celui-ci ne seraient pas sans influencer sur ce dernier pour le plus grand bien de nos institutions politiques.

Nous voulons, en dernier lieu, dissiper un préjugé très

répandu mais véritablement absurde, d'après lequel il est plus démocratique d'abaisser l'âge de la majorité politique. Il est vrai que l'abaissement de cet âge a coïncidé avec l'établissement du suffrage universel en 1848, mais, s'il en était ainsi, il devrait être plus démocratique encore d'abaisser cette majorité en dessous des limites actuelles sans savoir au juste à quel âge nous devrions nous arrêter. La vérité est que l'on servira au contraire le régime démocratique et celui-ci ne pourra que gagner en force, si on laisse aux hommes le temps de se former et d'acquérir une certaine expérience sur leurs propres affaires avant de les admettre à la gestion des affaires publiques.

Le principe du suffrage universel ne serait pas non plus atteint par le relèvement de la majorité politique, car la règle serait égale pour tous.

Ce n'est donc pas par l'arbitraire que nous avons été guidés en nous arrêtant à l'âge de 25 ans pour la fixation de la majorité politique. Celui-ci, au contraire, s'impose en quelque sorte par l'intérêt social, lequel demande sans conteste de fixer cet âge au moment où l'individu a acquis le complet développement de toutes ses facultés et l'expérience nécessaire pour accomplir en parfaite connaissance de cause l'exercice du suffrage.

Législation comparée (1).

Il n'est pas sans intérêt pour nous de constater que la

(1) Renseignements pris dans l'*Annuaire de législation étrangère*, et dans Dareste, *Les constitutions modernes*, édit. 1910, 2 vol.

plupart des pays de l'Europe sont plus prudents que le nôtre et ont fixé la majorité politique à 25 ans. Ce sont :

Allemagne. — Loi du 31 mai 1869.

Bavière. — L. électorale du 9 avril 1906.

Belgique. — L. él. du 12 avril 1894.

Espagne. — L. él. du 26 juin 1890, mod. par la loi du 8 août 1907.

Grand-Duché de Bade. — L. du 24 août 1904.

Grand-Duché de Luxembourg. — L. él. du 5 mars 1884, mod. en 1906.

Islande. — L. él. du 3 octobre 1903.

Japon. — L. él. du 11 février 1889, mod. en mars 1900 et en 1908.

Norvège. — L. org. du 30 avril 1898, mod. par les LL. du 1^{er} juillet 1907 et 8 juillet 1908.

Pays-Bas. — L. él. du 7 septembre 1896, mod. par LL. du 31 décembre 1897 et 8 décembre 1900.

Russie. — L. él. du 3 juin 1907.

Saxe. — L. él. du 3 déc. 1868, mod. par L. du 28 mars 1896.

Turquie. — L. du 23 décembre 1876, mod. en 1908.

Wurtemberg. — L. él. du 26 mars 1868, mod. par L. du 16 juillet 1906.

Dans quelques pays comme l'Autriche (L. él. du 26 janv. 1907), la Finlande (L. él. du 20 juill. 1906), la Suède (L. org. du 22 juin 1866, mod. par la L. du 26 mai 1909) et la Prusse (Ord. du 30 mai 1849, art. 8, mod. par LL. des 29 juin

1893 et 28 juin 1906)⁽¹⁾, cette majorité a été fixée à 24 ans.

En Danemark, la constitution offre cette singularité qu'on est éligible à 25 ans alors qu'on n'est électeur qu'à 30 (L. du 28 juillet 1868, art. 30).

La majorité politique est de 21 ans seulement en Angleterre (Act du 6 déc. 1884), États-Unis, France (Décr. 5 mars 1848 ; L. org. 30 nov. 1875), Italie (L. él. du 28 mars 1895, mod. par les LL. des 7 avr. 1898 et 19 mai 1901), Grèce (L. él. du 5 sept. 1877, mod. par la L. du 23 mai 1907), Portugal (L. él. de 1911), Roumanie (L. él. du 9 juin 1884, mod. par L. du 3 mars 1907), Serbie (L. él. du 25 mars 1890, mod. par L. du 28 janv. 1891) et quelques États de l'Amérique du Sud.

Enfin, exceptionnellement, quelques pays ont fixé cette majorité en dessous de 21 ans ; ce sont :

Égypte, 20 ans (Loi du 1^{er} mai 1883) ;

Hongrie, 20 ans (L. 4 de 1848, mod. par L. él. du 26 nov. 1874) ;

Suisse, 20 ans (Const. du 24 mai 1847, mod. par L. du 21 mars 1874), et dans quelques cantons 19.

Mexique, 18 ans pour les individus mariés et 21 pour ceux qui ne le sont pas (L. él. du 18 déc. 1901, mod. par L. 24 mai 1904).

République Argentine, 17 ans (L. du 26 oct. 1876, mod. par L. du 28 sept. 1895).

Nicaragua, 17 ans (Const. du 30 mars 1905).

(1) Dareste, *op. cit.*, page 215, note 3.

De ce court aperçu, nous pouvons déduire que la plupart des États et des grands États de l'Europe, ont fixé la majorité politique à un âge plus élevé que chez nous. Mais cette considération ne serait pas d'une importance capitale pour la réforme que nous soutenons si nous n'ajoutions que certains pays comme la Belgique, les Pays-Bas, tout en modifiant leurs lois électorales pour étendre le vote et instituer, autant dire, le suffrage universel, ont élevé la majorité politique : le premier de 21 à 25, le second de 23 à 25 ans. Ce sont là des faits qui établissent indubitablement que les institutions démocratiques, loin de nécessiter l'abaissement de la majorité politique, demandent au contraire que celle-ci soit fixée à un âge où l'individu ait acquis une certaine gravité et une large expérience des choses, afin que la stabilité et le bon fonctionnement de ces institutions en soient assurés.

Nous ne doutons pas que le législateur français, soucieux de la continuité de nos institutions politiques et guidé par les difficultés qui se font ressentir dans leur fonctionnement actuel, ne suive le sage exemple des autres pays d'Europe et n'assure, à l'avenir, au corps électoral une plus grande maturité et une force de caractère indispensables pour le bon fonctionnement et la durée de nos institutions, en élevant la majorité politique à 25 ans.

CHAPITRE II

INCAPACITÉS RÉSULTANT DE L'ÉTAT INTELLECTUEL DES PERSONNES

§ I. — Illettrés.

La participation à la gestion des affaires publiques étant la fonction la plus importante que l'on puisse remplir dans le corps social, puisque de la manière dont elle sera exercée et de ceux qui l'exerceront dépend l'avenir même du pays, il importe au plus haut point de ne confier cette fonction qu'à ceux qui en sont réellement capables.

Quoi de plus complexe, en effet, que l'administration des intérêts publics ; quel acte nécessite, pour ceux qui doivent y participer, plus de discernement et de connaissances ? Le Gouvernement d'un pays ne consiste pas simplement dans la recherche de l'intérêt privé ; il demande, au contraire, la plupart du temps que les personnes qui doivent y prendre part fassent abstraction de celui-ci pour ne considérer que l'intérêt général et public. Et d'autre part la gestion des affaires publiques ne comprend pas seulement l'administra-

tion intérieure du pays : une nation quelle qu'elle soit ne se trouve nulle part à l'état isolé, elle est comme l'organe d'un corps plus grand avec toutes les parties duquel elle est en continuel rapports de vie et d'intérêts, et son action pour être favorable doit sans cesse s'exercer en corrélation de ces rapports externes.

Toutes ces nécessités doivent, sans aucune exception, présider au jugement et aux actes de ceux qui doivent prendre part au suffrage, et la juste appréciation de celles-ci nécessite chez ces derniers une culture intellectuelle incontestable.

Une législation bien comprise ne saurait donc manquer de s'assurer que les personnes auxquelles elle confie le droit de vote ont la capacité de discerner quelles sont les lois favorables et à l'intérêt de tous et à l'avenir même du pays.

Il est regrettable qu'il n'existe pas un critérium positif de la capacité politique. Nous croyons cependant que le défaut absolu de culture intellectuelle constitue un obstacle certain au jugement et à la compréhension des affaires publiques et que l'on peut voir dans l'instruction élémentaire un critérium incontestable des connaissances et du discernement. Quelles connaissances peut avoir, en effet, l'individu qui ne sait ni lire ni écrire? n'est-ce pas la lecture, tout d'abord, qui forme le jugement et, en nous faisant connaître les choses du passé, n'est-ce pas elle qui contribue pour la plus large part à former notre expérience? — Et d'autre part, n'est-il pas indispensable, pour que l'électeur puisse émettre son opinion sur les différents programmes politiques qui contiennent en eux les principes essentiels qui doivent présider à l'administra-

tion des intérêts publics et qui lui sont soumis lors de chaque consultation électorale, qu'il puisse lire ceux-ci, sinon comment pourrait-il en connaître l'esprit et juger de chacun d'eux ?

Qu'on ne vienne pas nous dire que le rôle de l'électeur se réduit, à présent, dans le simple fait de discerner parmi ses concitoyens, quels sont les plus capables et les meilleurs et qu'alors, il n'est pas besoin pour cela d'une instruction bien développée ; car, c'est justement parce que les consultations populaires ont perdu leur véritable caractère et ne sont à l'heure actuelle, qu'une question de personnes, que celles-ci ne sont plus la synthèse des idées et des impressions du pays, mais bien seulement un marché de fonctions et où ce sont ceux qui réussissent le mieux à se faire valoir et dont le talent d'intrigue est le mieux développé qui l'emportent. Les consultations électorales doivent et devront toujours, pour être le reflet de l'opinion réelle du pays, s'effectuer sur des programmes contenant en eux tous les principes de gouvernement et d'administration des intérêts publics, que les électeurs devront être à même d'apprécier et sur lesquels ils devront se prononcer en toute connaissance.

L'écriture n'est pas moins indispensable, car, outre qu'elle contribue à la formation des idées, elle est nécessaire à l'électeur pour exprimer son opinion, puisque celle-ci doit avoir lieu par écrit. — Qu'on ne nous objecte pas que lorsque s'effectuent les consultations populaires, il est toujours distribué aux électeurs des bulletins de vote tout imprimés et qu'alors, ils n'ont qu'à choisir celui qui répond le

mieux à leurs idées, car, non seulement pour effectuer ce choix, il faut être capable de lire les différents bulletins entre lesquels celui-ci devra porter, mais on ne peut admettre que l'expression du sentiment des citoyens consultés soit limitée à un certain nombre de réponses, celle-ci au contraire doit être libre et, si de tous les bulletins de vote offerts à l'électeur pour exprimer son opinion, aucun ne répond à ses idées, il doit être capable de libeller lui-même sa volonté.

Nous estimons donc, avec Stuart Mill, qu'il est indispensable, pour pouvoir prendre part au suffrage, de savoir lire et écrire.

On pourrait croire que cette condition à l'exercice du vote a perdu toute son importance avec le principe de l'instruction gratuite et obligatoire. Il n'en est rien. Le nombre des *illettrés* a bien certainement diminué avec l'application de ce principe, mais il n'en reste pas moins vrai que des citoyens sont encore actuellement dépourvus de la moindre culture intellectuelle et que la proportion de ces derniers est même assez élevée ⁽¹⁾. L'indication approximative de cette proportion nous est fournie, en quelque sorte, par les états dressés dans les régiments lors des incorporations et spécifiant le nombre des jeunes gens dépourvus de toute instruction. Ces états, quoique ne devant aucunement servir à l'établissement de statistiques officielles, nous sont d'autant plus inté-

(1) Un fait qui confirme bien nos dires est le vœu émis par le conseil général de la Corrèze, dans sa session d'avril dernier : que, *en présence du nombre des illettrés*, de nouvelles dispositions législatives soient votées pour assurer l'application de la loi sur l'instruction obligatoire.

ressants qu'ils portent sur des individus qui ont atteint ou qui vont atteindre leur majorité politique. Ils établissent que la moyenne des illettrés varie entre 4 et 5 pour cent. Mais pour être justes, il conviendrait d'ajouter à ces chiffres, le nombre de ceux qui ont été exemptés du service militaire pour cause d'idiotie ou d'autre affection mentale les privant de toute ou d'une partie de la raison. Néanmoins, d'après ces indications, nous pouvons déduire qu'il est déplorable que nos lois n'aient pas, par une disposition spéciale, interdit aux citoyens dépourvus de la moindre instruction, le droit de décider des affaires publiques.

L'exclusion de ces individus du corps électoral s'impose au premier chef, car il est certain que ces éléments ignorants sont incapables de décider de leur vote sur des idées et des principes, et que leurs suffrages constituent une proie facile à capter pour les candidats qui ne convoitent autre chose que la fonction. Ce sont ces éléments, sans conteste, qui donnent le mieux prise aux théories sophistiques et aux arguments captieux, et nous estimons que le législateur ne saurait leur conserver plus longtemps le suffrage, dans l'intérêt même du corps électoral et du bon fonctionnement de nos institutions politiques.

: Mais ce n'est pas tout que de poser des principes, il faut pourvoir à leur application. Comment exclure des listes électorales les illettrés? Les moyens nous paraissent faciles et ne laissent aucunement place à l'arbitraire. Il suffirait d'instituer un *certificat d'instruction élémentaire*, établissant que l'individu sait lire et écrire, lequel devrait pouvoir

être délivré à tout âge par n'importe quel établissement d'enseignement de l'Etat ou autorisé légalement et suivant une procédure qu'il s'agirait de déterminer. En exigeant la présentation de ce certificat lors de l'inscription sur la liste électorale, la loi évincerait ainsi tous ceux qui, pour une raison quelconque sont dépourvus de toute instruction. Il va sans dire que la présentation de ce certificat ne devrait pas être exigée de ceux qui pourraient fournir d'autres diplômes d'enseignement, supérieurs à un degré quelconque à celui-là et dont la validité serait reconnue par nos lois.

Législation comparée.

De nombreuses législations ont fait du défaut absolu de culture intellectuelle une cause d'incapacité politique. C'est ainsi qu'en Italie; Égypte; Pays-Bas; Portugal; États de Connecticut (Const. du 3 oct. 1818, mod. en 1905); Massachusetts (Act du 29 juin 1874 et LL. du 16 fevr. 1895 et 31 mars 1906); Missouri (Const. du 2 août 1875, mod. en 1906) (États-Unis); Brésil (L. él. du 26 janv. 1892, codifiée le 7 fevr. 1894); Chili (L. él. 20 août 1890, mod. par L. 8 fevr. 1906); Républ. de Costa-Rica (Const. du 7 déc. 1871, mod. par L. du 21 mai 1894); Bolivie (L. él. du 20 nov. 1883); Equateur (républ. de l') (Const. du 23 déc. 1906); Guatemala (Const. du 11 déc. 1879); Pérou (L. él. du 20 nov. 1896, mod. par L. du 30 nov. 1908); République Argentine; Province de Mendoza (Rép. Arg.) (Const. du 15 déc. 1894); Républ. de San Salvador (Const. du 13 août 1886); et en Uruguay (L. du

28 mars 1893, mod. par L. du 21 oct. 1898), les lois électorales ont ajouté comme condition au droit de suffrage : savoir lire et écrire.

C'est ainsi également qu'en Russie, la loi électorale du 3 juin 1907 a posé comme condition à l'exercice de l'électorat que l'électeur rédige lui-même son bulletin de vote, ce qui exclut naturellement les illettrés.

Enfin, en Belgique, la loi du 12 avril 1894 relative aux élections pour les Chambres législatives, a reconnu la valeur de l'instruction dans l'exercice du suffrage, en attribuant deux votes supplémentaires aux citoyens porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur (art. 47).

Le fait le plus important pour nous est de constater que la plupart de ces pays sont des républiques démocratiques, et que cependant ils n'ont pas craint d'exclure du suffrage les éléments ignorants, qui ne peuvent être qu'une cause de troubles et un danger pour le fonctionnement et l'avenir des institutions libres.

L'absence de toute disposition de nos lois électorales empêchant l'accession du droit de vote aux illettrés est une lacune qu'il serait indispensable de combler.

§ II. — Aliénés et individus atteints de débilité mentale.

Quelque conception que l'on ait du suffrage, que l'on considère celui-ci comme un droit naturel, inhérent à la personne ou comme une fonction sociale, il est incontestable que certains individus doivent en être privés en raison de

leur état mental, parce que celui-ci les met dans l'impossibilité d'exercer ce droit d'une façon consciente et raisonnée. La volonté, en effet, subit parfois l'influence de causes pathologiques, et les actes traduisent souvent, chez certaines personnes, le désordre morbide des fonctions cérébrales : c'est le cas des *aliénés internés*, et chacun d'eux devrait être *ipso facto* rayé de la liste électorale. Pourtant notre législation n'a pas fait de l'aliénation mentale une cause d'exclusion du suffrage, et ce n'est que dans le cas où l'aliéné aura été interdit judiciairement qu'il sera rayé de la liste des électeurs, d'après l'art. 15, § 16 du décret de 1852. Nous savons bien que si, pour les aliénés internés, l'absence d'interdiction fait qu'ils conservent la jouissance de leurs droits électoraux, l'exercice de ces droits se trouve suspendu pour eux tant qu'ils sont retenus, en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un établissement public d'aliénés ⁽¹⁾. Mais, à notre avis, la radiation de ces individus de la liste électorale devrait être opérée par le seul fait de leur état d'aliénation mentale et les effets de cette radiation devraient persister pendant au moins six mois ou un an à partir du jour où le malade serait sorti de l'asile, parce qu'à ce moment-là il n'est pas totalement guéri; ses actes ne sont plus ceux d'un délirant il est vrai, mais il persiste encore un peu de torpeur, de confusion mentale : la fatigue intellectuelle survient plus rapidement qu'autrefois et la rectitude du jugement n'est plus aussi absolue.

(1) Voir page 87, 3°.

Mais à côté de ces cas qui ne souffrent même pas la discussion, il est d'autres aliénés, à un degré inférieur de l'échelle, qui sont justiciables de la même exclusion. Nous voulons parler des *dégénérés héréditaires*, des *idiots*, des *imbéciles*, généralement inoffensifs, non internés parce qu'ils ne se livrent pas à des violences et cependant ne pouvant vivre de l'existence commune. Tous ces malheureux étaient autrefois englobés dans cette désignation assez expressive « des innocents ». Il faut ajouter à ces cas d'origine congénitale, ceux des vieillards en état de *démence*, et ici nous prenons le mot *démence* non pas dans le sens auquel l'entend la loi pour désigner l'ensemble des maladies mentales (art. 504, C. civ.); en médecine il a une signification plus restreinte et s'applique à la diminution ou à la perte des facultés intellectuelles, morales et affectives. Elle est consécutive à diverses maladies ou au progrès de l'âge; elle suppose un état mental antérieur relativement ou absolument sain. La « *démence* » constituera donc un motif absolu d'exclusion de la liste électorale, et cela d'autant plus qu'elle est chronique et incurable.

On sait que l'état mental des déments est assez fréquemment invoqué comme cause de nullité de testaments ou d'autres actes de gestion privée. Il serait étrange que leur incapacité civile fût proclamée et admise, alors qu'on leur permettrait de voter sans raison, ce qui peut avoir les conséquences les plus fâcheuses pour les institutions du pays et la marche des affaires.

Revenons à l'idiotie que nous avons indiquée tout à l'heure

comme rentrant dans le tableau des cas d'exclusion.

Chez les idiots, le développement intellectuel ne s'est fait que d'une façon très incomplète, quelquefois il est resté à peu près nul et leur niveau n'est pas supérieur à celui de la brute. Les idiots les plus atteints ne parlent pas, ils n'ont aucune intelligence, un aspect repoussant, divers stigmates physiques ; souvent ont des tics ou se livrent presque constamment à des mouvements sans but.

A côté d'eux les imbéciles qui se caractérisent par un certain arrêt de développement de l'intelligence qui reste rudimentaire. L'imbécile se distingue de l'idiot par l'absence de tout stigmate physique. Les imbéciles sont intermédiaires entre les idiots et les individus d'intelligence médiocre mais encore normale. Certaines de leurs facultés sont inférieures, mais surtout mal équilibrées. Ils manquent de rectitude dans leurs jugements, coordonnent mal leurs idées et agissent suivant des motifs futiles, sans utiliser pour cela comme les normaux, toutes leurs notions acquises.

Pour les idiots, pas d'équivoques, ils rentrent tous dans le cas d'exclusion ; mais pour les imbéciles, cela dépendra du degré.

Il est enfin une dernière catégorie d'individus chez lesquels la responsabilité n'est pas complète car leur conduite révèle dans leurs idées, leurs actes, une étrangeté frappante. Ce ne sont pas des aliénés proprement dits bien que beaucoup le deviennent par la suite. Ce qui les caractérise c'est l'absence ou la diminution du sens moral, l'indifférence pour le bien et le mal, la violence, des instincts pervers : « leur vie est un

« tissu de désordres et d'aventures extraordinaires : caractère fantasque, exalté ; souvent ils ont formé dans leur jeunesse, la population des maisons de correction et « l'effectif des bataillons de discipline ⁽¹⁾ ».

Tous ces individus que l'on a souvent appelé des « fous moraux » sont des « fléaux de famille », des déséquilibrés sans être tout à fait des aliénés, ils échouent souvent, pour finir, à l'asile ou à la prison, mais en attendant, tant qu'ils sont en liberté, il faudrait que l'on pût les empêcher de participer à la direction des affaires publiques par leur vote.

Nous n'avons pas la prétention, par ce court aperçu, de donner une classification rigoureuse des déficiences de l'état mental qui empêchent l'individu d'accomplir les actes de la vie courante d'une façon consciente et réfléchie. La classification en science médicale n'indique que certains types saillants et beaucoup de cas particuliers ne peuvent trouver une place satisfaisante dans les cadres tracés d'avance.

Nous avons tout simplement voulu établir qu'il est des individus dans la société, que la diminution ou l'oblitération des facultés intellectuelles prive d'une partie ou de la totalité de la raison et qui sont dans l'impossibilité manifeste d'exercer valablement le droit de vote. L'absence de toute disposition dans nos lois électorales excluant ces individus du suffrage est une lacune des plus choquantes, car il est inadmissible de la part d'une législation comme la nôtre de s'en remettre de l'avenir des institutions et de la marche

(1) Vibert, *Médecine légale*.

des affaires, aux caprices de l'exaltation et aux conséquences de la folie.

Mais, quels moyens vont nous permettre de rechercher et d'établir, parmi la masse importante des citoyens, l'existence, dans chaque cas particulier, de l'aliénation mentale et le degré d'irresponsabilité qu'elle comporte? Cette tâche est celle du médecin et, de même que l'État impose au corps médical de signaler les cas de maladies infectieuses afin de préserver la société contre la propagation de celles-ci, de même l'État doit imposer à ce même corps médical de signaler les cas d'affections mentales ou d'infériorités mentales notoires chez les individus non internés et qui empêchent ces derniers d'exercer leurs droits politiques en toute conscience et raison comme les normaux.

Les états signalétiques de ces individus devraient être concentrés dans les mairies et chaque année, lors de la revision des listes électorales, la radiation de ceux-ci en serait opérée d'office par les soins de la commission administrative.

Nous n'ignorons pas l'objection qui peut nous être faite et qui ne manque certainement pas de fondement. Si nous nous en remettons ainsi au corps médical de la capacité politique des citoyens, n'allons-nous pas tomber dans l'arbitraire le plus absolu et ouvrir le champ toujours possible à l'erreur? — Nous avons longuement examiné ces conséquences probables et c'est pourquoi nous avons songé à la possibilité d'instituer un jury d'experts médicaux devant lequel, l'individu qui aurait été exclu du vote par suite d'arbitraire ou

d'erreur sur son état mental, et même tout citoyen, pourraient avoir recours contre cette décision. — Et afin que ce jury présente toutes les garanties et sauvegarde le plus entièrement les droits de l'individu, il devrait comprendre, à notre avis : le médecin de la famille de l'intéressé, un médecin choisi par cette dernière et deux autres médecins désignés par l'administration. — Il ne serait pas inutile d'y adjoindre un magistrat qui, à l'exemple du magistrat directeur dans le jury spécial d'expropriation pour cause d'utilité publique (L. 3 mai 1841, chap. II), aurait pour fonctions de diriger les opérations de ce jury et de rendre exécutoire ses décisions, lesquelles devraient être prises à la majorité des voix. En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'intéressé prévaudrait.

Nous estimons qu'ainsi, toutes les causes possibles d'erreur ou d'arbitraire seraient évitées et nous ne doutons pas que cette réforme soit accueillie par le législateur, car il y va de la sécurité et du fonctionnement de nos institutions.

Une autre objection que l'on pourrait nous faire, c'est que si notre législation n'a pas fait de l'aliénation mentale une cause d'incapacité politique, elle exclut du suffrage les citoyens en état d'interdiction judiciaire et que, par ce fait, la plupart des individus dont nous avons parlé et qui se trouvent atteints d'affections mentales notoires seront rayés des listes électorales. Mais, outre que l'interdiction judiciaire n'est prononcée que dans les cas d'imbécillité habituelle, de démence ou de fureur et qu'elle n'atteint pas, par conséquent, les individus dont l'absence ou la diminution du

sens moral empêche de comprendre la portée de leurs actes, les « fous moraux » comme on les appelait; elle doit être provoquée par un parent; aussi, n'est-ce que dans les cas de fureur ou de violences qu'elle est demandée et nous pouvons, sans crainte, avancer que le nombre des aliénés non internés qui sont interdits judiciairement est très faible. Par contre, il est à notre connaissance de nombreux cas de dégénérescence mentale, d'idiotie et autres pour lesquels nous savons que l'interdiction judiciaire n'a pas été demandée, parce qu'il est toujours pénible pour une famille et même difficile de se faire à l'idée de l'incapacité morale d'un des leurs, et tant que la fureur n'est pas venue rendre nécessaire la solution juridique d'une telle situation, les familles s'emploient, c'est certain, à maintenir leurs parents dans un état normal apparent.

Notre conviction est donc que l'aliénation mentale devrait être une cause absolue d'exclusion du suffrage, en dehors de toute autre raison d'interdiction ou d'internement, et que l'existence de cette affection et le degré d'irresponsabilité qu'elle comporte, dans chaque cas particulier, devraient être signalés par le corps médical de la façon que nous avons exposée. L'adoption de ce principe aurait comme résultat inappréciable de débarrasser le corps électoral de tous les éléments inconscients dont le vote, loin d'être d'aucune utilité pour le gouvernement du pays, ne peut être qu'un danger pour les institutions et une cause de perturbations pour la marche des affaires.

Législation comparée.

La plupart des républiques de l'Amérique du Sud ont, par une disposition spéciale de leurs lois électorales, exclu du vote les individus atteints d'aliénation mentale ou d'incapacité physique ou morale enlevant la liberté de la réflexion. C'est ainsi que sont exclus du vote : en Colombie (L. él. 28 avr. 1905, mod. p. L. 18 août 1908), Salvador (Rép. de San) (Const. 13 août 1886), les citoyens atteints d'aliénation mentale notoire ; en Uruguay (L. él. 28 mars 1893, mod. p. L. 21 oct. 1898), les individus physiquement ou moralement incapables de réflexion ; au Paraguay (C. 25 nov. 1870), les citoyens atteints d'une incapacité physique ou morale qui enlève la liberté de la réflexion ; au Nicaragua (C. 30 mars 1905) ceux atteints d'incapacité mentale.

C'est ainsi également qu'au Brésil (L. él. cod. 7 févr. 1894) le droit de vote est suspendu pour incapacité physique ou morale.

D'autres pays comme le Japon, le canton de Berne (Suisse) (C. 4 juin 1893 et L. 29 oct. 1899), ont fait de l'aliénation une cause d'exclusion du suffrage.

En Italie, l'incapacité légale pour infirmité d'esprit exclut du vote.

Enfin en Belgique (L. 12 avr. 1894) l'internement pour aliénation mentale suspend l'exercice du suffrage.

Quant à l'interdiction judiciaire ou la mise en tutelle pour cause de maladie mentale, elle entraîne, dans toutes les autres législations l'incapacité électorale.

CHAPITRE III

INCAPACITÉS RÉSULTANT DE CONDAMNATIONS JUDICIAIRES

La participation aux affaires publiques nécessite incontestablement, chez ceux qui doivent l'exercer, une moralité parfaite; aussi toutes les législations ont-elles posé que certaines condamnations judiciaires ou certains faits publics, portant atteinte à l'honorabilité de l'individu, entraîneraient la déchéance des droits politiques.

Cette exclusion du suffrage est commandée par de nombreuses raisons dont la première est la dignité du corps électoral. Quel rôle plus noble et plus honorifique pour l'individu que de participer au gouvernement de son pays, mais pour l'exercice duquel il est nécessaire d'avoir plus de moralité et de conscience? Nous n'en sommes plus à la théorie de Rousseau⁽¹⁾ et de quelques-uns de ses disciples à la Révolution qui voyaient dans le droit de vote : un droit naturel, inaliénable et sacré, que rien ne peut ôter aux citoyens. Le

(1) *Contrat social*, liv. IV, ch. I.

vote, au contraire, est une fonction sociale que l'individu a le droit d'exercer tant qu'il en est digne.

Cette exclusion de suffrage s'impose encore dans l'intérêt social. Par le vote, en effet, l'électeur règle non seulement ses intérêts personnels, mais il concourt également au règlement des intérêts de ses concitoyens; ne conçoit-on pas alors que pour prendre part à cette administration, il faille une probité entière? C'est du vote, aussi, que dépend le fonctionnement et l'avenir des institutions démocratiques et il est incontestable que si l'électeur n'a pas la conscience voulue pour bien voter, ceux-ci ne pourront être que compromis.

Enfin, que pourrait-on attendre d'utile, dans la gestion des affaires publiques, des individus dont le sens moral est oblitéré ou qui sont même animés d'instincts antisociaux? C'est pour toutes ces raisons que la nécessité s'impose à tous les pays, et plus particulièrement à une Démocratie, d'exclure du suffrage tous ceux qui s'en sont rendus indignes.

Mais l'indignité ne peut se juger sur la personne, ce sera, au contraire, toujours d'après les actes que l'on pourra la déduire. Il importe donc à toute législation électorale, afin de ne pas tomber dans l'arbitraire, de déterminer d'une façon aussi précise et complète que possible, les faits dont l'accomplissement entraînera pour l'individu la perte du vote.

Dans notre législation, le texte fondamental, déterminant les causes d'indignité électorale, est le décret organique du 2 février 1852 (art. 15), modifié par les lois postérieures sur cette matière. D'après l'étude minutieuse que nous en avons

faite, nous pouvons conclure que ces dispositions, quoique assez complètes, ont le défaut de n'établir pour certains délits que des incapacités temporaires alors que l'indignité résulte toujours de l'état moral de l'individu et doit subsister tant que celui-ci ne s'est pas régénéré. Cette critique a plus d'importance encore, à présent, que la loi du 5 août 1899 modifiée par celle du 11 juillet 1900, est venue réduire presque toutes les incapacités perpétuelles⁽¹⁾ en incapacités temporaires, en réhabilitant dans leurs droits électoraux les individus qui en avaient été déchus par suite d'une condamnation quelconque à l'emprisonnement, après un temps variant de dix à vingt ans suivant l'importance de la peine.

Il est absolument inadmissible, de la part du législateur, de supposer que l'individu dont l'indignité a été reconnue par les tribunaux, s'est relevé de cette déchéance par ce simple fait qu'il s'est écoulé un certain laps de temps sans que celui-ci ait encouru une nouvelle condamnation. Il se peut très bien, en effet, que l'individu se maintienne pendant ce temps afin de bénéficier des dispositions qui le replaceront dans son état social antérieur. Il se peut également que, sans avoir subi une condamnation nouvelle, cet individu n'ait pas toujours conformé ses actes avec les principes de la moralité et de la justice ; la répression, en effet, n'atteint pas tous les actes condamnables, il en est au contraire qui lui échappent par suite des circonstances, de l'absence de preuves ou de

(1) Ne subsistent comme incapacités électORAles perpétuelles que celles résultant de peines criminelles.

toute autre cause. Nous estimons donc que lorsqu'un citoyen a été déchu du droit de vote, par suite d'une condamnation judiciaire entraînant la privation de ce droit, celui-ci ne saurait lui être rendu qu'après qu'il aura donné la preuve qu'il s'est amendé et que sa réhabilitation aura été prononcée par les tribunaux mêmes qui l'avaient condamnés.

C'est une grave erreur de replacer dans le corps électoral automatiquement et par le seul effet du temps écoulé, des citoyens qui en avaient été exclus pour indignité. Si, en effet, lors de la première inscription sur les listes électorales, la loi présume l'individu digne d'exercer le suffrage, c'est que celui-ci n'en a pas encore donné la preuve contraire ; mais si, par la suite, cet individu est déclaré judiciairement indigne de prendre part au vote, il est évident qu'il ne pourra, dans l'avenir, être replacé dans son droit que s'il est jugé digne de l'exercer à nouveau. Et, à notre avis, nulle autre autorité ne saurait relever l'individu de sa déchéance que les tribunaux mêmes qui l'en avaient frappé.

Malheureusement, l'humanitarisme moderne et les tendances malencontreuses de certains démocrates ont abouti à la négation de ces principes, et nous en sommes arrivés à ce point que jamais la nécessité de moraliser le suffrage universel n'est apparue plus manifeste qu'aujourd'hui et que jamais il n'a inspiré plus d'inquiétudes pour l'avenir de nos institutions. C'est qu'en effet, le gouvernement dans une Démocratie dépend étroitement de la composition même du corps électoral ; il importe donc, au plus haut point, d'assurer à ce dernier une moralité parfaite, afin d'offrir à l'intérêt

social les garanties les plus sûres. Mieux vaut infiniment que la législation en cette matière soit un peu sévère que trop indulgente ; il importe peu que quelques individus ne prennent pas part au vote, alors qu'il est de toute nécessité que le bulletin de vote ne soit pas remis en des mains indignes.

Nous n'ignorons pas les raisons qui ont déterminé le législateur de 1899 à se départir de ces principes. Outre qu'elles résultent d'un humanitarisme exagéré, elles ne nous paraissent aucunement fondées. La réhabilitation de droit aurait été instituée afin d'éviter au condamné la publicité dont était entourée la réhabilitation judiciaire, laquelle pouvait avoir le grave désagrément de révéler au public le véritable état social de l'individu, alors que les faits qui ont motivé sa condamnation ont peut-être été oubliés. Mais, est-ce que, dans un autre ordre d'idées, on ne craint pas de faire connaître et d'étaler au public, par des enquêtes très serrées, la situation et voire même les idées et les opinions de celui qui sollicite une dispense pour une période d'instruction militaire, par exemple, ou le bénéfice d'une faveur quelconque du gouvernement. Nous admettons qu'un gouvernement a le droit et même le devoir de s'entourer de toutes les garanties et de s'assurer des sentiments de tous les citoyens ; mais alors, est-ce que cette nécessité ne se fait pas ressentir au plus haut point lorsqu'il s'agit d'individus qui ont fauté contre la morale et la justice et auxquels on est sur le point de rendre les droits les plus importants des droits politiques, c'est-à-dire les droits électoraux ?

On ne saurait juger du relèvement moral d'un individu que

sur des faits et des renseignements positifs et si, au lieu de supprimer purement et simplement ces moyens d'appréciation, à cause de leur longueur et de leur publicité, on s'était attaché à rendre la procédure de la réhabilitation judiciaire plus accessible et plus discrète, on aurait plus fait pour la moralité du corps électoral qu'en ouvrant ainsi la porte à l'arbitraire et à l'erreur.

Nous reprochons également à notre législation d'exiger pour un grand nombre de délits, une condamnation supérieure à une certaine durée d'emprisonnement pour entraîner l'incapacité, comme si l'indignité électorale devait dépendre plus de la durée de la peine et de la sévérité ou de l'indulgence du juge que de la *nature du délit*. Il en est ainsi pour les délits électoraux, pour ceux de l'art. 15, § 10 et celui du § 4 du même article, lequel comprend la tromperie et les falsifications (non nuisibles à la santé) des denrées alimentaires et n'entraîne l'incapacité que si la condamnation est de trois mois d'emprisonnement au moins. Peut-on concevoir qu'un individu condamné pour faits de corruption électorale ou de falsifications de marchandises soit encore admis à voter par la raison que la condamnation est inférieure à trois mois d'emprisonnement? Cela est surtout frappant pour le délit *d'outrage aux bonnes mœurs* qui, après avoir été compris dans le décret de 1852 comme entraînant l'incapacité électorale perpétuelle, n'entraîne plus depuis la loi du 7 avril 1908 qu'une incapacité temporaire de cinq ans et seulement dans le cas où l'emprisonnement est supérieur à six jours. Quel autre délit pourrait dénoter,

chez l'individu, une plus grande absence de moralité, par le seul fait de son accomplissement et quelle que soit la durée de la peine encourue? Et pourtant, le législateur n'a pas craint de réserver toute sa sollicitude pour les coupables de ce délit.

D'un autre côté, n'est-il pas étonnant qu'il faille deux condamnations en police correctionnelle pour ivresse publique, pour entraîner la perte du droit de vote? (L. 23 janv. 1873, art. 3). Un homme qui se dégrade au point d'encourir une condamnation pour *ivresse manifeste*, ne devrait-il pas être déclaré indigne d'exercer les droits de citoyen et de prendre part aux affaires publiques?

L'erreur la plus grave de notre législation est, à notre avis, d'avoir admis à la réhabilitation les condamnés qui se sont soustraits à l'exécution de leur peine et qui l'ont prescrite; car, si le législateur a pu supposer que l'individu qui a encouru une première condamnation, s'est amendé après qu'un certain laps de temps s'est écoulé sans incident, cette supposition ne peut certes pas avoir lieu, dans le cas où le condamné a poussé l'inconscience jusqu'à se soustraire à sa peine, car la première preuve qu'un condamné cherche à se relever de sa déchéance c'est lorsqu'il accomplit intégralement et dans des conditions irréprochables, la peine qu'il a encourue.

Pour nous, une législation électorale bien comprise devrait spécifier aussi complètement que possible, en dehors des crimes, les délits qui, par le seul fait qu'ils entraîneraient la peine de l'emprisonnement, priveraient le citoyen du droit

de vote. Mais pour ce faire, il serait indispensable de réserver la peine de l'emprisonnement aux délits *intentionnels* et de n'appliquer aux délits non intentionnels que des peines qui, quelque nom qu'elles porteraient, n'auraient pas un caractère infamant. Il faudrait, de plus, ne rendre à l'individu qui en aurait été déchu, ses droits politiques que lorsqu'il aurait été réhabilité judiciairement. Nous aurions ainsi un corps électoral présentant des garanties de moralité plus certaines que celui que nous avons aujourd'hui et capable d'assurer au pays un gouvernement parfait et durable.

Législation comparée.

Le fait le plus intéressant pour nous est de constater que la réhabilitation de droit est jusqu'alors restée inconnue dans les législations étrangères. Les incapacités électorales qui accompagnent certaines condamnations judiciaires sont parfois temporaires, mais le plus souvent elles sont perpétuelles. L'exemple le plus frappant nous est donné par l'Égypte : la loi du 1^{er} mai 1883 a, en effet, posé comme principe que les incapacités résultant des condamnations qu'elle spécifiait étaient perpétuelles et n'a aucunement admis d'incapacités temporaires.

C'est ainsi, également, que de nombreuses législations ont exclu du vote les condamnés pour crimes et délits qu'elles mentionnent jusqu'à leur réhabilitation judiciaire ; telles sont : la Bavière, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Grand-Duché de Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède, le Wurtemberg, l'Uruguay, etc.

D'autres, telles que l'Islande (L. él. du 3 oct. 1903) et la plupart des républiques de l'Amérique du Sud, ont posé cette condition à l'exercice du suffrage, vague il est vrai, mais excluant certainement du vote tous ceux qui ont encouru une peine infamante : de jouir d'une bonne réputation.

Enfin quelques-unes ont établi, *pour les condamnations correctionnelles* qu'elles déterminent, des incapacités temporaires variant suivant la durée de la peine, ou ont spécifié que l'incapacité électorale durerait autant que la peine prononcée. En Belgique, par exemple, l'incapacité résultant de délits, n'est que temporaire et cesse vingt ans, dix ans, cinq ans après la condamnation, suivant la durée de la peine (L. 12 avr. 1894, art. 2). En Autriche, l'incapacité cesse après une période de cinq ans (L. 26 janv. 1907). Dans d'autres pays comme l'Espagne, la Hongrie, la Serbie, l'incapacité ne dure que le temps de la condamnation, pour les délits.

En résumé, la nécessité d'assurer, par des dispositions législatives très complètes, la moralité du suffrage ne s'impose dans nul autre pays plus fortement que dans une Démocratie ; car sous un tel régime, le gouvernement et les institutions politiques du pays dépendent étroitement de ceux qui exercent le suffrage et de la manière dont celui-ci est exercé. Nous ne doutons donc pas que notre législation entre avant peu et par la force même des choses, dans la voie des réformes que nous avons proposées sur ce point.

CHAPITRE IV

INCAPACITÉS RÉSULTANT DE LA FAILLITE

« Voter, nous dit l'éminent publiciste belge Émile de Laveleye, c'est prendre part au gouvernement et à l'administration des intérêts de tous. La première condition à l'exercice du droit de suffrage est donc la capacité de discerner quelles sont les lois favorables et à l'intérêt même de celui qui vote et à l'intérêt de tous... ⁽¹⁾ ».

Cette capacité, la loi la présume chez le citoyen, car il est naturel de supposer que l'individu arrivé à un certain âge est capable de comprendre ses intérêts et de discerner quelles sont les conditions les plus favorables pour l'administration générale de ceux-ci. Mais il peut arriver que certains citoyens n'aient pas la compréhension nécessaire pour bien gérer leurs propres affaires et se démontrent, par là même, incapables de gérer dans de meilleures conditions les affaires publiques : c'est ce qu'il arrive toutes les fois qu'un citoyen

(1) Émile de Laveleye, *Le Gouvernement dans la démocratie*, t. II, p. 19.

est déclaré en faillite ou en déconfiture, suivant qu'il est commerçant ou non.

Pourtant notre décret organique de 1852, dans son art. 15, § 17, ne s'est occupé que des commerçants dont l'incapacité les a conduits à la faillite, en les excluant des listes électorales jusqu'à leur réhabilitation. C'est là une lacune incompréhensible dans notre législation. Mais ces dispositions sont encore bien plus insuffisantes, à présent, qu'une série de lois sont venues successivement atténuer l'incapacité électorale résultant de la faillite jusqu'à la réduire à une durée de trois années (chose insignifiante) à dater de la déclaration de celle-ci (L. 23 mars 1908, art. 1).

Nous savons bien que la législation de 1852 était trop dure parce qu'elle ne faisait aucune distinction entre le commerçant malheureux et celui qui a été imprudent ou coupable. Il y avait quelque chose à faire dans ce sens, mais ce n'est pas à dire qu'il fallait aller jusqu'à réserver toute sa sollicitude pour ceux qui, pour des causes impardonnables, se sont mis dans l'impossibilité de remplir leurs engagements. Sans vouloir reprendre l'idée, aujourd'hui disparue, que la faillite entraîne l'infamie, il est incontestable que celui qui a donné judiciairement la preuve qu'il est incapable d'administrer ses propres affaires, ne doit pas participer dans une mesure quelconque à l'administration des affaires publiques.

Comment pourrait-on concevoir, en effet, que celui auquel manquent les qualités nécessaires pour gérer ses intérêts privés, puisse participer à la gestion des intérêts publics, pour laquelle il est besoin d'un sens encore plus éclairé et d'un

esprit encore plus clairvoyant? — Notre conviction est qu'on ne saurait laisser à ces individus le droit de suffrage parce que leur participation aux affaires publiques ne peut être que mauvaise et funeste pour les institutions du pays.

L'adoucissement qu'il était utile de voir apporter aux dispositions du décret de 1852, l'a été par la loi du 4 mars 1899. Nous avons vu ⁽¹⁾, en effet, que cette loi avait organisé une procédure spéciale de règlement de compte entre les créanciers et le débiteur présumé de bonne foi, à laquelle elle avait donné le nom de liquidation judiciaire. — Cette procédure, à la différence de celle de la faillite, a pour but de maintenir le débiteur à la tête de ses affaires et de ne lui faire encourir que de très légères incapacités. Le commerçant en état de cessation de paiement qui, sur sa requête, en obtient le bénéfice, n'encourt plus de ce fait que la perte de l'éligibilité et conserve ses droits électoraux. Cette législation, à la rigueur, aurait pu donner de bons résultats si les tribunaux en avaient réservé l'application aux débiteurs dont la bonne foi n'est pas douteuse et qui ont été victimes de causes indépendantes de leur volonté; mais ces idées, malheureusement, n'ont pas été suivies par les juridictions commerciales et nous pouvons, sans crainte, affirmer que le bénéfice de la liquidation judiciaire est accordé aujourd'hui trop largement, et à des commerçants mêmes dont la faillite résulte entièrement de leur imprudence.

Cette institution qui, dans la pensée du législateur, devait

(1) Voir page 80.

servir uniquement à sauver de la déchéance le commerçant malheureux, a été ainsi détournée de sa véritable destination et produit, au point de vue électoral, les résultats les plus regrettables car elle contribue à laisser le suffrage à des citoyens qui, logiquement, sont incapables de l'exercer utilement.

Mais l'erreur la plus impardonnable à notre avis, est celle qui a été commise par les lois des 30 décembre 1903 et 23 mars 1908; la première, en restituant le droit de vote aux faillis dix ans après le jugement déclaratif, sans que ceux-ci aient besoin de donner aucune preuve de leur relèvement ou de leurs efforts et sans même qu'ils soient réhabilités; la seconde, en abaissant cette période à trois ans à dater de la déclaration de la faillite.

Cette erreur vient, selon nous, de la conception même que le législateur a eue jusqu'à présent de la déchéance électorale attachée à la faillite. Celle-ci, pour lui, est une peine comme celle qui s'attache aux condamnations judiciaires entraînant l'indignité, et alors il n'est pas étonnant que, ayant abandonné cette idée que la faillite est un acte condamnable entraînant l'infamie, le législateur ait réduit cette incapacité à une très faible durée et que, poursuivant sa pensée, il ne vienne un jour à la supprimer complètement.

Cette erreur vient également de la conception que nous avons du droit de suffrage. Nous ne pouvons nous défaire de cette idée que le vote est un droit naturel, inhérent à la personne et que ce n'est que dans les cas d'indignité absolue que le citoyen peut être privé de l'exercice de ce droit.

Alors que, bien au contraire, le droit de suffrage n'est autre qu'un droit public, que le citoyen tire, non de lui-même, des nécessités de son existence ou de son développement personnel, mais de la Constitution et pour le bien de l'État, et dont l'exercice doit lui être enlevé dans tous les cas où il s'en montre incapable⁽¹⁾.

Reportant alors ces principes dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire la faillite, n'est-ce pas là la démonstration indubitable de l'incapacité politique de l'individu ; celui, en effet, qui n'a pas su gérer ses propres affaires est-il capable de diriger celles des autres ? Évidemment non. Ce n'est donc pas une *peine* que l'exclusion du vote des citoyens qui, de leur propre faute, se sont mis dans l'impossibilité de remplir leurs engagements, et qu'il s'agit d'infliger comme châtiment d'une conduite immorale ou malhonnête⁽²⁾, c'est tout simplement la *destitution* d'un droit public pour la raison que le titulaire s'est montré incapable de l'exercer, mais destitution qui s'impose dans l'intérêt général, et dans celui aussi de la sécurité de nos institutions.

Notre législation électorale, pour être complète, ne saurait manquer d'en revenir aux principes de 1852, et de déclarer déchus du droit de vote les citoyens qui auront été déclarés en faillite ou en déconfiture⁽³⁾, jusqu'à ce qu'ils aient donné la preuve qu'ils se sont relevés de leur incapacité, par le

(1) V. en ce sens Bluntschli, *La politique*, traduite par A. de Riedmatten.

(2) Excepté dans les cas de banqueroute simple ou frauduleuse.

(3) La déconfiture est la faillite des non-commerçants.

paiement intégral de leurs dettes ou des dividendes promis lorsqu'ils auront obtenu un concordat.

La loi du 23 mars 1908 est sur ce point absolument inadmissible en réhabilitant de plein droit le failli ou le liquidé judiciaire, qu'il ait ou non acquitté ses dettes ou payé les dividendes promis et sans avoir même obtenu de ses créanciers la remise de ses dettes ou leur consentement, dix ans après la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire ⁽¹⁾. Car, comment peut-on supposer que, dans cet état de choses, l'individu soit digne d'intérêt? N'est-ce pas la principale obligation de tous de remplir ses engagements ou de payer ses dettes, et une obligation dont on ne saurait décharger les individus, sous aucun prétexte, sans risquer d'annihiler chez eux tout sentiment de moralité et de justice? Surtout que dans le cas qui nous occupe, cette obligation se réduira souvent à peu de chose : au paiement de dividendes, généralement peu élevés.

La seule exception que nous admettions à ce principe, celle qui a été faite par la loi norvégienne du 30 avril 1898, modifiée par celle du 8 juillet 1908, c'est : « lorsque la faillite ou la déconfiture résulte d'un événement d'incendie ou de quelque autre accident justifié de force majeure ».

En dehors de ces cas, la faillite ou la déconfiture devrait toujours entraîner la destitution du droit de vote jusqu'à ce que le citoyen ainsi déchu ait payé intégralement ses dettes ou les dividendes promis.

(1) V. p. 83.

Notre législation, par là, contribuerait non seulement à assurer au corps électoral une moralité parfaite, mais aussi une capacité certaine, car il est incontestable que celui qui a su gérer son patrimoine ou se libérer de ses dettes par ses efforts personnels, a toutes les qualités nécessaires pour voter avec discernement et dans son intérêt même et dans l'intérêt de tous.

Législation comparée.

La plupart des législations de l'Europe ont admis, comme cause de déchéance des droits politiques, la faillite ou la déconfiture.

En Bavière, en effet, Égypte, Espagne, Grèce, Hongrie, Japon, Grand-Duché de Luxembourg, Roumanie, Russie et Wurtemberg, la loi déclare exclus du vote les faillis non réhabilités.

Sont exclus également du suffrage en Suède : les faillis tant qu'ils n'ont pas remboursé intégralement leurs créanciers ; en Finlande : les commerçants et débiteurs civils atteints par la faillite ; aux Pays-Bas : les faillis et les personnes en déconfiture jusqu'à la réhabilitation ; en Italie et dans le Grand-Duché de Bade (L. 24 août 1904) : les faillis tant que dure l'état de faillite ; enfin dans les territoires de Lübeck et de Hambourg, les constitutions des 5 avril 1875 et 13 octobre 1879 (art. 31) excluent de l'électorat les faillis jusqu'à ce qu'ils aient *entièrement* désintéressé leurs créanciers.

En Norvège, l'électorat est suspendu en cas de faillite,

sauf lorsque celle-ci résulte d'un incendie ou d'un autre accident survenu par un cas de force majeure.

En Belgique, le vote est suspendu chez les citoyens qui sont en état de faillite déclarée; mais cette suspension ne peut toutefois excéder 10 années.

La plupart des législations cantonales de la Suisse limitent l'incapacité à 5 ou 10 ans à dater de la déclaration de faillite.

Quant aux législations des divers pays d'Amérique du Sud, elles excluent du suffrage ceux qui sont en état de faillite déclarée.

Seulement, dans les pays comme l'Allemagne et la généralité des États particuliers, où la faillite s'étend aux non-commerçants, l'Autriche, le Danemark, le canton de Genève (Suisse) (Const. 24 mai 1847, mod. par L. 21 mars 1874), l'Islande et la Serbie, l'incapacité est limitée à la durée de la procédure de concours. L'incapacité peut donc prendre fin par le concordat, par la vente des biens ou l'insuffisance d'actif. Ce système est mauvais parce qu'il favorise le débiteur insouciant ou malhonnête.

Enfin, en Angleterre, où la procédure de faillite s'étend également aux non-commerçants, le failli ne perd que l'éligibilité et reste électeur (Act 6 déc. 1884, art. 32), c'est là une distinction peu compréhensible.

**Incapacité électorale des individus pourvus
d'un conseil judiciaire.**

Nous avons cru bon d'adjoindre ce paragraphe au chapitre de la faillite, parce que, à l'exemple de celle-ci, l'incapacité électorale que nous voulons faire découler de la dation d'un conseil judiciaire par les tribunaux aux prodigues, a pour cause l'incapacité de ces derniers.

N'est-il pas illogique, de la part de notre législation, d'interdire aux prodigues d'administrer seuls leur patrimoine et de leur adjoindre, à cet effet, un conseil (art. 513 et suiv. C. civ.), alors qu'elle leur reconnaît, le plus entièrement, le droit de prendre part à l'administration des affaires publiques⁽¹⁾; car les fautes qu'ils pourront commettre dans la gestion de celles-ci auront une portée bien plus grande et bien plus générale encore que celles commises dans l'administration de leurs affaires privées.

Comment peut-on concevoir, en effet, que l'individu chez lequel l'absence de compréhension ou l'instinct de la prodigalité va jusqu'à lui faire méconnaître ses propres intérêts, ait les qualités nécessaires pour gérer ceux des autres? Il est certain que ces individus ne sont pas capables de contribuer utilement à la gestion des affaires publiques et, nous disons plus, nous sommes persuadés que leur participation ne peut

(1) Nous avons vu, en effet, page 77, que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire pouvait réclamer son inscription sur les listes électorales, sans l'assistance de son conseil.

s'exercer que dans un sens contraire aux principes d'économie et de prévoyance indispensables pour le bon ordre et la conduite des affaires.

Qu'on ne nous objecte pas que l'électeur, par son vote, ne prend pas une part directe à la gestion des affaires publiques, qu'il s'agit seulement pour lui de discerner parmi ses concitoyens les plus capables et les meilleurs et qu'alors sa prodigalité n'aura aucune influence sur celles-ci. Car, ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est du choix que l'électeur fera des personnes qui devront diriger les affaires que dépend la manière dont celles-ci seront gérées, et comme pour opérer ce choix il faut être à même d'apprécier les qualités de ceux qui se présentent aux suffrages, il est évident que si on ne possède aucune de ces qualités, on sera dans l'impossibilité manifeste de juger si elles existent chez d'autres et en conséquence d'opérer un choix juste et bon, ce qui, bien certainement, ne pourra avoir que des conséquences fâcheuses pour la marche des affaires.

Une nation soucieuse de ses intérêts et de l'administration de ceux-ci, ne saurait donc manquer, à notre avis, d'exclure du vote les individus auxquels les tribunaux ont interdit de gérer leur fortune sans l'assistance d'un conseil nommé par ces derniers, par suite des fautes qu'ils ont pu commettre et qui, s'ils restaient livrés à eux-mêmes, compromettraient irrémédiablement leur patrimoine, autrement dit les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire.

Législation comparée.

De nombreuses législations ont exclu du suffrage les personnes pourvues d'un conseil judiciaire. Il en est ainsi dans le canton de Genève (Const. 24 mai 1847, mod. par L. 21 mars 1874), en Grèce (L. él. 5 sept. 1877, mod. par L. 23 mai 1907), Danemark, Finlande, Grand-Duché de Bade, Hongrie, Italie, Islande, Norvège, Serbie, Suède, Wurtemberg, et dans la plupart des pays de l'Amérique du Sud.

Il est certain également que dans les pays où, ainsi que nous l'avons déjà vu, la loi exige pour l'exercice du vote de jouir d'une bonne réputation, et dans ceux aussi où la loi exclut du suffrage les individus incapables physiquement ou *moralement*, les prodigues ne doivent pas être admis au vote.

Quoi qu'il en soit, une disposition spéciale de notre législation électorale retirant l'exercice des droits politiques aux individus pourvus d'un conseil judiciaire est nécessaire, afin de ne pas risquer de compromettre la gestion des affaires publiques.

CHAPITRE V

INCAPACITÉS RÉSULTANT DE L'ÉTAT SOCIAL DES PERSONNES

§ I. — **Non-contribution aux charges publiques.**

Le gouvernement et l'administration d'un pays entraînent, c'est certain, des dépenses nombreuses, proportionnelles à l'importance et à la situation de ce dernier ; elles constituent ce que l'on appelle : les charges publiques.

La Révolution de 1789, en transportant la souveraineté du Roi au peuple, a donné, en même temps qu'elle les unifiait, une signification nouvelle à ces charges publiques. Sous l'ancien régime, en effet, le souverain était considéré comme le domanier direct de tout son territoire, et les frais qui pouvaient résulter de l'entretien des divers services publics étaient à sa charge personnelle. Il percevait bien différents impôts pour subvenir à cet entretien, mais ceux-ci étaient perçus moins en vertu d'un droit de souveraineté comme puissance publique, que d'un droit de propriété.

La Révolution fit surgir avec elle de nouvelles idées ; la première est une idée de bon sens, presque évidente : c'est

que la puissance publique et le gouvernement qui l'exerce, n'existent que dans l'intérêt de tous les membres qui composent la nation ; la seconde, conséquence incontestable de la précédente : c'est que ce qui est établi dans l'intérêt de tous doit être réglé par les intéressés, parce que c'est le meilleur moyen pratique d'assurer la bonne administration des intérêts généraux. C'est sous cet aspect que la souveraineté fut reconnue au peuple et c'est ainsi qu'elle s'est maintenue dans le monde des idées, presque sans interruption jusqu'à nous.

Mais en reconnaissant et en proclamant la souveraineté nationale, la Révolution fit incomber par-là même les dépenses de l'administration du pays à ceux qui devaient prendre part à l'exercice de la puissance publique, c'est-à-dire aux citoyens.

La contribution aux charges publiques ressort donc comme une conséquence évidente et inéluctable de la participation à la gestion des intérêts généraux, et nous sommes plus qu'étonnés de voir que notre législation n'a pas fait du paiement de cette contribution, une condition *sine qua non* de l'exercice du suffrage ; parce que, tout d'abord, c'est une condition qui n'a rien d'antidémocratique, puisqu'elle est largement accessible à tous dans les mêmes conditions, sans distinction de fortune, ni de classe, sans privilège ; parce qu'ensuite, il est absolument illogique, injuste et antisocial que des citoyens qui ne contribuent pour aucune part aux charges publiques, puissent, néanmoins, par leurs votes, régler à leur fantaisie les dépenses de leurs concitoyens, et

disposer ainsi librement et sans responsabilité de l'argent des autres.

Nombre d'auteurs éminents, d'ailleurs, bien que partisans du suffrage universel, partagent absolument notre opinion. « Reconnaître à ceux qui ne paient pas d'impôts, dit Stuart Mill, le droit de disposer par leurs votes de l'argent d'autrui, c'est la même chose que de permettre aux gens de fouiller dans la poche de leurs voisins pour tout objet qu'il leur plaira d'appeler un objet public⁽¹⁾ ». — « Tous les services publics, qu'il s'agit d'entretenir et de diriger, dit d'autre part M. Villey, ne peuvent fonctionner qu'à la condition que tous les citoyens supportent chacun leur quote-part des charges qu'ils entraînent; ceux qui ne participent pas à ces charges vivent, en réalité, aux dépens des autres membres de la société, et il est inadmissible qu'ils soient appelés à régler les dépenses publiques en laissant aux autres membres de la communauté le soin de les payer ».

Remarquons enfin que la contribution de tous, dans la mesure de leurs facultés, aux charges publiques est un devoir qui résulte de l'exercice de la souveraineté, et ceux qui ne remplissent pas ce devoir se placent d'eux-mêmes en dehors du droit commun.

On pourrait bien nous objecter que les impôts consistent, dans une notable mesure, chez nous comme dans plusieurs autres pays, en taxes indirectes établies sur les consommations

(1) Stuart Mill, *Le gouvernement représentatif*.

(2) Villey, *Législation électorale comparée*, p. 62.

et que, sous cette forme, toute la population sans exception, est soumise à l'impôt, tous supportent une quote-part des charges publiques. — Mais nous ne retenons comme véritables contributions aux charges publiques que les impôts directs, car, outre que ce sont eux qui dégagent le mieux l'idée de souveraineté, ce sont eux également qui se font le plus ressentir chez le contribuable et qui lui donnent la notion juste et exacte des dépenses occasionnées par l'administration de la fortune publique parce qu'elle le frappe annuellement et proportionnellement. Tandis que les impôts et les taxes indirectes, elles, n'atteignent le citoyen qu'à l'occasion de sa consommation et celui-ci peut, de sa propre volonté, s'en exempter, au moins partiellement; mais en tout cas, elles ne se font ressentir chez lui, c'est le cas de le dire, qu'indirectement; c'est, pour employer la figure de M. Berthélemy, comme la pluie fine qui tombe sans mouiller; on ne se rend pas exactement compte de leur importance, et les personnes qui, à notre avis, ne se trouvent soumises qu'à ces impôts, ne peuvent se faire une juste idée des charges publiques et ne seront arrêtées, pour ainsi dire, par aucun frein dans les dépenses.

Même dans l'état actuel donc, nous nous en tenons aux impôts directs, parce qu'ils marquent, d'une façon plus évidente, la contribution des citoyens aux charges publiques, et qu'ils sont la conséquence inéluctable de l'exercice de la souveraineté. C'est pourquoi nous demandons que le paiement de ces impôts soit exigé de tous les électeurs.

Législation comparée.

Nombreux sont les pays qui ont posé comme condition à l'électorat : le paiement de l'impôt. Tels sont la Bavière, l'Espagne, la Finlande, le Grand-Duché de Bade, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Roumanie, le Royaume de Saxe, la Serbie, la Suède et plusieurs cantons de la Suisse comme ceux de Zug et du Tessin.

Mais le fait le plus intéressant pour nous est de constater que toutes les républiques, y compris le Portugal, exigent des électeurs : *le paiement annuel de l'impôt.*

Le paiement d'une contribution quelconque est également inscrit dans les législations des États de Connecticut, Delaware, Georgie, Massachusetts, New-Hampshire, Pennsylvanie et Tennessee (États-Unis), comme condition nécessaire à l'exercice du vote.

Nos lois électorales montrent donc sur ce point, d'une façon évidente, une grave lacune, car il est incontestable qu'on ne saurait prendre part à l'exercice de la puissance publique sans en supporter *directement* les charges.

C'est pourquoi nous espérons fort que lorsque notre législation viendra à être révisée, et la nécessité s'en fait de plus en plus ressentir, le paiement annuel de l'impôt y sera inscrit comme condition indispensable de l'électorat.

§ II. — Assistés.

Une dernière catégorie d'individus que nous voudrions voir écartés du suffrage, ce sont les assistés.

Cette exclusion se justifie par de nombreuses raisons dont la première est l'état d'infériorité et de dépendance dans lequel se trouvent ces individus et qui rend leur vote plus que suspect. C'est ensuite parce que leurs suffrages constituent une proie toute prête pour la corruption électorale, et enfin parce que vivant aux dépens de la communauté, ils ne supportent aucune part des charges publiques et ne sauraient, par là même, régler les dépenses auxquelles ils ne participent pas.

D'autre part, quels intérêts personnels peuvent avoir à défendre ceux auxquels l'État pourvoit à leurs besoins? Évidemment aucun. Il est donc sans conteste que, non seulement ces individus n'ont aucune nécessité à exercer le vote, mais aussi qu'ils ne peuvent prendre part à l'exercice de la puissance publique, puisqu'ils vivent aux dépens de la société et ne peuvent contribuer d'aucune façon à assurer et les différents services et l'administration du pays.

Notre législation est donc, encore à cet égard, tout à fait insuffisante, et cette lacune est des plus graves au point de vue pratique, car il est certain que ces éléments du corps électoral ne peuvent être qu'une cause de corruption et de perturbation pour les consultations populaires.

Mais il n'est pas inutile, pour nous, de dire ce que nous entendons par « assistés ». Il est évident que rentrent tout

d'abord dans cette catégorie les individus recueillis par les établissements publics d'assistance ; mais il y a lieu aussi d'y faire rentrer ceux qui sont à la charge d'établissements privés du même genre, car, au fond, l'assistance leur vient toujours de la société.

Non seulement donc, nous croyons pleinement justifiée l'exclusion de ces personnes du suffrage, mais celle-ci ne peut, à notre avis, laisser place à l'arbitraire ni à l'erreur, car les caractères distinctifs et les faits qui serviront de base à cette exclusion sont certains et manifestes.

Législation comparée.

Le droit de vote est refusé, à ceux qui sont secourus par l'assistance publique, par les législations de la plupart des cantons suisses, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bavière, du Brésil, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, du Grand-Duché de Bade, du Grand-Duché de Luxembourg, de l'Italie, de l'Islande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Prusse, de la Roumanie, de la Saxe et du Wurtemberg.

L'exclusion de ces individus du suffrage va d'elle-même et notre pays est un des rares qui n'aient pas compris, qu'une fois qu'un citoyen ne participe plus à l'activité nationale et vit au contraire aux dépens de la communauté, il n'a plus le droit de prendre part à l'administration des intérêts de celle-ci.

CONCLUSION

Les données fournies par la législation comparée n'ont fait que confirmer la légitimité des réformes que nous venons de proposer et pour lesquelles militent les plus graves raisons. Ce que doivent être ces réformes, on l'a vu exposé en détail avec une démonstration pour chaque point. Elles sont d'autant plus nécessaires à présent, que le législateur, loin de compléter notre législation afin d'arriver à une réglementation plus judicieuse de l'électorat, s'est efforcé par une série de dispositions que nous avons examinées, d'en annihiler les principaux effets au point que le suffrage se trouve aujourd'hui entre les mains des plus incapables et des plus indignes.

Comment se fait-il que nous soyons tombés dans une pareille erreur?

Celle-ci vient, apparemment, de la conception que nous avons toujours eue du principe du suffrage universel et de laquelle nous ne sommes pas encore sortis. Nous ne nous lasserons pas de répéter que ce principe ne signifie nullement que le vote doit appartenir à tous; qu'il signifie

simplement que le droit de suffrage doit être accessible à tous, sans considération de naissance, de fortune ou de privilège social quelconque ; mais que le suffrage ne doit être exercé que par ceux qui en sont capables et dignes. C'est cette fausse conception qui nous a portés sans cesse à étendre le vote, alors que logiquement, quand bien même on voudrait poursuivre à fond dans cette voie, on n'arriverait jamais à réaliser l'universalité du suffrage.

Mais il était, au contraire, un devoir impérieux pour le législateur, en rendant le suffrage accessible à tous, c'était d'apporter à celui-ci une réglementation très complète, posant pour l'accessibilité de ce droit toutes les conditions nécessaires afin qu'il ne soit conféré qu'à ceux qui sont réellement capables de l'exercer, et en excluant résolument tous les éléments indignes. Cette réglementation s'imposait au plus haut point, dans l'intérêt tout d'abord du bon fonctionnement de nos institutions politiques et dans celui surtout du progrès et de l'avenir de celles-ci. Les résultats que donne notre législation actuelle sont là pour confirmer, trop amplement peut-être, la nécessité de ces prescriptions.

Cette erreur vient aussi des tendances invincibles du législateur moderne, vers un humanitarisme exagéré et une commisération excessive. Ce sont ces tendances, desquelles il ne s'est pas encore départi, qui ont joué le plus grand rôle dans l'abrogation des différentes dispositions restrictives de notre législation électorale, qui a eu lieu jusqu'alors. C'est imbu de ces idées, en effet, que le Parlement vota, le 5 août 1899, la loi sur la réhabilitation de droit, laquelle devait

avoir pour conséquences regrettables de replacer dans le corps électoral, automatiquement et par le seul effet du temps écoulé, tous ceux qui en avaient été exclus par suite de condamnations judiciaires à l'emprisonnement.

C'est ainsi également que le législateur s'est efforcé d'atténuer, par des lois successives, l'incapacité électorale résultant de la faillite et en général la plupart des incapacités qui avaient été prévues par le décret de 1852 et qui, à notre avis, étaient insuffisantes.

Les résultats de cette commisération qui n'est, lorsqu'elle est exagérée, qu'un sentiment de faiblesse, ne se font malheureusement que trop ressentir à présent. C'est, en matière pénale, le développement très accentué de la criminalité et le respect de moins en moins marqué pour les principes de la morale et de la justice. C'est, pour la matière qui nous intéresse, l'abaissement des mœurs électorales et l'incapacité de la représentation nationale.

Ces maux sont trop manifestes pour que nous nous appesantissions à les établir. Disons simplement que si nous n'y portons remède sans tarder, nous ferons courir à notre régime et à nos institutions les plus graves dangers.

Mais cette erreur, selon nous, vient en réalité et surtout de l'aberration de certains démocrates qui ont cru que c'était servir le régime démocratique que d'étendre le suffrage aux masses inférieures de la société. Il faut bien avouer nos torts et, en France, nous avons toujours eu celui de nous figurer que les éléments instruits et aisés du corps électoral n'étaient pas des partisans indéfectibles des institutions démocratiques ;

c'est pourquoi nous avons pu voir le législateur, depuis quelque trente ans, amener au suffrage de nouvelles couches d'électeurs, en abrogeant ou en restreignant les effets de certaines des dispositions restrictives de notre législation électorale, croyant par là assurer à notre régime une stabilité plus certaine.

Mais quels sont ces éléments que le législateur a ainsi amené au suffrage ? Ce sont, sans aucune exception, des personnes qui en avaient été destituées pour la raison qu'il leur était arrivé de donner judiciairement la preuve de leur indignité ou de leur incapacité à exercer ce droit. C'est sur de tels éléments que le législateur a cru asseoir notre régime et il est malheureusement à craindre que ce soit ceux-là mêmes qui ne le mènent à la ruine.

L'état de choses actuel a enfin une dernière cause. C'est le désir ardent de nos parlementaires à se maintenir dans leurs fonctions, lequel désir les a poussés, et les pousse encore aujourd'hui, à se créer sans cesse de nouveaux suffrages qu'ils puissent facilement s'assurer par de simples promesses ou par l'intrigue. Ces moyens leur sont d'autant plus faciles que nous n'avons pas su, à l'exemple de certains pays, mettre nos lois électorales à l'abri des caprices et des aspirations de ceux qui doivent en profiter, en les faisant entrer dans nos dispositions constitutionnelles.

Il est temps, croyons-nous, de revenir de toutes ces erreurs. Si nous entendons, dans la bouche de nombreuses personnes, des reproches à l'adresse de notre régime, ces reproches s'adressent bien plus certainement au mauvais

fonctionnement de nos institutions politiques, qu'au principe sur lequel elles reposent. Nul de nous ne songerait, en effet, à soutenir qu'il est des institutions plus justes et meilleures que les institutions démocratiques avec leur corollaire indispensable : le suffrage universel ; mais à condition que ce dernier soit judicieusement réglementé afin de ne pas amener une représentation incapable.

Nous avons déjà dit, à maintes reprises, que dans nul autre pays comme dans une démocratie, le gouvernement dépendait plus étroitement du corps électoral. Si donc nous voulons avoir un gouvernement parfait et durable, nos efforts doivent être de tendre à assurer à celui-ci les qualités indispensables à cet effet, c'est-à-dire : la capacité et la dignité.

C'est à cette fin que nous avons visé en proposant, dans le cours de notre étude, les diverses réformes à apporter à la capacité électorale telle qu'elle est actuellement réglée par notre législation.

Et tout d'abord, il nous a paru rationnel d'élever la majorité politique, car il est indispensable, pour le bon fonctionnement de nos institutions, que le citoyen ait acquis de la gravité et de l'expérience avant de s'occuper des affaires publiques. C'est dans ce même intérêt qu'il nous a paru nécessaire d'exclure du suffrage les illettrés et les individus atteints de débilité mentale dont la participation, loin d'être d'aucune utilité pour l'administration du pays, constitue une cause permanente de corruption et de perturbation pour les consultations électorales.

Il faut, de plus, écarter résolument du scrutin tous les

éléments de trouble social, et par là nous entendons tous ceux qui ont subi une condamnation à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée. Il y aurait lieu, toutefois, d'excepter les condamnations pour délits non intentionnels pour lesquels notre législation devrait bien réserver des peines distinctes et non infamantes. Il faudrait, en outre, ne permettre la réintégration de ces éléments dans le corps électoral que lorsqu'ils auraient été reconnus dignes par les tribunaux de cette mesure, autrement dit, lorsqu'ils auraient été réhabilités judiciairement.

Nous devons également, sans faiblesse, empêcher de participer dans une mesure quelconque à l'administration des affaires publiques, tous les citoyens qui ont donné judiciairement la preuve qu'ils sont incapables d'administrer leurs propres affaires, en d'autres termes, les personnes qui ont été déclarées en faillite ou en déconfiture ainsi que celles qui ont été pourvues d'un conseil judiciaire. Cette exclusion devrait être maintenue tant que ces individus n'auraient pas intégralement payé leurs dettes ou les dividendes consentis et n'auraient pas ainsi fait preuve d'une meilleure aptitude dans la gestion des affaires. Il y aurait lieu, seulement, de ne pas appliquer cette mesure : lorsque la faillite ou la déconfiture serait résultée d'un événement d'incendie ou de quelque accident justifié de force majeure.

Quant aux charges publiques qui résultent de l'administration du pays, elles doivent être supportées, sans exception, par tous les citoyens et le paiement de la quote-part de celles-ci doit être exigé annuellement de tous ceux qui doivent

prendre part à l'exercice de la puissance publique, c'est-à-dire des électeurs.

Nous devons en dernier lieu écarter du suffrage tous ceux qui ne prennent plus part à l'activité nationale et vivent aux dépens de la communauté, autrement dit tous ceux qui sont secourus par l'assistance publique ; car leur vote est un non-sens et une des principales causes de corruption électorale.

Nous ne craignons pas d'affirmer que si ces réformes étaient apportées à notre législation électorale (et elles doivent l'être parce que la nécessité en est commandée par les plus graves raisons et qu'elles respectent entièrement le principe du suffrage universel), nous aurions un corps électoral offrant à l'intérêt social les garanties les plus sûres et capable d'assurer à nos institutions un fonctionnement parfait et une stabilité des plus certaines.

Vu par le Président,
E. CHAVEGRIN.

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CAPACITÉ ÉLECTORALE DANS LE DROIT ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

De la nationalité française. — § I.....	16
§ II. — Preuve de la nationalité....	22

CHAPITRE II

Majorité. — § I.....	26
§ II. — Preuve de l'âge.....	28

CHAPITRE III

Jouissance des droits civils et politiques.	31
§ I. — Jouissance des droit civils.....	31
§ II. — Jouissance des droit politiques.....	34

CHAPITRE IV

Des incapacités électorales.	37
§ I. — Incapacités des femmes.....	37
§ II. — Incapacités résultant d'une condamnation.....	44

	Pages.
Incapacités perpétuelles.....	48
Incapacités temporaires.....	65
§ III. — Incapacités résultant d'un état juridique particulier...	77
1° Interdits.....	77
2° Faillis.....	78
Preuve des incapacités.....	84
§ IV. — Suspension de l'exercice du droit de vote.....	86

CHAPITRE V

Inscription sur une liste électorale.....	90
1° Domicile ou résidence de six mois.....	91
2° Inscription au rôle des contributions directes ou des presta- tions en nature.....	96
3° Déclaration de résidence des Alsaciens-Lorrains.....	97
4° Résidence obligatoire dans la commune.....	98
De la liste électorale. — Formation. — Revision. — Réclamations.	100

DEUXIÈME PARTIE

DES RESTRICTIONS NOUVELLES À APPORTER À LA CAPACITÉ ÉLECTORALE EN FRANCE

Préambule.....	105
----------------	-----

CHAPITRE PREMIER

Majorité politique.....	108
Législation comparée.....	113

CHAPITRE II

Incapacités résultant de l'état intellectuel des person- nes.....	117
§ I. — Illettrés.....	117
Législation comparée.....	122
§ II. — Aliénés et individus atteints de débilité mentale.....	123
Législation comparée.....	131

CHAPITRE III

	Pages.
Incapacités résultant de condamnations judiciaires...	132
Législation comparée.....	139

CHAPITRE IV

Incapacités résultant de la faillite.....	144
Législation comparée.....	147
Incapacité électorale des individus pourvus d'un conseil judiciaire.....	149
Législation comparée.....	151

CHAPITRE V

Incapacités résultant de l'état social des personnes..	152
§ I. — Non-contribution aux charges publiques.....	152
Législation comparée.....	156
§ II. — Assistés.....	157
Législation comparée.....	158
CONCLUSION.....	159

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE-DUC